

ECONOMISTI CLASSICI
ITALIANI.

SCRITTORI CLASSICI

ITALIANI

DI

ECONOMIA POLITICA.

PARTE MODERNA

TOMO V.

MILANO

Nella Stamperia e Fonderia di G. G. DESTEFANIS

a S. Zeno, N°. 534.

MDCCCIII.



DIALOGUES
SUR LE COMMERCE
DES BLÉS

PAR L'ABBÉ

FERDINAND GALIANI

NAPOLITAIN.

In vitium ducit culpae fuga, si caret arte.

HORAT.

DÉCLARATION DE L'AUTEUR.

Il est inutile d'avertir que ces entretiens ne sont pas supposés. On s'en apercevra bien à la familiarité du ton, à la liberté de la plaisanterie, à la vérité des caractères et en général à une sorte de négligence qui n'en rendra peut-être la lecture que plus agréable aux personnes d'un goût naturel et simple.

DIALOGUES

ENTRE

LE MARQUIS DE ROQUEMAURE

ET

LE CHEVALIER DE ZANOBI

PREMIER DIALOGUE.

*Le 16 Novembre 1768, chez Madame *** avant le dîner.*

LE MARQUIS.

En vérité, mon cher chevalier, je suis ravi de vous voir de retour. Quelle longue absence ! et où avez-vous donc été depuis quatre ans que nous ne nous sommes vus ?

LE CHEVALIER.

J'ai voyagé ; j'ai passé les années 64 et 65 dans ma patrie. De-là j'ai été faire un tour

en Allemagne, en Hollande, en Angleterre, et, depuis près d'un an, je suis encore une fois Parisien.

LE MARQUIS.

Pour long-tems ?

LE CHEVALIER.

Je m'en flatte.

LE MARQUIS.

Pourquoi n'êtes-vous pas venu cet été nous voir à ma campagne ? Vous y auriez été reçu à bras ouverts.

LE CHEVALIER.

Je n'en doutais point. Aussi en ai-je été bien tenté; mais j'étais las de voyager, et rassasié des grands chemins.

LE MARQUIS.

Il est vrai que la course est un peu longue : à présent vous n'aurez pas cette peine. Ma famille et moi nous sommes de retour, et je compte que vous ne nous négligerez pas cet hiver.

LE CHEVALIER.

J'y perdrais trop.

LE MARQUIS.

Vous êtes-vous bien amusé en Italie ?

LE CHEVALIER.

Non.

LE MARQUIS.

Hors de Paris point de salut. Votre patrie n'avait plus de charme pour vous ?

LE CHEVALIER.

Ce n'est pas cela.... mais j'ai mal pris mon tems pour la revoir. Je me suis trouvé à Rome lors de la disette. Les nouvelles de Toscane et plus encore celles de Naples augmentaient l'horreur de cette situation. Naples a souffert bien plus qu'une disette. Une famine des plus cruelles a réduit des milliers de malheureux à brouter l'herbe et à mourir de faim, et l'épidémie a achevé ce que la famine avait commencé.

LE MARQUIS.

Ce spectacle devait être effrayant, et vous ne l'avez pas vu tranquillement; mais comme vous êtes homme à tirer du plus grand mal des réflexions toujours utiles pour l'humanité, je vous avouerai franchement que je ne saurais être fâché que vous vous soyez trouvé à Rome dans cette circonstance. Vous avez une manière de voir qui vous est propre; vous envisagez les événemens tout autrement que la plupart des autres hommes, et je ne doute pas que vous n'ayez fait une foule de réflexions sur les causes de ce terrible fléau du ciel. A quoi l'attribuez-vous ?

LE CHEVALIER.

Aux fautes des hommes.

LE MARQUIS.

Et qu'a-t-on fait pour les réparer ?

LE CHEVALIER.

Des fautes qui n'ont servi qu'à les aggraver.

LE MARQUIS.

Vos réponses sont laconiques.

LE CHEVALIER.

Elles contiennent pourtant l'histoire complette de toutes les famines qui ont existé depuis Adam jusqu'à nous. Et Dieu veuille que ce ne soit pas l'histoire aussi des disettes à venir.

LE MARQUIS.

Mais quelles fautes a-t-on donc fait ?

LE CHEVALIER.

Est-ce qu'on en peut faire plus d'une ? Les hommes n'en font jamais qu'une, et c'est toujours la même.

LE MARQUIS.

Ceci me paraît nouveau. Je vous avoue que j'ai le plus grand désir de vous entendre raisonner sur cette matière et sur cette faute générale de tous les hommes et de tous les siècles.

LE CHEVALIER.

Elle est facile à deviner. L'expérience et la raison sont nos guides ; n'est-ce pas ?

LE MARQUIS.

Oui, sans doute.

LE CHEVALIER.

Personne ne veut gratuitement tomber en erreur. Ainsi tout le monde veut suivre la raison et l'expérience ; mais lorsqu'on suit une idée raisonnable en elle-même, et que l'on se fonde sur une expérience ou sur un fait vrai et éprouvé, mais qui ne s'adapte point, qui ne saurait s'appliquer au cas dans lequel on est, on croit bien faire et l'on fait une faute.

LE MARQUIS.

Mais n'y a-t-il pas des hommes qui agissent sans nulle raison et contre l'expérience ?

LE CHEVALIER.

Oh non ! Ces gens-là ne jouissent pas de la liberté du pavé de Paris; on les enferme. Mais le commun des hommes, ceux qui se promènent dans les rues et qu'on appelle raisonnables sur cette seule indication, les magistrats, les philosophes, les hommes d'état enfin, ne sont pas d'ordinaire aussi fous que

cela. Ils n'agissent jamais contre toute raison, tout exemple et toute expérience. Ils en ont quelques-unes, mais ils les appliquent mal. Ils continuent sur-tout à agir d'après les mêmes principes qui jadis leur servaient de guides, sans prendre garde que les circonstances sont changées, et cette faute est vraiment la plus commune. Par exemple, un vieillard se donne une indigestion: savez-vous quelle est sa faute? Celle de manger autant qu'un jeune homme, autant qu'il mangeait à vingt-cinq ans. Il a donc l'expérience de sa jeunesse pour guide; mais son âge n'est plus le même : il a vieilli, mais il n'y prend pas garde. Appliquez cet exemple à tous les cas de la vie, à toutes les actions morales des hommes, aux gouvernemens, aux empires, et vous trouverez par-tout la même faute.

LE MARQUIS.

En effet, j'en vois plusieurs exemples, et je trouve comme vous que bien des affaires fâcheuses ne sont que des indigestions qu'on aurait évitées en connaissant mieux la force de son estomac. Mais....

LE CHEVALIER.

Avez-vous jamais vu personne manger du bois, des cailloux, des rasoirs?

LE MARQUIS.

Non assurément.

LE CHEVALIER.

Et pourquoi? C'est que personne n'en mange. Mais vous voyez souvent des gens manger des champignons, des truffes, et s'en trouver très-mal. Pourquoi? C'est que d'autres, à la même table, tout à côté d'eux, en mangent sans en être incommodés.

LE MARQUIS.

J'entends. Ainsi selon vous, la déraison totale est rare parmi les hommes.

LE CHEVALIER.

Si rare, qu'il ne faut pas la mettre en ligne de compte.

LE MARQUIS.

La raison mal discutée, l'expérience mal ap-

pliquée, l'exemple tiré d'une chose dissemblable sont les causes de toutes nos fautes ?

LE CHEVALIER.

Précisément.

LE MARQUIS.

Ceci est trop général : appliquons-le, s'il vous plaît, à notre thèse. Qu'est-ce qui a causé la famine à Rome ?

LE CHEVALIER.

Ce que j'avais tout-à-l'heure l'honneur de vous dire, mon cher marquis. L'indigestion du vieillard.

LE MARQUIS.

Expliquez-vous.

LE CHEVALIER.

Il y a à Rome de vastes et immeuses greniers destinés pour les blés, et des réglemens encore plus vastes et plus immenses que les greniers... et tout cela s'appelle l'*Annone*.

LE MARQUIS.

Eh bien ?

LE CHEVALIER.

Les greniers et les réglemens sont à-peu-près les mêmes que ceux que l'on fit du tems de César, d'Auguste et de Titus. Ces messieurs ne sont plus à Rome; mais à leur place, il y a des Clémens, des Innocens et des Bonifaces, qui n'ont d'autre ressemblance, que je sache, avec les empereurs, que leur aversion constante à porter perruque.

LE MARQUIS.

Vous êtes comique. Vous ne leur trouvez pas d'autre ressemblance?

LE CHEVALIER.

Non, en vérité; malgré cela, les greniers et les réglemens restent. Ceux d'Auguste pouvaient être bons: je ne l'ai pas approfondi; je veux le croire. Rome possédait alors la Sicile, l'Afrique et l'Égypte. Un peuple immense était souverain: sa colère était à craindre; l'abondance et l'opulence devaient être la juste récompense et le fruit de sa valeur: il fallait donc que les pays conquis payassent tous le tribut de leur blé pour en nourrir ce peuple roi.

roi? Rome n'a plus aujourd'hui ni la Sicile, ni l'Afrique, ni l'Égypte. L'excommunication même (la seule légion fulminante qui reste à ce vieil empire), n'est plus respectée nulle part; mais on conserve néanmoins l'ancien système. On a des greniers; le premier soin du gouvernement est que le pain soit à bas prix, comme si l'on devait craindre les cris du cirque et de l'amphithéâtre, d'un petit peuple bien dévot, bien soumis, qui ne s'assemble aujourd'hui que pour faire des processions et pour gagner des indulgences sous les doigts de sa Sainteté.

LE MARQUIS.

Permettez-moi, monsieur, de vous interrompre. Je vous avouerai que je ne me suis point trop occupé de cette question; mais on en a tant parlé depuis trois ans en France; tant de brochures de toute espèce ont paru sur ces matières; tant de journaux, tant de gazettes en ont été remplis, qu'il a fallu enfin que bon gré malgré, tant bien que mal, chacun en fut instruit; je le suis comme les autres, par des ouï-dire. Il me sem ble donc avoir entendu soutenir pour premier principe

que le bas prix du blé favorisait les manufactures, en rendant moins chères les mains-d'œuvres.

LE CHEVALIER.

Et quelles manufactures trouvez-vous établies dans la ville de Rome? Je n'y connais qu'une fabrique de bulles et de dispenses, qui commence même à être assez décriée.

LE MARQUIS.

Oh! quant à celle-là, je n'ai pas oublié, lorsque j'ai voulu épouser ma cousine, que la main-d'œuvre en est très-bien payée, et ce ne sera pas sûrement la cherté du blé qui, établissant la concurrence ailleurs, fera tomber la fabrique des dispenses de Rome.

LE CHEVALIER.

Je le crois; mais je conviendrai avec vous que ce bas prix du pain est toujours utile, lorqu'on le peut obtenir. Il favorise la population; il appelle l'étranger; il facilite tout le commerce; mais savez-vous par quel moyen on l'obtient à Rome? A défaut des ressources que procuraient l'Égypte et l'Afrique, on met à

contribution de blé les environs de Rome même; on en écrase les cultivateurs; on monopolise tout le blé: et c'est une vérité de fait que le peuple de Rome est écrasé pour procurer l'abondance au peuple de Rome. Cela est vrai au pied de la lettre, avec cette différence cependant que, comme la ville est remplie de prélats, de cardinaux, d'étrangers, de voyageurs, de pélerins, de vagabonds, c'est le vrai citoyen Romain, le vrai bourgeois, le vrai possesseur de biens-fonds, qui se trouve opprimé pour nourrir le passager, le pélerin, le pécheur converti qui viennent à Rome passer une semaine, voir saint-Pierre, le Pape, les filles, les spectacles, la rotonde, le collisée, et s'en aller.

LE MARQUIS.

Ah! chevalier, vous parlez d'or. J'ai toujours été du même avis que vous; pleine liberté, point d'entraves, point de magazins, point de défenses. On a combattu long-tems pour persuader au peuple ces grandes vérités. Et croiriez-vous qu'il a fallu combattre bien plus encore pour les persuader aux gens en place? Enfin, la vérité a percé; on a triomphé.

LE CHEVALIER.

J'ignorais cet événement. J'ai quitté Rome vers le printems de 65, et je n'avais pas entendu dire que le cardinal Torregiani eût changé de système dans cette importante partie de l'administration.

LE MARQUIS.

Mais ce n'est pas de Rome que je vous parle.

LE CHEVALIER.

Et de quoi donc?

LE MARQUIS.

D'ici... de la France.

LE CHEVALIER.

Et qu'y a-t-il de commun entre Rome et Paris?

LE MARQUIS.

Ce que vous venez de dire. Ici l'on a senti les inconvéniens du système de Rome, et l'on a pris la route opposée.

LE CHEVALIER.

Oh! par ma foi ceci est trop plaisant, trop singulier. Je vous avais averti, il n'y a pas trois minutes, que la seule faute des hommes est de se régler sur des exemples et par des raisons qui ne s'appliquent point aux circonstances où ils se trouvent, et vous venez de m'avouer que toute la France s'est exposée à faire cette faute, et vous la faites vous-même dans l'instant? De grace, monsieur le marquis, réfléchissez un peu. Vous convenez de la différence immense qu'il y a entre la monarchie française et les états du Pape. Climats, sol, canaux, rivières, agriculture, commerce, argent, navigation, étendue, possessions, productions, administration, tout est différent; et vous concluez par ce raisonnement: *on fait mal à Rome de faire telle chose; donc on fera bien en France de faire le contraire.* N'est-ce pas là précisément ce qu'on appelle déraisonner? J'ai eu l'honneur de vous dire qu'on faisait mal à Rome de suivre le système établi du tems d'Auguste, qui pouvait être bon, mais qui ne peut plus l'être, parce que Rome moderne n'est pas celle d'Auguste. Or sup-

posons un instant que la monarchie Française dans l'état actuel ressemblât à l'ancien empire Romain, qu'elle eût un gouvernement presque démocratique, qu'elle comptât parmi ses provinces l'Afrique, la Sicile, la Sardaigne et l'Égypte; vous voyez clairement, que par cela même qu'on se conduit mal à Rome aujourd'hui, on ferait bien d'adopter ici tous les réglemens de Rome, et par la différence qui existe entre les deux monarchies, on éprouverait ici autant de bons effets de ces réglemens, qu'ils causent de mal aux états de l'Église. Cela me paraît de la dernière évidence. Vous ne répondez pas?

LE MARQUIS.

C'est que je ne reviens point de mon étonnement. Comment se peut-il qu'un raisonnement si simple, si clair, si frappant, n'ait été fait ici par personne, lorsqu'on a discuté cette matière? Car il est bon que vous sachiez qu'on entassait raisons sur raisons pour persuader les avantages d'une libre exportation, les rénitens n'y opposaient d'autres objections que les nouvelles qu'on recevait alors de la disette d'Italie; ils disaient, voilà l'effet de la liberté du commerce des blés... Il parut

alors une petite brochure faite par des hommes d'esprit, qui prouva qu'en Italie il n'y avait rien moins qu'une pleine liberté, et cela suffit pour convertir tout le monde. On fut persuadé; on adopta le système de la libre exportation; on fit l'édit.

LE CHEVALIER.

Ne vous en étonnez pas. Rien n'est plus commun que de voir, à la fin d'une dispute, les deux adversaires déraisonner à qui mieux; peut-être même cela est-il bon, et il est au moins plus avantageux pour remporter la victoire sur celui qui a commencé à déraisonner, de riposter par un autre déraisonuement qui le confonde et l'étourdisse, que de tenter de le ramener par la véritable raison dont le fil est égaré, et dont on a perdu de vue la route. Celui qui commença à citer l'exemple de l'Italie, fut le premier à déraisonner; il est vrai qu'on le lui rendit bien. Au reste, l'exemple de Rome, de Naples, et de la Sicile ne prouvait ni pour, ni contre la France; rien n'est si clair. L'exemple doit être pris à *simili*. L'expérience doit avoir été faite sur un objet tout pareil, tout semblable, sans quoi il ne prouve rien.

LE MARQUIS.

Vous croyez donc, à ce qu'il paraît, que l'exemple de l'Angleterre et de l'encouragement qu'elle a donné à l'exportation dont elle s'est si bien trouvée....

LE CHEVALIER.

Pendant quelques années.

LE MARQUIS.

Ne m'interrompez-pas. J'allais vous demander si vous faites de l'exemple de l'Angleterre autant de cas qu'on en fait ici : car l'Angleterre est le grand cheval de bataille des exportateurs.

LE CHEVALIER.

Je n'en fais aucun cas, et toujours par la même raison ; c'est que la France et l'Angleterre ne se ressemblent point : ainsi ce qui se fait là ou là, ne prouve rien du tout pour ici. Il se pourrait même que l'Angleterre eût mal fait d'encourager si fort l'exportation, et qu'il fût néanmoins avantageux à la France de le faire.

LE MARQUIS.

J'entrevois pourtant, à mon grand étonnement, que vous êtes le seul homme d'esprit de ma connaissance qui ne soit point pour la liberté de l'exportation.

LE CHEVALIER.

Je ne suis pour rien.... Je suis pour qu'on ne déraisonne pas. L'exportation du sens commun est la seule qui me fâche.

LE MARQUIS.

Mais dès que vous croyez qu'on est parti d'après de faux raisonnemens, pour être conséquent, il faut bien croire aussi qu'on a fait une sottise.

LE CHEVALIER.

Point du tout. On peut d'après un mauvais raisonnement tirer une conséquence vraie. Je dis par exemple ; vous, monsieur le marquis, vous êtes Français, vous êtes loin de l'âge frivole ; donc vous êtes aimable. Ce raisonnement ne vaut pas le diable, et j'ai pourtant dit trois grandes vérités.

LE MARQUIS.

Vous êtes aussi galant que bon logicien. Mais convenez cependaut que lorsqu'on déraisonne, c'est un pur hasard qui fait rencontrer le vrai.

LE CHEVALIER.

D'accord. Ce hazard n'est pourtant pas si grand qu'on le pense. Exporter ou non exporter, c'est pair ou non. A-t-on bien fait d'établir l'exportation? Il y a, ma foi, autant à parier pour que contre.

LE MARQUIS.

Oui, si l'on jouait à croix ou pile; mais lorsque dans une affaire d'administration, on n'a pas vu l'objet d'après ses vrais principes; si l'on s'est déterminé d'après des exemples de situations non-semblables, alors comme une loi qui va produire de nouveaux systêmes, est une chose des plus compliquées, à laquelle il faut avoir réfléchi long-tems pour prévoir toutes les suites de l'opération et pour parer aux inconvéniens qui résultent toujours des nouveautés, vous conviendrez, qu'il y a

beaucoup à parier que cette besogne aura été fort mal et fort gauchement faite.

LE CHEVALIER.

Je conviens de cela.

LE MARQUIS.

Vous pensez donc qu'on aurait mieux fait de s'en tenir au système du grand Colbert ? C'était un homme que ce Colbert...

LE CHEVALIER.

Je rends la justice qui est dûe au mérite de ce grand ministre. Mais si on prend le parti de suivre son plan, par la seule raison que c'est le sien, on s'exposera à faire tout aussi mal qu'en imitant l'Angleterre, ou en prenant le contre-pied de ce qui se fait à Rome.

LE MARQUIS.

Et pourquoi ?

LE CHEVALIER.

Parce que la France d'aujourd'hui ne ressemble pas plus à celle du tems de Colbert ou de Sully, qu'à l'Angleterre ou à l'Italie d'à-présent.

LE MARQUIS.

J'avouerais qu'il y a des différences dans le siècle; mais je n'en vois pas de si considérables que....

LE CHEVALIER.

Ah! monsieur le marquis, ne vous y trompez pas, en fait d'économie politique un seul changement fait une différence immense. Un canal qu'on aura creusé, un port qu'on aura construit, une province acquise, une place perdue, une manufacture établie suffit pour obliger à changer le système entier d'un grand empire, relativement au commerce des blés. Je ne veux pas même aller si loin. Je dis que dans deux royaumes également fertiles, également peuplés, égaux en tout enfin, si la province fertile en blé est différemment située, cela seul suffit pour obliger les gouvernemens à suivre deux systêmes opposés. Si l'un peut permettre l'exportation, l'autre doit la défendre ou du moins la modifier.

LE MARQUIS.

Expliquez-moi cela plus clairement, je vous prie.

LE CHEVALIER.

Volontiers. Dans les grandes monarchies, toutes les provinces ne sont pas également fertiles en blé; il y en a une ou deux qui le sont particulièrement et qui nourrissent celles dont les produits sont en denrées différentes, vins, oliviers, muriers, pâturages, bois, etc. Or, si la province à blé est placée dans le milieu de la monarchie, il faut encourager l'exportation. Si elle est frontière, il faut la défendre ou la modifier beaucoup.

LE MARQUIS.

Et pourquoi?

LE CHEVALIER.

Le voici. Vous en allez savoir la raison et voir en même-tems l'application de cette théorie. En Espagne la province à blé, le réservoir, le grenier de toutes les autres, est la Vieille-Castille. Cette province occupe à-peu-près le milieu d'un royaume qui est presque rond : or vous ne courez aucun risque à permettre l'exportation des blés de la Castille hors des ports de la monarchie; car de quel-

que côté qu'on aille de la Castille à la mer, le blé doit traverser les provinces de l'Espagne avant d'arriver aux ports, comme par autant de rayons du cercle qui vont jusqu'à la circonférence. Et si quelqu'une de ces provinces est dans la disette, le blé s'arrêtera où il trouvera le besoin, la recherche, le haut prix, et n'ira pas plus loin. Personne n'est assez dupe pour traverser, sans s'arrêter, toute une province où le blé est à un prix considérable, refuser de le vendre et aller chercher une fortune incertaine plus loin. L'on ne s'expose point à doubler la dépense du transport, pour courir tous les risques d'un commerce par mer avec l'étranger. Ainsi quoique l'exportation soit libre en Espagne, vous pouvez être sûr qu'il ne sortira de blé de la Castille par mer, que lorsque toute l'Espagne sera dans l'abondance d'une récolte généralement bonne, ou qu'elle sera déjà suffisamment approvisionnée. Vous remarquerez que je ne vous parle ici que des blés de la Castille. Mais si la France, par exemple, avait malheureusement ses provinces à blé placées sur les frontières telles que la Flandre, la Picardie, la Normandie, etc., vous courez un

grand risque avec votre liberté; car si dans la même année la Flandre Autrichienne ou l'Angleterre d'un côté, et le Dauphiné, la Provence, le Languedoc de l'autre se trouvent dans la disette, votre blé ira indubitablement nourrir l'étranger, l'ennemi peut-être de la nation, et les sujets du roi mourront de faim. De même, si vous avez une terre sur une colline formée en pain de sucre, et que vous ayez le bonheur d'avoir une source d'eau précisément sur le sommet, tout au milieu de votre terre, laissez-là courir librement; elle arrosera parfaitement votre champ. Si vous voyez qu'il s'en écoule hors de vos limites, soyez tranquille, car ce qui en sort est un vrai superflu, dont votre terre pleinement arrosée n'a plus aucun besoin. Mais, si au contraire la fontaine est placée au bas de la colline, sur le bord de votre terre, prenez-y garde; elle s'écoulera toujours suivant sa pente, et jamais elle n'arrosera votre terre. Il vous faudra alors des chaussées, des écluses, des pompes pour corriger, pour forcer la nature et combattre son niveau. De même si vous laissez aller librement le blé de Picardie, il ira en Flandre, en Hollande, en Danne-

marck, et par-tout où il peut aller par eau, plutôt que de remonter par un petit espace de transport de terre; puisqu'il n'y a pas de comparaison à faire entre les frais d'un transport maritime et ceux d'un transport par terre. Ainsi vous vous engagerez à nourrir la moitié de l'Europe aussi long-tems qu'elle demandera votre blé, avant que d'en avoir un septier pour donner aux provinces intérieures de votre royaume.

LE MARQUIS.

On vous reconnaît-là. Votre comparaison est lumineuse et me fait entendre clairement le fond de la question; mais si l'on creusait un canal?

LE CHEVALIER.

Voilà précisément où je vous attendais. Vous voyez donc qu'un seul canal peut changer toute la police des blés d'une province ou d'un royaume entier. Le grand Colbert faisait des ordonnances et projetait des canaux, des ports, etc. Peut-être attendait-il l'achevement de ces travaux pour changer ses ordonnances. Imitons le grand Colbert et ne le suivons pas.

Imiter

Imiter et suivre sont des choses très-différentes, quoique bien des gens s'y méprennent. Faisons ce qu'une bonne tête, comme celle du grand Colbert, aurait fait aujourd'hui.

LE MARQUIS.

En vérité, mon cher chevalier, vous me tenez dans des transes continuelles. Tantôt je vous vois brouillé avec l'exportation. Tantôt il me paraît que vous vous raccomodiez avec elle; je ne puis deviner votre avis, et je tremble que vos idées ne soient pas conformes aux miennes, et que vous ne réussissiez à me prouver que c'est moi qui ai tort.

LE CHEVALIER.

Il n'y a que votre politesse qui puisse vous faire regarder comme une humiliation de n'être pas du même avis que moi. Je serais mieux fondé que vous à avoir la même alarme; mais pour nous guérir de ces peurs réciproques, dites-moi : avez-vous des idées qui soient les vôtres sur cette matière ?

LE MARQUIS.

A vous dire le vrai, je n'en ai pas que je

puisse en conscience appeler miennes. Je n'y ai jamais réfléchi : je me suis contenté de lire tout ce qui a paru sur cette question et j'ai lu beaucoup à droite et à gauche; il m'a paru quelquefois qu'on me persuadait : d'autres fois je n'ai pas trop bien compris ce que les auteurs voulaient dire, et j'ai cru que c'était ma faute. Ce n'est pas que je ne me sois aperçu de tems en tems d'une espèce de charlatanerie qui m'a donné de l'ombrage. Entr'autres, dans un certain ouvrage où l'on affectait un stile populaire et bas, pour prouver que l'on était profond dans la matière, on y parlait un jargon tout-à-fait boulanger. L'auteur se faisait un scrupule d'écrire autrement qu'en lettres italiques, non-seulement les mots sacramentaux, mais les termes même les plus usités, *pain blanc*, *pain bis*, *pain de ménage*, *prix chers*, *petit-peuple*, *bonne récolte*, *liberté*, *mouture*, *boulangerie*, *approvisionnemens*, *achats*, etc. Tout était en lettres italiques, comme si ces mots venaient des Indes et qu'on en fit, pour la première fois, l'importation en France. Cette bigarrure ridicule me déplut : je n'achevai pas le livre; je vis que l'auteur voulait m'en imposer par sa profonde érudition en

boulangerie ; tandis que je savais moi qu'il n'avait jamais acheté une livre de pain dans sa vie. Voilà où j'en suis avec mes idées.

LE CHEVALIER.

Eh bien, moi, monsieur, je suis plus avancé que vous ; car je n'ai rien lu du tout. J'ai réfléchi. J'ignore si d'autres ont écrit des réflexions semblables aux miennes ; mais je suis porté à croire que toutes les têtes organisées comme la mienne les auront faites ou les feront. Ainsi si je vous les communiquais, je ne disputerais aucunement vos idées, puisque vous n'en avez point ; mon discours serait la lecture d'un livre de plus, et selon toute apparence celui-ci ne vaudrait guères mieux que les autres.

LE MARQUIS.

A tout hasard, commencez.

LE CHEVALIER.

Cela serait trop long.

LE MARQUIS.

Il n'y a de long que ce qui est ennuyeux..., et je vous promets que je ne m'ennuierai pas.

LE CHEVALIER.

Vous vous engagez beaucoup. Après le diner je croirais cela plus vraisemblable, mais à présent....

LE MARQUIS.

Nous avons encore du tems. Commencez, je vous en supplie.

Un domestique entre, et annonce qu'on a servi.

LE CHEVALIER.

Ah voici une bonne nouvelle qui me tire d'embarras. Allons manger notre pain, avant de décider s'il faut en accorder l'exportation.

LE MARQUIS.

Mon faible avis serait de la défendre, quant à celui qui est sur la table.

LE CHEVALIER.

Et le mien aussi.

LE MARQUIS.

Donnez-vous la peine de passer.

LE CHEVALIER.

Vous le voulez, j'obéis.

Ils vont dîner.

SECOND DIALOGUE.

APRÈS DÎNER.

LE MARQUIS.

Nous voici à présent en état d'accorder l'exportation de tout le pain du monde, au moins jusqu'au souper : ainsi nous pouvons en délibérer à notre aise.

LE CHEVALIER.

Comment est-il possible que la bonne chère que nous venons de faire ne nous ait pas chassé de la tête un triste discours de famine ? Jouissons du présent, bannissons les idées sombres. Savez-vous que la tristesse est tout-à-fait fâcheuse, et que vous y allez par le chemin le plus court ?

LE MARQUIS.

Ce n'est pas tout-à-fait cela. Vous m'avez fait rêver, ce qui ne m'arrive pas souvent; et je voudrais, si vous le trouvez bon, continuer le discours.

LE CHEVALIER.

Si c'est votre goût, j'y consens.

LE MARQUIS.

J'ai fait réflexion sur ce que vous avez dit: je vois à présent que vous ne tenez aucun compte de l'autorité des exemples, à moins qu'ils ne soient tirés de deux cas exactement semblables. Mais, où trouver deux souverainetés qui se ressemblent? Vous ne respectez aucunement les systêmes des plus grands hommes d'état, par la même raison; car il en est des siècles comme des souverainetés, aucuns ne se ressemblent. Les mœurs, les lois, les découvertes physiques, le canal du commerce, les combinaisons politiques, tout a changé, tout change et tout changera. Je n'ai pas osé vous demander ce que vous pensiez des ordonnances de police, des réglemens très-nombreux que nous avons sur le seul fait des blés, craignant toujours la même réponse.

LE CHEVALIER.

Sans doute, j'aurais toujours fait la même réponse.... Que si les ordonnances et les ré-

glemens ont été faits, parce qu'ils se pratiquaient ailleurs, ou parce qu'ils s'étaient pratiqués autrefois, sans autre examen et sans autre motif, c'est un pur hasard si cela vaut quelque chose. Au reste, je conviendrai que la plupart des anciens réglemens, lorsqu'ils ont été faits, pour la première fois, étaient pleins de sagesse et de raison, parce qu'alors ils ont été faits selon le tems et les circonstances.

LE MARQUIS.

Oh! que j'ai de plaisir à vous entendre parler ainsi! En vérité, tous ces auteurs modernes traitent nos ancêtres bien durement. A les en croire, on dirait qu'ils marchaient à quatre pattes. On répète à chaque ligne, ils ne connaissaient ni les vrais intérêts de la nation, ni la balance du commerce, ni les principes de la bonne administration. Ils ne respectaient ni la probité, ni la liberté. En un mot, ils les représentent à mes yeux comme une troupe de tyrans aveugles, qui frappaient d'une barre de fer sur un troupeau d'esclaves stupides. Les plus doux et les plus réservés de ces écrivains se contentent de dire que nos

bons ancêtres étaient un peu bêtes. Ces propos m'ont toujours fait de la peine par mille bonnes raisons, et sur-tout parce qu'il me paraît à moi incontestable que nous descendons de nos ancêtres.

LE CHEVALIER.

Consolez-vous, monsieur le marquis. Ces lois étaient bonnes et vous descendez de ceux qui les ont faites. Ceux qui les critiquent descendent peut-être de ceux qui les critiquèrent, lorsqu'elles parurent. L'histoire, le seul tableau qui nous reste des mœurs passées, nous est garant de la sagesse et de l'utilité d'un grand nombre de lois qui ne sont plus bonnes aujourd'hui, parce qu'elles ne sont plus à propos. Admirons la sagesse de nos pères, et tâchons de l'imiter, en faisant ce qui convient à notre siècle.

LE MARQUIS.

Mais, quel sera notre guide?

LE CHEVALIER.

Notre raison à nous.... n'en avons-nous pas une? N'empruntons pas celle de nos pères,

ni celle de nos voisins ; employons la nôtre. Le bon sens est la seule cour souveraine qui ne vaque jamais. Il siége toujours. Etablissons des principes tirés de la nature même des choses. Qu'est-ce que c'est que l'homme? Quel est le rapport du pain à l'homme? Appliquons ensuite ces principes au tems, aux lieux, aux circonstances. Quel est le royaume dont on veut parler? Comment est-il situé? Quels en sont les mœurs, les opinions, les avantages à obtenir, les risques à éviter? et décidons. Si la raison est vraie, à quoi servent l'exemple et l'autorité? Pour prouver que l'angle dans le demi-cercle est un angle droit, Euclide a-t-il jamais recouru aux autorités des auteurs classiques? A-t-il dit que dans une ville de la Grèce cela se pratiquait ainsi? Non assurément.... il l'a démontré et c'est assez.

LE MARQUIS.

Savez-vous, mon cher chevalier, que ceci m'accommode à merveille. J'ai la mémoire faible, et je ne brille pas par les citations : si vous vous fussiez avisé d'appuyer vos idées sur des autorités, j'aurais joué dans tout ceci un rôle muet, ou tout au plus un rôle de con-

fident; mais puisqu'il n'est question que de faire des raisonnemens, j'en ai tant lu dans toutes ces brochures, que quand j'en aurais retenu que le quart, j'en aurais à-peu-près assez pour figurer à côté de vous.

LE CHEVALIER.

Tant mieux. Il y en a donc beaucoup dans ces livres que vous avez lus et que j'ignore ?

LE MARQUIS.

S'il y en a! Ils en regorgent, et ce sont toutes idées liées.

LE CHEVALIER.

Et établissent-ils des principes ?

LE MARQUIS.

Des principes ?.. Attendez... Je crois qu'oui.. Oh oui! Sûrement ils en établissent. D'abord ils posent pour principe fondamental (et c'est même selon moi leur grand pivot) que l'agriculture est la base des richesses de tout pays.

LE CHEVALIER.

L'agriculture est la base des richesses de

tout pays !... S'expliquent-ils précisément en ces termes ?

LE MARQUIS.

Ma foi, je crois qu'oui... ou à-peu-près.... Vous savez que je n'ai pas la mémoire trop bonne.

LE CHEVALIER.

Mais, s'ils disent précisément, comme vous venez de dire, ils partent d'après un principe faux.

LE MARQUIS.

Quoi ! L'agriculture.... le sol... la propriété foncière..... le produit net..... la classe productive...... Oh vous badinez : ceci est un axiome.

LE CHEVALIER.

Faux.

LE MARQUIS.

Mais comment ?

LE CHEVALIER.

Et à Genève ?

LE MARQUIS.

Quoi! Que voulez-vous dire ?

LE CHEVALIER.

Genève n'a point de territoire. Il y a bien d'autres souverainetés qui n'en ont pas non plus. Donc l'agriculture n'est pas la richesse de ces pays.

LE MARQUIS.

Oh bon! J'avais raison de dire que vous plaisantiez. Où diable allez-vous chercher Genève ? qui est-ce qui se souvient de cela, lorsqu'il est question de Paris ?

LE CHEVALIER.

Moi.... et pourquoi pas ? Les habitans de Genève ne sont-ils pas des hommes? Ne forment-ils pas une société politique qui a besoin de lois, d'administration ? Ne faudra-t-il pas savoir un peu comment on y doit régler l'importante police des blés ? D'après votre principe, voyez où vous vous trouverez.

LE MARQUIS.

Ma foi, ils s'arrangeront à Genève comme

ils voudront. Me prenez-vous pour un syndic ? Tenez ; j'aime mieux passer condamnation. Peut-être me suis-je mal rappelé les expressions de nos écrivains. Je conviens qu'il y a des villes, des pays, des souverainetés sans terre, et par conséquent sans agriculture ; mais ces auteurs écrivaient en France, imprimaient à Paris, voulaient parler de ce pays-ci et ne voulaient parler d'aucun autre.

LE CHEVALIER.

Vous convenez donc qu'ils n'ont parlé ni des petites souverainetés, telles que Genève, Francfort, Luques, etc., ni des médiocres, telles que la Hollande, Gênes, etc., parmi lesquelles il y en a qui ont si peu de territoire et si mauvais, que l'agriculture n'est sûrement pas le principe de leurs grandes richesses, et qu'enfin ils n'ont pas entendu parler davantage des grandes monarchies, telles que la Russie, la Turquie, l'Espagne, etc. ?

LE MARQUIS.

Pour cela j'en conviens ; mais qu'en avaient-ils à faire ? Ils ne voulaient que le bien de la France.

LE CHEVALIER

Et pour procurer ce bien, on aurait dû leur dire comme Hamilton, « Belier, mon ami, ne pourrais-tu pas commencer par le commencement ? » voir les cas les plus simples, les combinaisons les moins compliquées, les gouvernemens en petit, comme un peintre fait toujours une petite esquisse avant que d'entreprendre un grand tableau ? Euclide commence par la ligne, par l'angle, par les triangles pour aller aux carrés, aux cercles, aux pentagones, etc.

LE MARQUIS.

Enfin, ils ne l'ont pas fait. Si cela vous tient tant à cœur, je conviendrais avec vous qu'ils ont eu tort. Puisqu'ils ont tant écrit, il ne leur en aurait pas coûté davantage; mais au moins vous ne nierez pas que l'agriculture ne soit assurément la base de la richesse de la France.

LE CHEVALIER.

Oh ! je ne vais pas si vîte, quand je raisonne. Je ne sais pas encore ce que c'est que

la France ; quelle est sa force principale, si c'est l'industrie ou l'agriculture. Je conviens que dans un grand pays il y a de tout, que les provinces même qui le composent ne se ressemblent point, qu'il y en a d'industrieuses, qu'il y en a d'agricoles et de mi-parties ; mais quand il serait vrai que l'agriculture ferait la base de la richesse Française, il n'en serait pas moins vrai que ces auteurs ont mal raisonné.

LE MARQUIS.

Pourquoi ?

LE CHEVALIER.

Parce qu'on ne peut jamais prendre pour axiome une proposition dont la proposition contraire est quelquefois vraie, parce que leur principe énoncé en termes généraux est faux, et que, pour l'appliquer en particulier à la France, il fallait prouver auparavant qu'il lui convenait ; ce qu'ils n'ont pas fait.

LE MARQUIS.

Comme vous êtes difficile ! Tenez, voici encore un de leurs principes fondamentaux

que je me rappelle à présent... Voyons ce que vous en penserez. Ils disent que la cherté du blé ne fait aucun tort aux manufactures, ni aux artisans; car, s'il est vrai d'un côté qu'ils payent le pain plus cher, il est vrai de même que les fermiers et les agriculteurs, ayant mieux vendu leur blé, et étant plus riches, leur donneront plus de travail et plus d'ouvrage. De ce principe ils tirent une foule de conséquences, que vous entrevoyez déjà, et qui me paraissent assez justes.

LE CHEVALIER.

Faut-il vous dire franchement ce que je pense de cet autre principe?

LE MARQUIS.

Oui, je vous prie.

LE CHEVALIER.

Hé bien! il est tant-soit-peu faux..... et sur-tout très-vicieux.

LE MARQUIS.

Comment vicieux?

LE

LE CHEVALIER.

Oui. Il se retourne sur lui-même et fait le cercle qu'on appelle vicieux; aiusi il ne nous avance guères.

LE MARQUIS.

Comment?

LE CHEVALIER.

C'est que si le fermier riche donne plus d'ouvrage à l'artisan, l'artisan riche fera une plus grande consommation des fruits de la terre. Ainsi il n'est pas nécessaire qu'il faille commencer par enrichir le fermier pour faire fleurir les manufactures : car vous pouvez dire, avec autant de vérité, enrichissez l'ouvrier, et il fera fleurir l'agriculture. Voilà en quoi votre principe est vicieux. Je vous ai dit aussi qu'il était tant-soit-peu faux, et voici pourquoi. Le fermier, le campagnard ne dépense point à mesure ni à proportion qu'il s'enrichit; sa vie dure, laborieuse, frugale, son séjour au village loin des comparaisons (source inévitable de la vanité et du luxe), loin, dis-je, du spectacle de l'opulence, le ramè-

nent toujours à l'état naturel de l'homme qui a peu de besoin et peu de désirs : il amasse, prend le goût de l'épargne, thésaurise, enfouit sous terre. L'artisan, au contraire, vit dans les villes ; tout ce qu'il gagne il le consomme, il le dissipe. On observe même communément que, plus il excelle dans son art, plus il contracte les vices ordinaires aux habitans des villes : en un mot, tout ce que l'artisan, grand ou petit, gagne dans sa semaine est consommé le dimanche au cabaret par l'un, en choses de luxe dans l'intérieur de sa maison par l'autre. Or, s'il boit ou mange le dimanche le profit de la semaine, vous conviendrez bien qu'il le rend à l'agriculture d'une main prompte et libérale. Savez-vous en quoi consiste l'erreur de vos écrivains, erreur dont ils ne se sont jamais aperçus, et qui a enfanté toutes les autres ? C'est qu'ils croyent que l'homme consomme toujours la même quantité de nourriture. Cela est si faux, qu'il y a au moins la différence d'un tiers sur ce que l'homme peut consommer de plus ou de moins, sans que sa santé en paraisse altérée. Le total de la consommation n'est donc pas une quantité fixe et constante; elle

n'est pas seulement proportionnée à la quantité des habitans. Elle est en raison composée de la population et de leur opulence : ils peuvent manger plus ou moins, sans que d'abord on observe de différence bien marquée; mais elle est immense entre un peuple pauvre qui se nourrit mal et qui souffre, et un peuple riche et heureux : mieux celui-ci se nourrit, plus il travaille. La population augmente à cause de la plus grande fécondité des femmes. Il y aura moins de maladies ; les malades plus soignés échapperont plus aisément à la mort. La vie des habitans aura un terme moyen plus long : enfin, je le repète, la disproportion de l'effet est immense.

LE MARQUIS.

Vous êtes un délicat anatomiste de l'homme.

LE CHEVALIER.

C'est ce qu'il faut être lorsqu'on veut parler des hommes. Il faut les avoir bien étudiés pour se mêler de les gouverner. Je mets en fait que mille artisans riches feront plus de consommation, donneront plus de mouvement à l'argent, aux denrées, aux manufac-

tures, que deux mille fermiers d'égale richesse; et voilà pourquoi (cela soit dit en passant) la nation Anglaise, quoique laborieuse, industrieuse, patiente, n'a pu, jusqu'à cette heure, faire prospérer ses manufactures au point où elle les souhaiterait, et pourquoi elles perdront toujours à la concurrence, non-seulement avec les Français, mais encore avec les Allemands. Les Anglais ont beau faire des lois; leurs mœurs y résistent.... et les mœurs sont toujours plus fortes que les lois. Chez eux un fermier, s'il voit un galon, une broderie, croit voir le diable, crie au luxe, au scandale, au *french-dog*, et les manufactures ne vont pas. Le campagnard ira toujours jusqu'à la propreté, même à l'aisance de la frugalité; mais il s'y arrêtera.

LE MARQUIS.

Votre logique, chevalier, me chifonne cruellement. Elle est épineuse comme la plante de ce nom... On ne sait par où la prendre; je ne puis m'en approcher sans me piquer. Ah vivent mes écrivains! Ils y vont bien plus rondement. Ils posent de gros principes que personne ne doit contester; ils tirent leurs

conséquences franchement, nettement, à droite et à gauche, sans rencontrer d'obstacles, et ils mettent moins de tems à achever leur besogne et à conclure, que nous n'en avons mis à commencer la nôtre.

LE CHEVALIER.

Que voulez-vous y faire ? Je suis comme cela. Mais, permettez-moi de vous faire encore une question sans vous impatienter, et ce sera la dernière. Sous quel point de vue vos écrivains ont-ils envisagé la législation des blés ?

LE MARQUIS.

Que voulez-vous dire ?.... Comment sous quel point de vue ?.... Sous celui de l'agriculture.... Est-ce qu'il y a deux manières ?

LE CHEVALIER.

Certainement. Le blé peut être regardé comme une production du sol, et sous cette vue il appartient au commerce et à la législation économique. Ensuite il peut et doit être en même-tems regardé comme la matière de première nécessité et le premier besoin dans

l'ordre civil des sociétés, et sous ce point de vue il appartient à la politique et à la raison de l'état. Dites-moi, lorsque vous approvisionnez une place frontière, lorsque vous faites marcher une armée, lorsque vous équipez un vaisseau, ne pensez-vous pas autant et même plus au blé, au pain, au biscuit, qu'à la poudre et au canon? Ce que je dis est si vrai que dans tous les traités de paix vous trouverez que les vivres sont contrebande de guerre, et qu'il est défendu aux puissances neutres d'en porter à l'ennemi, avec la même sévérité qu'il est défendu de lui porter des armes et des munitions de guerre. Or ce qui est vrai dans une petite souveraineté composée d'une seule ville, peut s'appliquer aux états d'une médiocre étendue, et de degré en dégré il s'appliquera également jusqu'aux grandes monarchies, avec les différences pourtant que la grandeur, la situation, la puissance, le produit du sol entraînent; ce qui doit être calculé, discuté et approfondi.

LE MARQUIS.

Pour cette fois je rougis et pour mes auteurs et pour moi. Pour eux, car en vérité

ils ne s'en sont pas même doutés; pour moi qui ai fait si long-tems la guerre.... Je sais bien que dans les plans d'opérations militaires, trouver des vivres est le plus grand point de la question. Je me souviens qu'une fois.... c'était en 43.... Oh cela fut excellent! Nous devions faire une marche....

LE CHEVALIER.

Faisons halte à votre marche, et rentrons dans nos quartiers. Vous m'avouez donc que la partie politique, la raison d'état, celle à laquelle toute autre considération doit céder, n'a pas même été envisagée par vos écrivains; que le mot n'en a pas été une seule fois prononcé....

LE MARQUIS.

Il n'est que trop vrai; je conviens de tout, et je me rends: mais je fais à présent une petite réflexion bien triste. Je me croyais tout-à-l'heure, d'après mes lectures, très-riche en sillogismes, et très-en-état de vous tenir tête, et vous venez de me prouver que de mes deux principes fondamentaux, l'un était vicieux, l'autre était faux ou trop légèrement établi, et

que mes auteurs n'ont seulement pas envisagé la matière sous le point de vue le plus délicat et le plus important. Me voilà bien dans mes affaires. Parlez-donc et j'écouterai. Je vois que mon sort me reléguera toujours avec vous au rôle de confident.

LE CHEVALIER.

Pas toujours, pas toujours. Chez madame...

LE MARQUIS.

Laissons cela, parlez et j'écouterai.

LE CHEVALIER.

Par où commencerai-je ?

LE MARQUIS.

Par où vous voudrez.

LE CHEVALIER.

Si c'est à mon choix, je commence par Genève.

LE MARQUIS.

Quoi ? Je rencontrerai toujours cette triste Genève sur mon chemin. Ne pourriez-vous

pas en prendre un de traverse et me mener droit en France, où je brûle d'impatience d'arriver ?

LE CHEVALIER.

Je ne le puis pas en conscience.

LE MARQUIS.

Eh bien ! voyons donc Genève ; mais y resterons-nous long-tems ?

LE CHEVALIER.

Nous ne ferons qu'y changer de chevaux.

LE MARQUIS.

Mais, dites-moi, je voue prie, d'où vous vient cet amour pour Genève ? pourquoi vous y arrêter ?

LE CHEVALIER.

Parce qu'il faut voir les différens rapports de l'administration du blé dans les petites souverainetés, dans les médiocres et dans les grandes. Dans les petites, le blé est une affaire entièrement du ressort de la politique. Dans les grandes, il pourrait n'être qu'une

affaire de commerce. Les petites souverainetés sont susceptibles d'une administration qui est impratiquable dans les grandes, par la raison de leur grandeur même ; de même qu'on peut faire une machine de quatre roues et que l'on n'en peut faire une de mille. Vous verrez donc par mon discours la preuve de la sagesse de nos ancêtres, dont nous parlions tout-à-l'heure. Ils administraient de petites souverainetés, telles que la Bretagne, la Provence, le Dauphiné, ou même des villes détachées, comme Metz, Strasbourg, Lyon, etc., et nous avons à présent à nous occuper de l'empire Français, qui réunit en un seul corps tous ces membres épars. Nos ancêtres ne regardaient le blé qu'aux lumières de la politique et de la raison d'état ; aujourd'hui nous ne voulons le regarder que comme un objet de commerce : il n'est pas étonnant que sous deux rapports différens la législation devienne différente.

LE MARQUIS.

Ceci est lumineux ; restons à Genève.

LE CHEVALIER.

Je savais bien que Genève vous plairait. Je

dis donc qu'une ville sans territoire ne saurait faire tort aux agriculteurs qu'elle n'a pas, et qu'elle n'a que faire de nos discours sur l'importation et l'exportation. Comme elle achète de l'étranger tout le blé dont elle a besoin, elle ne peut pas forcer le vendeur qui n'est pas son sujet : ainsi si elle voulait laisser aux particuliers le soin de l'approvisionnement de son marché, il faudrait absolument qu'elle accordât la liberté la plus entière, la plus absolue, sans nulle restriction ; car le monopole que les plus riches familles du pays pourraient exercer sur ces citoyens, en s'emparant de l'achat et de la revente du blé, serait le seul inconvénient qu'elle pût craindre ; et il est paré par la liberté même, si elle est absolue. Règle générale, le monopole ne se doit parer qu'en établissant la concurrence : tout autre moyen est aussi mauvais et aussi dangereux que le mal. Donc liberté absolue à tout étranger ou citoyen qui voudra apporter ou vendre du blé dans la ville. Il est vrai cependant qu'il y a d'autres inconvéniens dans cette souveraineté, qu'elle ne saurait éviter par ce moyen.

LE MARQUIS.

Quels ?

LE CHEVALIER.

Une petite souveraineté est d'ordinaire enclavée dans les états d'un autre, souvent dans ceux d'une seule grande puissance qui l'environne de toutes parts. Or, la raison d'état exige que non-seulement elle ait ses marchés toujours bien garnis ; mais il faut des provisions et un magasin de blé suffisant pour soutenir un siége de quelque mois : sans cela la puissance voisine la surprend brusquement par une guerre imprévue ; et sans effort, sans siége même, un blocus vous la réduit par la famine. Mais, si elle a de bons magasins, comme elle a de bons bastions et des citoyens prêts à mourir pour la patrie, elle soutient le siége, elle réclame ses alliés, et la balance politique de l'Europe a le tems de venir à son secours. Or, si vous laissez l'approvisionnement de la ville à la prévoyance des particuliers, vos magasins ne seront point remplis, et vous n'y trouverez pas une demie année de provisions suffisantes pour un peu-

ple entier. Il faut toujours supposer que tout particulier fait son commerce avec le moins de fonds possible. C'est la prompte et très-prompte circulation de la mise à la rentrée des fonds qui fait tout son profit. Tout commerçant est économe de ses fonds ; une mise plus forte, qu'elle n'est nécessaire, lui paraît un argent perdu qu'il regrette, et c'est-là le secret du commerce des marchands d'allumettes. Aussi, dans une souveraineté, où le particulier serait seul chargé de l'approvisionnement, je parie que dans un cas d'alarme subite, toute recherche faite, on ne trouvera pas de provisions pour plus de quinze jours.

LE MARQUIS.

Mais quel remède à cela ?

LE CHEVALIER.

Il faut donc, dans ces sortes de souverainetés, que l'approvisionnement soit une affaire du gouvernement, et que le blé ne soit que dans le grenier public.

LE MARQUIS.

Ah, mon cher chevalier! ne me parlez point

de *greniers publics*, *d'annones*, *de magistrats d'abondance.* Je suis brouillé avec eux, et sur cela je suis persuadé. Je sais que c'est un monopole affreux et injuste, onéreux pour le petit peuple, une source d'abus, de pillerie, une perte réelle pour l'état.

LE CHEVALIER.

Mais, si je vous indiquais une autre administration où l'approvisonnement allât à merveille et sans abus, un grenier le mieux régi du monde.... vous raccommoderiez-vous avec eux ?

LE MARQUIS.

Oui, si vous pouvez m'en indiquer un seul.

LE CHEVALIER.

Vous l'avez pourtant sous vos yeux.

LE MARQUIS.

Où ? Lequel ?

LE CHEVALIER.

La besace du frère quêteur des capucins.

LE MARQUIS.

Vous plaisantez toujours. Que diable ! nous parlons à présent de chose sérieuse : il est question de gouverner les hommes, et vous mettez sur la scène des capucins.

LE CHEVALIER.

C'est que moi je les crois des hommes. Je vous prie de réfléchir un instant sur l'approvisionnement du réfectoire des capucins. Voyez de quelle difficulté cela paraît d'abord. Leur récolte est tout-à-fait précaire; elle ne consiste qu'en aumônes qui varient à l'infini, selon les lieux, les saisons et les années. Malgré cela, malgré la pauvreté extrême des capucins, il n'est peut-être jamais arrivé qu'un seul ait manqué de pain à son dîner ou à son souper. Ils n'ont jamais rien voulu changer à leur système ; ils n'ont pas voulu laisser à chacun d'eux la liberté entière et absolue de se pourvoir, et tout va à merveille. Cherchons à présent quelles sont les causes naturelles de ce grand miracle de saint-François. Les voici, 1.° le petit nombre qui compose leur communauté ; cent ou deux-cent personnes au

plus à régir. Dans une petite administration on ne saurait introduire de grands abus ; on est éclairé de trop près ; on ne saurait voler beaucoup. 2.d (ceci est le plus important) chaque soir, lorsque les religieux sont rentrés, on ferme les portes à la grosse clef, et personne n'entre plus : ainsi le frère cuisinier sait d'avance le nombre des consommateurs ; il y a pourvu, et il est sûr qu'il n'en aura ni plus ni moins. Voilà pourquoi et comment tout se trouve en règle. Quatre personnes de plus qui surviendraient, dérangeraient toute l'économie, dès le lendemain ou dès le soir même. Or appliquons ces vérités théoriques aux grandes villes, et vous verrez combien elles sont lumineuses. Premièrement, si une ville est d'une population médiocre, le grenier public pourra, pendant long-tems, y être bien régi, régi sans abus ; mais il faut observer sur-tout si une ville peut fermer ses portes, ou si elle ne le peut pas. Si c'est une souveraineté détachée, elle le peut sans injustice ; elle ferme ses portes en cas de disette ; elle exclut tout étranger ; ils ne sont point ses sujets, elle ne leur doit rien. Mais, si une ville fait partie d'un royaume, de quel droit en exclure les sujets du même souverain ?

souverain ? Jamais vous ne le pourrez sans cruauté. Comment établirez-vous vos provisions d'avance, si vous ne savez pas le nombre des consommateurs que vous pouvez avoir ? Et si vous ne le savez pas, et que vous ne soyez pas maître de le borner, dès-lors, abus, vols, pilleries, désordres. Un magasin immense diparaîtra en un clin-d'œil, sans que vous puissicz prendre personne en flagrant délit. Ainsi, mon cher marquis, raccommodez-vous avec les greniers, dans de certaines circonstances, toutes les fois qu'il est question d'une ville comparable à un couvent de moines.

LE MARQUIS.

Voici une des bonnes œuvres de charité que les capucins aient jamais faites. J'étais brouillé avec les greniers.... Mais brouillé à n'en pouvoir souffrir le nom, et ils m'ont raccommodé avec eux. Je ne sais si je me trompe ; mais j'entrevois à présent une infinité de choses dans l'histoire et même dans notre siècle, dont je n'avais jamais apperçu la véritable raison. Je vois....

LE CHEVALIER.

Vous voyez que toutes les villes d'Italie, comme Gênes, Luques, Plaisance, Parme, Vérone, Padoue, Milan, etc. étaient autant de souverainetés séparées, autant de couvents, et par conséquent leur système de greniers et *d'annones* était bon en politique, aisé dans la pratique et utile aux citoyens.

LE MARQUIS.

Parce que vous êtes Italien, vous croyez que lorsque je fais tant que de réfléchir, je porte mes regards vers l'Italie; point du tout. Je réfléchis sur notre vieux tems; je vois qu'en France toutes nos villes dans les tems de troubles et de guerres civiles étaient autant de villes de guerre. Par-tout le gouverneur et le maire avec les échevins en répondaient sur leurs têtes. Il importait qu'un peuple enclin à la défection fut toujours content. Delà est venue la distinction qui reste encore entre le citoyen et l'étranger. Il importait peu à un gouverneur d'Amiens, qu'Abbeville se révoltât à cause de la disette: il ne répondait que de son gouvernement; il faisait ses

provisions suivant le nombre de ses habitans, et fermait la porte aussitôt qu'il voyait trop de foule. Voilà comme le roi était servi et comme les choses allaient. Moi, si l'on me donnait le commandement d'une ville de guerre, je répondrais de n'y jamais laisser manquer de pain. Je ferais mes provisions; j'en ferais chaque jour la distribution de porte en porte à tous les chefs de famille; je tiendrais compte de leur nombre; on ne me volerait pas un boisseau de farine; je ferais fusiller le premier qui s'aviserait d'emporter un pain de quatre livres hors des portes. Ce n'est pas la mer à boire lorsqu'on sait prendre ses arrangemens.

LE CHEVALIER.

Et vous traiteriez l'habitant d'une ville voisine comme étranger et presque comme ennemi. Dès que la consommation est fixe et qu'elle vous est connue, rien de si facile que de vous faire rendre compte de l'emploi de votre blé. J'avais donc raison de vous dire, qu'une petite souveraineté peut avoir un grenier public, et peut laisser au gouvernement le soin entier de son approvisionnement. Elle

aura par ce moyen un magasin qui la mettra en état de soutenir un long siége ; mais ce systême a d'autres avantages.

LE MARQUIS.

Je ne les aperçois pas encore. Je suis juste. Vous voyez que j'ai été au-devant de vous, lorsque vous m'avez dit des choses raisonnables. Mais à votre tour vous conviendrez avec moi qu'un magasin public fait cesser d'abord tout le commerce en blé que les particuliers pourraient faire. Vous appauvrirez donc votre petite souveraineté de cette branche de commerce... Et c'est un inconvénient.

LE CHEVALIER.

Et c'est-là précisément le second avantage. Ne vous effarouchez pas et écoutez moi. Quel est le territoire, la richesse, la force d'une ville qui n'a ni sol, ni agriculture? Les manufactures. La manufacture est une espèce de production en ce qu'elle ajoute à la matière première. Dans un pays tel que celui dont il s'agit, le but du gouvernement doit donc être toujours d'augmenter et d'encourager la manufacture. Or le commerce du blé

n'est point manufacture; il n'ajoute rien à la matière; il faut donc en dégouter le citoyen: s'il rapporte du profit, c'est parce qu'on vend le blé aux citoyens plus cher qu'on ne l'a acheté de l'étranger. Voilà un véritable impôt; et il vaut bien mieux qu'un impôt aille au profit de l'état qu'à celui des particuliers. S'il y a du gain, il faut que l'état en profite: s'il y a de la perte, il vaut infiniment mieux que l'état la souffre; il lui est plus aisé d'en supporter le choc. Une perte de l'état se répaud sur tous les citoyens également, et devient moins sensible à chacun. L'état a plus de crédit, et il peut la réparer plus facilement.

LE MARQUIS.

Mais le gouvernement dépensera toujours plus que ne feraient les particuliers. Je conviens qu'on pourra éviter les grandes déprédations; mais vous n'éviterez pas les petites. Un particulier économise bien mieux, spécule avec infiniment plus de soin qu'un magistrat qui fait *grosso modo* les devoirs de sa charge.

LE CHEVALIER.

Je conviens de cela. Mais quand une fois l'approvisionnement intéresse la politique, il cesse d'être objet de commerce. Le magasin à blé coûtera sans doute ; mais ce sera une dépense nécessaire comme celle des troupes et comme toutes celles qui sont relatives au salut de l'état. Les avantages que j'ai dit compensent cette perte ; et, enfin, le troisième avantage que je vais vous indiquer en dédommage avec usure. Nous avons dit qu'une souveraineté sans territoire ne peut subsister que par l'industrie des manufactures. Avez-vous jamais examiné quelle est la différence fondamentale entre les productions du sol et celles du manouvrier ?

LE MARQUIS.

Je ne me souviens pas si je l'ai lue ; mais pour ce qui est d'y avoir réfléchi, assurément non...

LE CHEVALIER.

Je vous dirai : c'est qu'il n'y a ni bonne ni mauvaise année de récolte en manufacture.

Les montres de Genève ne craignent ni les gelées, ni la grêle, ni la sécheresse. Voyez à présent la variété des effets que produit cette différence. Lorsque dans une année votre correspondant de vin en Champagne vous mande que les vignes ont été gelées, et qu'il vous faut payer une queue de vin le double de ce qu'elle coûte ordinairement, vous vous rendez à la raison, et vous payez selon la demande. Mais si un horloger venait vous demander huit louis d'une montre faite en 1760, à cause que dans cette année le blé était cher, et qu'il ne vous demandât que six louis d'une autre toute pareille, parce qu'elle a été faite en 1761, année abondante... que diriez-vous?

LE MARQUIS.

J'entends très-bien à présent ce que vous voulez me dire : sans doute une proposition pareille serait tout-à-fait ridicule.

LE CHEVALIER.

Vous voyez donc la différence. Bonne ou mauvaise année, la manufacture doit aller son train. Il faut faire la même quantité de

montres. Car, si dans une année on diminuait la quantité du travail, que deviendraient les mains qui y sont régulièrement employées? Comment vivraient-ils ces malheureux ouvriers? Il faut en outre vendre les montres toujours le même prix; vous ne pouvez pas l'augmenter une année pour le diminuer la suivante; cela serait absurde et ridicule: vous ne pouvez pas non plus en augmenter le prix avec intention de vous soutenir toujours à ce prix une fois haussé, parce que cela vous ferait perdre dans la concurrence avec les manufactures des autres pays. Une nation ne se pourvoit, par exemple, des montres de Genêve préférablement à celles d'Angleterre, que par le bon marché qu'elle y trouve. S'il variait et qu'on les trouvât trop cheres, cette branche de commerce pourrait être perdue. Le prix de la main-d'œuvre doit donc être calculé sur celui de la vente de l'ouvrage; se vendant toujours au même prix, la journée de l'ouvrier sera inévitablement payée toujours le même argent. L'entrepreneur de la manufacture ne peut donc pas augmenter le prix journalier de la main-d'œuvre qu'il emploie. Les manouvriers ne peuvent ni allonger les

jours de leur travail, ni multiplier leurs bras. Ils travailleut déjà toute l'année tant que le jour dure, et tant qu'ils ont de force. Cependant le prix du pain est augmenté, et leur salaire ne peut pas augmenter. Si vous y forcez l'entrepreneur, vous faites une injustice et vous le ruinerez; car il faudra qu'il vende ensuite à perte. Ainsi, ou le journalier ou l'entrepreneur sera au désespoir; et dans l'inévitable situation, ou l'un de manquer de pain, ou l'autre de payer au journalier les ouvrages plus chers qu'il ne les vendra: dans cette position, le seul remède qu'il y ait, c'est de faire vendre le pain toujours au même prix.

LE MARQUIS.

Il faut donc le taxer.

LE CHEVALIER.

A Dieu ne plaise. Le comble de l'injustice, de l'atrocité et de la folie, est de taxer le prix d'une denrée que vous n'avez pas achetée. Vous n'avez pas ce droit sur les particuliers. Savez-vous ce qu'elle leur coûte?

LE MARQUIS.

On peut le savoir, le calculer.

LE CHEVALIER.

On ne le peut ni ne le doit. Qui est-ce qui peut calculer et savoir quel déchet, quelle perte je puis avoir fait. Je puis avoir acheté cher.... C'est à moi, si j'ai été dupé, à m'en tirer le mieux que je pourrai; mais personne n'a droit de s'en mêler. Règle générale, le prix du pain ne doit être fixé que quand c'est le gouvernement lui-même qui l'a acheté, et que c'est le grenier public qui le fournit au peuple. Alors ce n'est plus une spéculation des particuliers, ni une affaire de commerce. La puissance souveraine fait vendre le pain avec quelque profit dans les années abondantes; elle y perd dans les années de disette; mais elle soutient toujours le même prix. Le manouvrier sait alors au juste ce qu'il lui faut pour vivre: sans incertitude sur la vicissitude des saisons, sur son besoin il règle le prix de ses journées. L'entrepreneur qui calcule au juste ce qu'un ouvrage a coûté, peut, sans se tromper, fixer le prix de la vente. Ainsi tout va bien et toutes les années sont égales. Le crédit de l'état est assez fort pour soutenir la perte pendant assez long-tems, et attendre les années de fertilité

qui la répareront. Mais sur-tout, voici l'avantage de ce système; si le grenier public vend avec profit, on laisse venir l'étranger des pays voisins acheter du pain tant qu'il lui plaira. c'est autant de profit de plus que le grenier fait; si, au contraire, le grenier vend à perte, on ferme les portes qui sont en même-tems celles de la ville et celles du royaume : vous restez avec vos sujets seuls... Le reste du monde deviendra ce qu'il pourra; vous ne faites d'injustice à personne.

LE MARQUIS.

Votre discours m'explique enfin une grande difficulté qui m'a toujours tourmenté la tête. Je ne pouvais comprendre pourquoi dans les tems de disette les garçons des artisans sont toujours les premiers à crier et à se révolter. Je les croyais plus mutins; mais je me demandais comment et d'où pouvait leur venir cet esprit séditieux et turbulent : habitans des villes, amollis par une vie sédentaire, adoucis par la société, comment sont-ils plus féroces, plus braves même que les laboureurs? Car, enfin, c'est un fait; dans les disettes, les premiers à s'ameuter sont par-tout les garçons tisserands,

drapiers, etc. On n'entend jamais parler, en tems de famine, d'une révolte de vignerons.

LE CHEVALIER

Ils ne sont pas plus mutins; mais ils ont plus de faim. Dans une année de mauvaise récolte, l'agriculteur, le campagnard n'est pas le plus à plaindre : il est le possesseur du peu de bien que le ciel a donné; et si le ciel en a peu donné, du moins il le vend plus cher. Le malheureux est le journalier : il se trouve pris (comme on dit) entre le battant et la porte; il ne peut ni avancer ni reculer. Le pain est cher et l'ouvrage ne peut pas être mieux payé. Le désespoir fait l'émeute.

LE MARQUIS.

Mais, chevalier, je vois ici un grand embarras. Votre secret du grenier public pour faire toujours bien aller les manufactures, suppose que la ville est une souveraineté séparée; si elle fait partie d'un royaume, y établirez-vous de même un grenier?

LE CHEVALIER.

Non, assurément : et je vous en ai dit la rai-

son. Lorsqu'on ne peut pas, sans injustice, fermer les portes, il ne faut pas d'annoncs publiques. Voilà pourquoi j'applaudis aux greniers de Genève, pendant que je vous ai blâmé hautement ceux de Rome. Rome est la capitale d'un pays d'une assez vaste étendue, incapable d'être nourrie en entier par la voie d'un grenier; et en outre, en sa qualité de métropole de la Catholicité, elle ne pourrait sans scandale expulser ceux que la dévotion ou les affaires y amènent. Point de greniers utiles, si on ne peut réduire à une quantité fixe et déterminée le nombre des consommateurs.

LE MARQUIS.

Vous ne pouvez donc pas y soutenir toujours le pain au même prix; car vous ne voulez pas le taxer.

LE CHEVALIER.

Non certainement. Le grenier public peut seul vendre à un prix fixé par la loi. C'est une injustice atroce d'y obliger des boulangers, auxquels on a laissé courir tous les risques de l'inégalité des achats; et si pour rassurer les boulangers, vous vous avisiez de fixer

le prix de la vente des blés aux cultivateurs, il n'en faudrait pas davantage pour détruire de fond en comble l'agriculture.

LE MARQUIS.

Eh quel remède donc ?

LE CHEVALIER.

Je ne crois pas qu'il y en ait aucun de bien bon; aussi c'est peut-être une des plus fortes raisons pour laquelle des manufactures réussissent toujours mieux dans les petites républiques, que dans les grands royaumes.

LE MARQUIS.

En ce cas là, je ne me soucie plus tant de nos études sur les greniers et sur Genève, puisqu'ils ne peuvent pas s'appliquer à nos grandes villes manufacturières. Ainsi si nous sortions de cette ville, je crois que ce serait bien fait.

LE CHEVALIER.

Je ne m'y oppose pas; mais puisque nous sommes encore dans la ville de l'horlogerie, profitons de l'occasion, sachons quelle heure il est ?

LE MARQUIS.

A Paris (car ma montre en est) il est cinq heures et demie juste.

LE CHEVALIER.

Heure du spectacle.

LE MARQUIS.

Quoi! vous nous quittez au beau milieu du discours?

LE CHEVALIER.

La pièce nouvelle! c'est un devoir sacré.

LE CHEVALIER.

Mais vous continuerez donc une autre fois?

LE CHEVALIER.

Tant qu'il vous plaira.

LE MARQUIS.

Prenons jour. A huitaine, dans cette même maison; cela vous convient-il?

LE CHEVALIER.

Tout ce qui peut vous faire plaisir me convient infiniment.

LE MARQUIS.

Mais venez de bonne heure; avant que tout le monde soit rentré.

LE CHEVALIER.

Je n'y manquerai pas.

TROISIÈME

TROISIÈME DIALOGUE.

LES INTERLOCUTEURS PRÉCÉDENS

*Le 24 Novembre 1768, chez Madame *** avant dîner.*

LE MARQUIS.

Vous êtes homme de parole. La maîtresse de la maison n'est pas encore rentrée, ainsi nous aurons le tems de reprendre notre discours; et j'espère que nous sortirons de cette Genève, où vous me laissâtes encore impitoyablement, il y a huit jours.

LE CHEVALIER.

Ah! de tout mon cœur.

LE MARQUIS.

Nous allons à Paris, sans doute?

LE CHEVALIER.

Nous passerons par la Hollande.

LE MARQUIS.

Comment?

LE CHEVALIER.

C'est notre chemin le plus court.

LE MARQUIS.

Quand finirez-vous de vous moquer de moi? Me croyez-vous aussi ignorant en géographie qu'en économie politique?

LE CHEVALIER.

Dieu m'en garde! Mais après avoir observé ce qui convient à une souveraineté extrêmement petite, qui ne serait composée que d'une ville ou deux, il ne faut pas passer tout de suite aux grands empires. Allons par degrés. Observons ce que les états d'une médiocre étendue doivent faire. Quel changement il y a du petit au moyen; de-là nous verrons très-clairement ce qui convient au plus grands états. Ainsi la route du raisonnement est par la Hollande, quoique ce ne soit pas le chemin géographique.

LE MARQUIS.

Allons donc en Hollande, puisque cela vous plaît. En vérité, vous avez un pouvoir magique sur mes volontés.

LE CHEVALIER.

Il y a deux espèces de souverainetés médiocres. Quelques-unes ont un territoire si chétif, si maigre, qu'on peut le compter pour rien ou pour peu de chose, sur-tout dans notre question, s'il ne produit point de blé. Telles sont les Provinces-Unies, la république de Gênes, et d'autres; ils sont à cet égard, comme Genève, des souverainetés, pour ainsi dire, sans territoire. D'autres au contraire, quoique d'une médiocre étendue sont très-fertiles, tels que la Sicile, la Sardaigne, le Milanais, la Flandre, etc. Car, quoique ces pays appartiennent à des souverains qui ont d'autres états, je les regarde à présent, dans mon discours, comme des états eux-mêmes et non comme des provinces; ce sont des pays détachés qui se gouvernent avec leurs lois, et qui forment un tout. Je n'appelle province que des pays qui tiennent à d'autres et qui ne forment pas

un état séparé. A présent il faut voir ce qui convient à la Hollande, à Gênes etc., et puis nous verrons ce qui convient à des pays tels que la Sicile, la Sardaigne, etc.

LE MARQUIS.

Chevalier, puisque ces pays, quoique plus grands et plus puissans que Genève, sont dans le même cas à peu-près, c'est-à-dire, de n'avoir pas de blé qui soit production de leur sol, je dirai moi tout bonnement, qu'ils feront fort bien d'adopter le systême que nous avions trouvé le plus convenable pour Genève. Au reste je dis cela sans trop y réfléchir, et uniquement par l'envie que j'ai de m'en débarrasser, et d'arriver plutôt où vous savez que je suis impatient de me trouver avec vous.

LE CHEVALIER.

Et c'est précisément pour que vous ne disiez ni ne pensiez cela, qu'il faut vous arrêter un peu. Armez-vous de patience. Je veux vous faire remarquer combien une petite différence fait de grands changemens. Rien de ce qui convient à Genève ne convient plus ni à la Hollande, ni à Gênes.

LE MARQUIS.

Est-il possible ?

LE CHEVALIER.

Nous avons dit, s'il vous en souvient, que la raison d'état, la première de toutes les raisons dans l'ordre politique, obligeait les très-petites souverainetés à se passer du commerce des blés, qui ne devait être pour elles qu'une véritable munition de guerre. Cette raison disparaît dans une souveraineté plus puissante. Quand même elle ne serait pas capable de soutenir avec succès une longue guerre, sa force est au moins suffisante pour ne pas craindre une surprise, ni un coup de main. On ne bloque pas une province comme on bloque une ville. Il faut mettre en mouvement une grande armée pour l'attaquer, et ce mouvement s'annonce d'avance, et l'on a le tems de se prémunir. En second lieu nous avons dit que la force des petits états consistait dans la manufacture ; or un pays plus grand a besoin, pour subsister, de quelque chose de plus que des manufactures.

LE MARQUIS.

Pourquoi ?

LE CHEVALIER.

Parce que ces manufactures, quelque nombreuses et variées qu'elles soient, n'emploieront jamais assez de monde. Vous verrez une ville de trente mille ames qui ne se soutient que par l'horlogerie ou par l'imprimerie; mais de trois millions d'hommes, vous ne pouvez pas en faire la moitié horlogers et l'autre imprimeurs. Où trouver le débit de tant de mauvaises montres et d'encore plus mauvais livres? Ainsi pour faire subsister trois millions d'habitans, outre les manufactures, il faut la navigation, qu'on appelle plus communément le commerce maritime, ou le commerce tout court. C'est-là la grande manufacture des grands pays. Je vous avais dit que le commerce du blé ne pouvait être une manufacture pour Genève; mais il l'est pour un pays qui a une marine florissante. Le transport d'un pays à un autre très-éloigné est une espèce de manufacture : il ajoute à la matière première, il ajoute le nolis, et ce nolis emploie et fait

vivre bien du monde. Il ne faut donc pas priver la Hollande d'une branche très-considérable de commerce. Ce commerce devient encore plus précieux, en ce qu'achetant le blé d'un royaume pour aller le revendre dans un autre, le commerçant Hollandais ne peut jamais nuire à sa nation, soit qu'il réussisse à acheter à très-bon marché, ou à vendre très-cher; il fera tort tantôt à l'agriculture, tantôt au consommateur des pays étrangers, jamais à son pays: malheur à ceux qui en sont les dupes! Son pays deviendra toujours plus florissant et plus riche par les fautes d'administration des autres états.

LE MARQUIS.

J'entends très-bien cette différence. Dans un état qui n'a ni côte de mer ni commerce maritime, tel que Genève, celui qui veut y faire le commerce de blé ne peut que l'acheter de l'étranger pour le revendre aux citoyens, de sorte que, s'il le vend trop cher, il leur fait tort, et sa richesse est un suc qu'il a, pour ainsi dire, exprimé de ses concitoyens. Mais, lorsqu'on fait le commerce des blés, comme la Hollande qui en achète en Pologne

pour le revendre en Portugal, le pays n'est plus qu'un entrepôt : souvent même les bâtimens qui sont chargés de blés n'y touchent point. Ainsi que le Hollandais monopolise en vendant ou en achetant, cela peut être ruineux à la Pologne ou au Portugal ; mais lui et son pays n'en seront que mieux. J'entends cela: mais vos greniers publics ?

LE CHEVALIER.

Les aimeriez-vous dans un pays de deux ou trois millions d'habitans ?

LE MARQUIS.

Ah ! pour cela, chevalier, vous m'ameneriez ici tous les capucins du monde qu'ils ne me persuaderaient jamais que ces greniers ne devinssent à la fin la source d'une pillerie effroyable.

LE CHEVALIER.

Je n'en appellerai point, car je suis en tout de votre avis. Approvisionner et nourrir avec règle et économie deux, ou même un million d'habitans est au-dessus des forces humaines, parce qu'alors il est au-dessus de la force de

l'esprit humain de découvrir les fraudes, et qu'il est encore plus au-dessus des forces de la vertu humaine de résister à la tentation d'un gain énorme, tel qu'il peut se faire dans une régie d'une étendue immense.

LE MARQUIS.

Cela est vrai : mais comment vous y prendrez-vous pour soutenir dans ce pays toujours le même prix du pain, vous qui ne voulez pas le taxer ?

LE CHEVALIER.

Je ne le soutiendrai point et vous savez pourquoi. Soutenir un même prix veut dire la même chose, que vendre quelquefois à perte. Il serait affreux et absurde de vendre constamment le pain à un prix assez haut, pour n'y pas perdre même dans les années de disette. Or, lorsqu'on est dans le cas d'y perdre, il faut pouvoir fermer sa porte, pour n'être pas ruiné dans la disette par les achats que l'étranger vient faire chez vous. Un pays, tel que la Hollande ou la république de Gênes, ne saurait s'assurer qu'il ne sortira point de blé en contrebande l'année qu'on en aura de-

fendu la sortie. Si vous empêchez les étrangers de venir acheter le blé, vos sujets même l'enlèveront sous mille prétextes. Tantôt ce sera l'approvisionnement d'un vaisseau, tantôt en feignant d'aller d'une ville à une autre de votre pays; et ils ne seront pas plutôt sortis du port, qu'ils iront le vendre à l'étranger. Vos magasins disparaîtront et vous manquerez votre but, puisqu'après avoir fait manger le pain à vos sujets plus cher dans les années abondantes que si le commerce eût été libre, vous n'aurez pas de quoi les nourrir dans la cherté, et que l'étranger, qui n'aura pas souffert ce dommage, dans les tems d'abondance, en partagera le bénéfice dans le tems de la détresse et l'aura enlevé à vos sujets.

LE MARQUIS.

Voilà la véritable histoire des *annones* municipales que j'avais lue dans les écrivains judicieux, et que j'avais souvent vue de mes yeux. Je suis bien aise de vous en entendre faire la critique.

LE CHEVALIER.

Oui, mon cher marquis, l'*annone* de toute

ville et de tout pays dont on ne peut fermer les portes à son gré, avec facilité et sûreté, est détestable. C'est une gêne et un impôt dans l'abondance, qui ne sert qu'à faire mourir de faim dans la disette. Car le gouvernement s'étant fié sur l'approvisionnement de ses magasins, s'ils viennent à manquer, tout est perdu. Vous ne pouvez pas avoir recours à vos particuliers commerçans, parce qu'ils n'ont jamais fait le commerce de blés, attendu qu'il était défendu et contrebande. Ils ne savent comment s'y prendre ni par où commencer, sur-tout dans un tems difficile. Ils n'ont ni correspondans, ni magasins à eux, ni moyen de transports soit par mer, soit par terre. Tout commerce, même celui des allumettes, est une science. Le novice s'y trompe et est très-souvent dupé. Toute science pratique demande une dextérité, qu'on n'acquiert qu'avec l'exercice et le tems. Aurez-vous donc recours à vos voisins? Mais, puisqu'ils vous ont escamoté une partie de votre blé, c'est une preuve qu'ils n'en avaient pas assez; ainsi ou ils ne vous en donneront point, ou ce sera le vôtre même qu'ils vous revendront.... mais pourri dans les transports, mais renchéri de

doubles nolis et de tout ce que leur avidité pourra avoir calculé de profit. Vous ne pouvez donc vous adresser qu'aux pays les plus éloignés. Ce secours sera faible, arrivera tard et coûtera énormément.

LE MARQUIS.

On voit que vous faites à présent l'histoire de la disette de l'Italie.

LE CHEVALIER.

Précisément ; et de tout ce qui arriva à Rome et à Naples avec Gênes et Livourne, ensuite avec les blés d'Angleterre, de Hollande et de Bretagne. Naples, ville de trois cens cinquante mille habitans, en avait cinq cent mille dans l'hiver de mil sept-cent soixante-quatre, et tous les environs au nombre de six cent autres mille habitans venaient chaque jour à la ville acheter leur pain. Imaginez si des provisions et des mesures prises et calculées sur trois cent cinquante mille consommateurs pouvaient suffire à un million cent mille bouches. Ainsi la loi du prix constant fut enfreinte...... on diminua le poids ; on augmenta le prix du pain, et l'on n'en souffrit pas moins

tout ce que la famine a de plus affreux. Le résultat de tout ce spectacle horrible a été pour moi cette vérité très-simple.... c'est que les hommes, tant que vous ne pouvez pas l'empêcher, suivent le pain par-tout où il est : de sorte que s'il ne restait qu'un pain de quatre livres dans une ville, on y verrait une procession assez curieuse ; elle serait à rebours des autres. Le pain irait devant comme la chasse ; tous les habitans suivraient deux à deux jusqu'à perte de vue, et accompagneraient ce pain de quatre livres tant qu'on le promenerait, sans chanter, mais en criant toujours qu'on le leur donnât.

LE MARQUIS.

A travers vos plaisanteries et tout ce que vous me dites contre les *annones* municipales, j'aperçois très-bien, chevalier, une petite malice que vous me cachez tant que vous pouvez : en me faisant la cour et en me disant ainsi du mal des greniers, vous voulez me faire perdre de vue une difficulté très-embarrassante qui me vient dans la tête.

LE CHEVALIER.

Je n'ai point de malice avec vous ; soyez-

en sûr. Embarrassez-moi, je suis fait pour l'être. Vous m'éclairerez ensuite, ou nous resterons tous deux dans l'embarras. Ce qui nous consolera, c'est que ce ne sera pas la première fois que cela sera arrivé à deux personnes de bonne foi.

LE MARQUIS.

Voici l'embarras que je vous prépare. Vous souvient-il que vous m'avez dit, lorsque nous étions à Genève, qu'il fallait soutenir le même prix du pain pour le bien des manufactures : vous êtes à présent en Hollande qui est un pays de manufactures ; vous n'y voulez pas de prix fixe au pain : que deviendront-elles donc ?

LE CHEVALIER.

Ce qu'elles pourront, serait une réponse que je pourrais vous faire si j'étais bien méchant, et je vous dirais que l'intérêt du commerce maritime étant plus précieux à ces souverains que celui des manufactures, il faut sacrifier celui-ci au premier. Je pourrais vous dire que lorsqu'un pays, par sa constitution, peut profiter d'un avantage, il ne doit pas

le négliger, et que lorsqu'il ne le peut pas il faut bien qu'il s'en passe. Si Genève peut avoir des greniers publics sans inconvéniens et avec utilité, elle fait bien de les avoir. Si la Hollande ne le peut pas, elle fera bien de n'y pas songer. Mais toutes ces réponses seraient de mauvaise foi.

LE MARQUIS.

Sans doute, car vous ne résolvez pas la question. En admettant ce que vous venez de dire, il s'en suivrait toujours que les manufactures en Hollande dépériraient, et au contraire elles y sont très-florissantes. C'est ce phénomène qu'il faut que vous expliquiez, malgré l'inégalité du prix du pain que vous y laissez.

LE CHEVALIER.

Faut-il donc absolument être de bonne foi avec vous ? Eh bien soyons-le, mais sans tirer à conséquence. Le vrai est que, par la nature même de la chose, le prix ne varie presque point dans un pays stérile et commerçant, tel que la Hollande ou la lisière de Gênes. Ainsi voilà la difficulté disparue, puisque le dhénomène n'existe pas.

LE MARQUIS.

Oui, mais vous l'escamotez au lieu de la résoudre. Il faut que vous m'expliquiez, s'il vous plaît, comment il se fait que dans ces pays le pain soit toujours à-peu-près au même prix.

LE CHEVALIER.

Cela est aisé.... c'est qu'il est toujours cher; ces peuples y sont accoutumés et ne crient jamais contre la cherté, parce qu'ils n'ont jamais connu la douceur du bon marché. Si vous ne m'en croyez pas, informez vous-en et vous verrez que je ne vous en impose pas.

LE MARQUIS.

Je conviens du fait; je l'ai éprouvé moi-même dans mes voyages. Je n'ai trouvé dans aucune ville de l'Italie les auberges aussi chères qu'à Gênes, et tous les voyageurs m'ont dit la même chose de celles de la Hollande. Mais je suis piqué au jeu, et je veux vous pousser à bout. Au lieu d'un embarras, je vous en prépare deux à présent, et à compte d'une infinité d'autres, si vous ne me satis-

faites

faites pas. Il faut m'expliquer : 1.° Pourquoi le pain est à-peu-près d'une égale cherté dans les bonnes ou dans les mauvaises années ? 2.° Pourquoi ce haut prix ne nuit point aux manufactures ? La main-d'œuvre doit en être chère ; donc les ouvrages fabriqués doivent se vendre chers, et trop chers pour ne pas perdre en concurrence des autres.

LE CHEVALIER.

Voilà bien des embarras. Cela retardera notre retour en France.

LE MARQUIS.

N'importe ; vous voulez m'échapper.... mais je ne sortirai pas de la Hollande que vous n'ayez ou résolu la question, ou avoué que je vous ai mis dans l'embarras.

EE CHEVLALIER.

Avouer ? O ! pour cela non. *Chi confessa è impiccato* : dit le proverbe Italien. J'espère résoudre vos difficultés. Vous voulez savoir pourquoi ces peuples ont toujours à-peu-près le blé au même prix dans les bonnes et dans les mauvaises années ?

LE MARQUIS.

Oui.

LE CHEVALIER.

Mais s'ils n'ont ni bonnes ni mauvaises années, comment voulez-vous qu'ils en ressentent les effets? Vous avez oublié que leur territoire est stérile en blé, que les manufactures et la navigation constituent le fond et la base de toute leur richesse, et vous avez oublié que je vous ai dit à Genève, que ni la grêle, ni la pluie, ni la sécheresse ne tombent jamais sur les montres, les dentelles, les nouveaux livres, les quincailleries, la fayence, les étoffes, les papeteries, etc. La navigation de même a quelques tempêtes en hiver, quelques calmes en été; mais cela est régulier. Une nielle inattendue ne vient point enlever en une nuit le fruit entier de l'espérance d'une année de navigation. Donc si le gain, l'industrie, la richesse des Hollandais a une marche constante et exempte de la vicissitude des saisons, ils ne peuvent pas sentir les maux de la disette.

LE MARQUIS.

Tout doucement. Vos raisons m'embarrassent plus qu'elles ne me persuadent. Je vois là.... J'entrevois.... Ne me trompez-vous pas?... Eh! oui, sûrement.... Quoique les Hollandais n'aient pas de blé du produit de leur sol, s'il est renchéri dans le pays où ils l'achètent, ils doivent l'acheter plus cher.

LE CHEVALIER

Oui, s'ils étaient condamnés à l'acheter toujours au même endroit : mais ils se gardent bien de l'acheter où il est trop cher.

LE MARQUIS.

Et où vont-ils?

LE CHEVALIER.

Ailleurs. Voyez les registres des douanes de Hollande : vous trouverez que dans une année ils ont acheté beaucoup de blé de Picardie et d'Angleterre; dans une autre ce sont des blés de Pologne; dans une autre les achats se sont faits en Espagne; quelquefois dans le Levant. Enfin la Russie ou le royaume de Ma-

roc leur en a fourni. Pour dernière ressource ils ont aussi les blés des colonies Anglaises de l'Amérique. Il est impossible que dans une si vaste étendue de climats différens, par-tout il y ait mauvaise récolte dans la même année; ce cas du moins n'est guères arrivé. Je vous dirai la même chose de Gênes; elle achète tantôt en Provence, tantôt en Catalogne, tantôt en Sicile on en Sardaigne, dans la Pouille ou enfin dans le Levant. Il faut qu'elle trouve le bon marché quelque part; voilà pourquoi je vous ai parlé à Genève des craintes et des précautions contre la disette. Un petit état sans navigation ne peut acheter du blé que des provinces voisines; s'il est cher en Bourgogne et en Franche-Comté, Genève en souffrira autant que si c'était une ville de ces provinces. Mais une nation qui a une marine florissante et une grande mer ouverte devant elle, cherche et trouve le bon marché au bout du monde.

LE MARQUIS.

Je continue à être plus embarrassé que persuadé..... Attendez que je rêve un peu sur ce que vous dites..... Eh bien soit! Les Hol-

landais peuvent trouver à-peu-près le blé toujours au même prix; car je vois bien que vous ne tenez pas compte des petites différences qu'une plus longue navigation ou d'autres causes peuvent occasionner. J'entends bien que ces variétés ne peuvent pas faire une grande altération, comme elles ne le font pas sur nos marchés dans les années communes. Mais, puisque les Hollandais ont ce bonheur, pourquoi la France ne peut-elle pas l'avoir de même?

LE CHEVALIER.

Nous n'avons pas encore parlé de la France.

LE MARQUIS.

Parlons-en? Quel mal y aura-t-il?

LE CHEVALIER.

Et que voudriez-vous faire?

LE MARQUIS.

Que sais-je moi? de bonnes lois, un bon système, commerce, navigation, liberté, aller acheter le blé par-tout où il est à bon marché, enfin nous procurer un état pareil à celui de la Hollande.

LE CHEVALIER.

Monsieur le marquis, ce projet n'est pas de vous; il n'est pas nouveau : il a déjà été donné par un homme de beaucoup d'esprit.

LE MARQUIS.

Oui ..... Tant mieux..... Qui est cet homme, et qu'est-ce qu'il proposait ?

LE CHEVALIER.

Mais,.... il proposait dans sa comédie des Fâcheux de mettre la France toute en ports de mer.

LE MARQUIS.

Quand finirez-vous de rallier ?

LE CHEVALIER.

Lorsque je n'en trouverai pas l'occasion. Comment voulez-vous que ce qui convient à un million ou deux d'habitans, puisse convenir à un nombre dix-huit ou vingt fois plus grand? Pouvez-vous réduire vingt millions d'hommes à n'être que manufacturiers ou navigateurs ? et où trouver le débit de tant de

marchandises, et l'occasion d'employer une aussi grande navigation? La nature a mis des bornes en tout; on ne la viole pas jusqu'à ce point. Vous ne ferez jamais des ports de mer de vos montagnes de l'Auvergne. Quelle comparaison à faire entre la France et la Hollande, pays tout entouré de la mer, percé d'une infinité de rivières et de canaux, de façon qu'il n'y a presque point d'endroit qui oblige à plus de deux lieues de transports par terre? Combien de provinces n'y a-t-il pas en France qui ne peuvent être qu'agricoles? Leur richesse est dans la terre et leur sort dans le ciel. Des provinces entières sont exposées à voir leurs habitans se coucher riches et se réveiller pauvres. Des millions peut-être de septiers de blé ont disparu dans une seule nuit. En Hollande le malheur de tout perdre peut arriver à un particulier seul, ou à quelques familles par un naufrage; mais jamais une province entière ne peut être ruinée par la perte d'un ou de deux vaisseaux. Si la richesse de vos provinces est sujette à cette vicissitude du sort, vous voyez de-là naître l'inégalité des richesses et celle des conditions. De-là les formes des gouvernemens divers, dans une contrée, monar-

chique, dans une autre, démocratique. Dans une distribution de facultés moins inégale, il n'y a personne assez pauvre pour se laisser fouler, ni assez riche pour prédominer. De-là l'esprit de luxe ici, l'esprit d'économie ailleurs; de-là l'esprit guerrier dans les uns, le goût pour la paix dans les autres; de-là... Mais j'irais trop loin, et je ne veux pas m'écarter. Vous voyez enfin, mon cher marquis, que la France ne peut pas être la Hollande, ni l'imiter.

L'E MARQUIS.

Et moi je vois..... Savez-vous ce que je vois? Que vous riez sous cape de m'avoir fait rester comme un sot.

LE CHEVALIER.

Vous voyez mal. Je ne ris pas; je vous plains, et ce n'est pas vous seul que je plains. Je plains des nations entières trompées par le zèle de quelques hommes très-bien intentionnés, qui avaient envie d'être utiles, et se trompaient eux-mêmes. C'est peut-être d'après vos écrivains que vous imaginez, qu'au moyen d'une liberté entière, vous pourrez avoir en France comme en Hollande le blé toujours

au même prix, et ce projet n'est au fond autre chose, que celui de mettre toute la France en ports de mer.

LE MARQUIS.

Chevalier, vous êtes implacable contre mes bons écrivains; mais je ne veux pas me charger la conscience. Ce que j'ai dit était peut-être de mon imagination. Peut-être je les ai ou mal lus ou mal entendus; peut-être ils disent autre chose.

LE CHEVALIER.

La délicatesse de votre conscience me donne la plus grande édification; mais elle ne diminue en rien mes soupçons. Oui: la prospérité de la Hollande, au milieu d'une liberté entière dans le commerce des blés, est la cause de l'erreur. On n'a fait au fond qu'une petite méprise. On n'a pas averti que les pays stériles n'ont pas de blé qui soit de leur crû; ainsi le blé est leur grande et principale dépense. La navigation et les manufactures leur fournissent le moyen de l'acheter, et ces moyens sont égaux dans toutes les années. Ainsi ils ont pris la dépense pour la recette

et confondu le revenu avec l'entretien. Le blé est la richesse et le revenu de tous les habitans des pays fertiles et agricoles. Pour les Hollandais, il est au contraire l'objet le plus fort de dépense nécessaire. Leur revenu n'étant pas exposé aux vicissitudes des saisons, ils n'ont pas besoin de grande prévoyance pour faire marcher la dépense d'un pas constant et réglé. Mais lorsque le revenu est incertain, inégal, variable, il faut une grande prévoyance pour se mettre à l'abri de l'indigence. Voulez-vous voir combien cela est vrai? Ces pays qui ne craignent point la famine, craignent infiniment la guerre; parce que la guerre seule, troublant leur navigation et interrompant le débit de leurs manufactures, fait varier la recette et leur fait éprouver les horreurs de la misère; tandis que les pays fertiles ne craignent pas autant la guerre, lorsqu'elle ne dévaste pas leurs campagnes; puisqu'au milieu de cette guerre ils peuvent avoir une année heureuse, qui les rende très-riches dans l'instant.

LE MARQUIS.

Vous croyez donc que mes écrivains ont

pris la recette pour la dépense, et la dépense pour la recette ?

LE CHEVALIER.

Sans doute.

LE MARQUIS.

Cela s'appelle en bon Français prendre son cul pour ses chausses. Ils doivent, à la fin, s'être trouvés diablement loin de leur compte ! Mais, chevalier, avec tout cela, je ne les tiens encore ni eux ni moi pour battus ; car si je montais sur notre grand cheval de bataille, je vous pousserais vivement, et je ne sais pas trop comment vous vous en tireriez?

LE CHEVALIER.

Je ne vous dirai pas que vous ressemblebleriez au Paladin Astolphe de l'Arioste, dont la vaillance était dans l'Hippogriphe qu'il montait : mais je vous dcmanderai quel est donc ce terrible cheval ?

LE MARQUIS.

L'Angleterre. Ah ! si je vous citais son exemple ......

LE CHEVALIER.

Dans les anciens tems vous auriez retiré peu d'honneur de combattre à cheval, tandis que je suis à pied. Je ne suis monté sur rien que sur ma raison. Aussi je n'accepterai pas le défi; le combat serait trop inégal. Je vous demande seulement en grace de ne point parler de l'Angleterre, et qu'il n'en soit jamais question dans notre discours.

LE MARQUIS.

Ah! vous avez peur; je le vois.

LE CHEVALIER.

J'ai peur de ne pas aller en France, où vous voulez que j'arrive; j'ai peur enfin d'embrouiller toutes vos idées plus encore, s'il est possible, que vos écrivains ne l'ont fait.

LE MARQUIS.

Si cela était, je laisserais là l'Angleterre à l'instant; mais je ne sens pas sur quoi votre crainte est fondée.

LE CHEVALIER.

Daignez faire une petite réflexion, et vous

verrez si j'ai tort. L'Angleterre est la machine la plus compliquée en politique qui soit à présent en Europe, et qui ait peut-être jamais existé dans le monde entier. Ce pays est à-la-fois agricole, manufacturier, guerrier, commerçant : il est, malgré son étendue, mis par la nature, tout en ports de mer, comme nous disions, en plaisantant, qu'il faudrait mettre la France. Son gouvernement est le plus mixte, le plus artistement composé qu'il y ait jamais eu : enfin, mœurs, caractère, sol, climat, productions, rapports politiques, force, faiblesse, ressort.... tout est particulier à ce pays différent du reste du monde, et souvent unique en son genre. Comment étudier une matière, en commençant par le plus difficile ? Pour vous instruire du méchanisme des montres, commencerez-vous par celles qui sont à répétition et qui indiquent les secondes, les jours, les mois, la lune, etc. ? Jamais vous ne pourriez en prendre des idées claires, et vous finiriez par en savoir moins qu'auparavant. Plût à Dieu que vos écrivains n'eussent jamais ni connu ni cité l'Angleterre ! Ils se seraient épargné quelques mauvais raisonnemens. Au reste, je ne crains

point d'en parler; j'ai passé dans ce pays un tems considérable; je crois l'avoir assez bien étudié et assez bien vu : mais je vous réserve ce discours pour le dernier de tous; alors sans me démentir sur aucun point de ce que je vous ai dit, je vous démontrerai que les mêmes vérités que nous avons aperçues avec clarté dans les machines les plus simples, se trouvent dans les plus compliquées et y produisent les mêmes effets, quoique moins aisés à se laisser apercevoir, à cause de la différence du méchanisme; et si je ne vous ennuie pas, j'espère vous persuader.

LE MARQUIS.

Tant que je vous comprendrai, je ne m'ennuierai point : mais voilà la question.

LE CHEVALIER.

Si je ne réussis pas à me faire entendre de vous et que ce ne soit pas ma faute, ce ne sera pas non plus la vôtre; prenez-vous-en aux écrivains qni vous ont embrouillé les idées, en voulant parler d'un pays qu'ils n'ont jamais ni connu ni calculé. Mais, encore une fois, dispensez-moi de vous entretenir à présent

d'une nation si singulière, qu'elle tire des trésors du Bengale pour les jouer aux courses de Newmarket, qui augmente en crédit et emprunte à un plus bas intérêt, à mesure qu'elle manque de moyens pour payer ses dettes; d'un pays dont le sol n'est fertile qu'en blé, et ils en mangent très-peu; qui ne produit point de vin, et ils en boivent avec passion; d'une nation qui ne met point d'impôt sur le pain, qui charge toutes les boissons d'une accise effrayante, et qui, malgré cela, n'a jamais été encouragée ni à manger plus de pain, ni à boire moins de liqueurs; d'une nation enfin si singulièrement constituée, qu'elle exerce ses troupes, lorsqu'elle fait le commerce des blés.

LE MARQUIS.

Comment cela?

LE CHEVALIER.

Sans doute. L'Angleterre n'a point de forteresses; ses murailles sont ses vaisseaux, et ses matelots sont ses troupes: plus il y a de matelots, plus il y a de défenseurs de la patrie. Ainsi les vues politiques s'allient aux intérêts du commerce maritime des blés.

LE MARQUIS.

Mais c'est de même en France.

LE CHEVALIER.

Mais vous allez trop vîte..... Revenons à nos moutons. Laissons-là l'Angleterre et les Anglais; n'entrons pas en France, et poursuivons notre discours sur la Hollande.

LE MARQUIS.

Eh! il n'y a plus rien à dire sur son compte.

LE CHEVALIER.

Quoi! Vous avez oublié la seconde difficulté que vous m'aviez proposée?

LE MARQUIS.

Ne vous embarrassez pas si je l'ai oubliée ou non; je vous en tiens quitte.

LE CHEVALIER.

Comment quitte?

LE MARQUIS.

Oui: vos réponses commencent à me faire trop

trop de peur; je sais d'avance que je disais une sottise.

LE CHEVALIER.

Vous avez tort. Votre seconde difficulté vaut bien mieux que la première, et elle est en effet embarrassante.

LE MARQUIS.

Parlez-vous tout de bon?

LE CHEVALIER.

Oui, ma foi.

LE MARQUIS.

Eh bien je m'en rapporte à votre parole; et si elle était bonne, j'entends et veux vous obliger à la résoudre.

LE CHEVALIER.

Cela n'est pas aisé. Il s'agit d'expliquer comment dans les pays stériles et industrieux le prix des vivres étant constamment cher, les manufactures cependant y fleurissent; et comment il se fait que les marchands réus-

sissent même à pouvoir les débiter à très-bon compte.

LE MARQUIS.

C'était-là ma difficulté ?

LE CHEVALIER.

Oui sûrement.

LE MARQUIS.

Ma foi, elle est bonne ; je me sais très-bon gré de vous l'avoir proposée. Eh bien comment y répondrez-vous ?

LE CHEVALIER.

En serrant et en haussant tant soit peu les épaules. Le fait est vrai et constant. Nous voyons par exemple que le prix des choses nécessaires est sûrement plus cher en Hollande qu'en France ; et nous voyons en même-tems que les livres imprimés en Hollande se vendent à un grand tiers meilleur marché que ceux d'ici.

LE MARQUIS.

Eh bien que dites-vous à celà ?

LE CHEVALIER.

Que voilà madame qui rentre et qu'il faut aller au-devant d'elle.... Elle est arrivée bien à propos.

LE MARQUIS.

Allons ; mais difficulté tenante. Je vous somme d'y satisfaire après le dîner.

LE CHEVALIER.

Nous verrons : peut-être le dîner nous donnera-t-il à tous deux de nouvelles forces.

QUATRIÈME DIALOGUE.

APRÈS DÎNER.

LE CHEVALIER.

C'EST une belle découverte de notre siècle que celle de faire une très grande chère, après un beau discours d'économie philosophique.

LE MARQUIS.

Vous estropiez les noms. Il faut dire philosophie économique.

LE CHEVALIER.

Ah! il n'importe guères que Pascal soit devant, ou Pascal soit derrière. Ces deux grands mots ne signifient pas grand chose.... Assortissez-les, combinez-les comme vous voudrez; ensemble, détachés, le résultat sera toujours le même. Le fait est que nous avons bien dîné.

LE MARQUIS.

Pas moi, je n'ai fait que rêver.

LE CHEVALIER.

Mauvaise méthode, contraire aux préceptes de l'école de Salerne.

LE MARQUIS.

Vous en parlez bien à votre aise; mais vous secouez diablement la tête de vos auditeurs. C'est vous qui m'avez empêché de dîner: je ne sais plus où j'en suis. Vous entassez paradoxe sur paradoxe, et je ne sais comment cela arrive; dans votre bouche tout devient clair, et vous avez toujours raison. D'abord rien ne paraît si commun que ce que vous dites, et puis, en y rêvant, on trouve que rien n'est si nouveau, et que tout le monde s'y était trompé. Par exemple, comment diable pouvez-vous arranger que des hommes d'esprit aient pu prendre la dépense pour la recette et la recette pour la dépense? On ne peut pas se tromper sur cela; ce serait une faute très-grossière. Je n'y comprends rien.

LE CHEVALIER.

Est-ce cela ce qui vous a fait rêver à table?

LE MARQUIS.

Et oui vraiment.

LE CHEVALIER.

Et que ne parliez-vous à vos amis? En deux mots je vous aurais tiré de peine. Avez-vous oublié que vos auteurs posent pour principe fondamental de leur théorie, que l'agriculture est la source de la richesse de tous les pays? Ce principe qu'ils prennent pour général, n'appartient en particulier qu'aux pays purement agricoles. Ce principe faux les a induits en erreur. Ils ont vu du blé dans un pays... ils ont dit, voilà la richesse, voilà la recette, et c'était la dépense. Ils croyaient être en France. Ils ont vu une liberté entière et absolue; ils ont dit, il n'y a rien de mieux qu'une liberté entière et absolue pour faire fleurir l'agriculture, comme si la liberté d'acheter les marchandises étrangères était la même chose que de vendre les siennes. Enfin, ils ont vu de bonnes et de mauvaises années en France,

et ils ont cru qu'il y en avait par-tout, et ils n'ont pas pris garde que le renversement des saisons qui produit des années stériles, est encore meilleur pour un pays commerçant que les années communes. Dans les années stériles il y a plus de mouvement, plus de transports, plus de bâtimens occupés, plus de vivacité, plus de profit dans le change de place en place : ainsi donc si dans une année quelque pays de l'Europe se plaint de la disette, comptez que le banquier Hollandais s'en réjouit.

LE MARQUIS.

Ils sont bien heureux ces gens-là!

LE CHEVALIER.

Ils le seraient, s'ils n'étaient pas tristes au milieu de leur opulence.

LE MARQUIS.

Et qu'est-ce qui les attriste?

LE CHEVALIER.

Le travail qu'il leur en coûte pour se la procurer. Elle est le fruit d'une perpétuelle

économie, d'une industrie toujours agissante, toujours occupée, toujours vigilante, toujours tendue : rien n'ennuie tant à la longue que l'obligation d'avoir toujours toutes les cordes tendues. Vous fatiguerez un cheval et vous le mettrez plutôt en nage en un quart d'heure de leçon au manège, qu'en le menant d'ici à Pontoise, la bride sur le cou.

LE MARQUIS.

Ah ! vous allez me faire l'apologie de votre passion favorite.... la chère paresse. *Il sacro-santo far niente.*

LE CHEVALIER.

N'en craignez rien : j'en suis bien éloigné; je n'aime point à prêcher les convertis.

LE MARQUIS.

Ah le méchant ! Au vrai, vous n'avez pas tout-à-fait tort. Je ne suis pas aussi paresseux que vous ; mais j'avoue que j'aimerais encore mieux être gai dans l'indigence que pleurer dans la richesse. Du reste, chacun à son goût.

LE CHEVALIER.

Dites que chacun se fait le goût que la

constitution physique de son corps ou la constitution morale de son esprit lui donne. Le goût devient habitude, l'habitude nature. L'homme paraît envier la condition qu'il n'a pas; et si on la lui donnait, il en serait au désespoir, et ne saurait s'en accommoder.

LE MARQUIS.

Ainsi tout est égal et balancé dans ce monde. Mais ceci est de la morale, chevalier. Et ma difficulté quand voulez-vous la résoudre?

LE CHEVALIER.

Je viens de le faire.

LE MARQUIS.

Quand?

LE CHEVALIER.

Tout-à-l'heure.

LE MARQUIS.

Je ne m'en suis pas aperçu.

LE CHEVALIER.

Je viens de vous parler de cet esprit triste

d'économie et d'épargne qui doit toujours régner chez les peuples, auxquels la nature a laissé en partage un sol stérile et ingrat. Cet esprit d'économie est, je crois, la principale cause qui fait prospérer leurs manufactures, malgré la cherté des vivres. Ces peuples paient chèrement le nécessaire; mais ils se passent du superflu, et ce superflu est souvent une espèce de besoin pour d'autres nations. Leur nécessaire est cher, mais il ne l'est jamais à l'excès; et cette balance égale rassure leur commerce et fait aller leurs industries. Enfin, ces peuples ont des impôts; mais la surcharge d'impôts, c'est-à-dire, le luxe, leur est inconnu.

LE MARQUIS.

Voilà un terrible c'est-à-dire..... *La surcharge d'impôts, c'est-à dire le luxe.*

LE CHEVALIER.

Oui, ces deux mots sont synonimes. Tout le luxe vient de la surcharge d'impôts, soit dans l'imposition, soit dans la perception; et toute surcharge d'impôts vient du luxe qu'on veut soutenir. Ces peuples l'ignorent

Leur forme de gouvernement est la plus économique et la moins dispendieuse; leurs mœurs ramènent à l'égalité, par conséquent à la modestie; comme au contraire les mœurs chez d'autres nations obligent à ce faste et à cet éclat qui est la trompette de l'inégalité. Enfin vous trouverez ces choses toujours liées ensemble et se donnant mutuellement la main. Pays stérile, mœurs et gouvernement républicains, industrie de manufactures ou de navigation, paix, silence, économie, tristesse et vide dans l'histoire. Dans les pays fertiles, vous trouverez toujours inégalité de conditions, gloire, honneur, charges, gouvernement monarchique, grand bruit, grandes secousses et une histoire amusante à lire. Vous trouverez cela dans les familles particulières; vous trouverez cela dans les nations; et si vous poussez à bout mon imagination, je vous dirai que vous le trouverez également dans les plantes et dans les animaux.

LE MARQUIS.

Cela serait fort curieux.

LE CHEVALIER.

Oui: je vous ferai remarquer, par exemple,

que les plantes et les arbres qui gardent leur feuillage en hiver, ont toujours les feuilles minces, modestes et d'un vert sombre; et que celles qui ont des feuilles larges, pompeuses et riantes, les perdent toujours à la mauvaise saison.

LE MARQUIS.

Oh ceci est tout-à-fait plaisant! Des plantes monarchiques et des plantes républicaines. Tournefort n'en a jamais parlé.

LE CHEVALIER.

Je ne l'en estime pas moins. Mais que voulez-vous de moi? Si vous me faites parler après dîner, il faut s'attendre à de la poésie et même de la poésie orientale. Ce n'est pas pour rien que j'ai bu du marasquin.

LE MARQUIS.

Béni-soit ce marasquin! J'aime la poésie et j'aime à promener mon imagination sur tous les êtres, à voir cette multiplicité de liaisons, cette foule de rapports; j'aime à voir les lois physiques se rencontrer avec les lois morales. Vous croyez donc que l'esprit économique suffit pour résoudre la difficulté?

LE CHEVALIER.

C'est la cause principale ; mais il faut y èn ajouter d'autres. Une marine florissante facilite les transports du produit des manufactures, réduit le prix du nolis presque à rien, étend le débit sur presque toute la surface du globe. Alors ce grand débit permet au marchand de gagner moins sur chaque marchandise. Le grand commerce favorise les petits ; il les porte en croupe, pour ainsi dire, et une cargaison de bois de construction fait quelquefois vendre à meilleur marché les boîtes, les montres, les quincailleries. Ceci vous paraît obscur, peut-être; mais c'est une considération fort importante et j'y reviendrai. A tous ces avantages qu'ont les nations commerçantes, il faut encore ajouter les profits du change ; il tourne presque toujours à leur avantage, et ce profit est quelquefois si considérable, qu'il égale celui que l'entrepreneur d'une manufacture devait faire sur la main-d'œuvre. Ainsi le commerçant paraît vendre sans bénéfice, tandis que le change seul lui en donne un assez considérable.

LE MARQUIS.

Chevalier, je vous prie; ne me parlez point du change.

LE CHEVALIER.

Pourquoi?

LE MARQUIS.

C'est un logogriphe pour moi.... je n'y ai jamais rien compris, et je ne veux plus y rien comprendre. Laissons-le là et n'en parlons pas. Je veux devenir avec vous un très-savant boulanger, et je veux rester un banquier très-ignorant; car je vois que c'est un secret, et cela me donne de furieux soupçons.

LE CHEVALIER.

Quels soupçons?

LE MARQUIS.

J'ai toujours observé que le secret des marchands était le mieux gardé de tous; et cela m'a paru naturel, puisque c'est lui qui rapporte le plus de profit à ceux qui le gardent. Cela étant, le secret du change pourrait bien

être comme celui de l'état, dont la force principale consiste à bien persuader le peuple qu'il en existe un. Moi je suis franc; je dis ce que je pense; je n'aime point du tout ce genre-là d'industrie.

LE CHEVALIER.

Il y a une sorte de vérité dans vos soupçons. La vertu du change n'est en substance qu'un tour de prestesse de main; prévoir et prévenir. Le plus alerte est celui qui seul peut tirer parti de la disette d'argent dans un pays, et de la surabondance dans un autre; il faut savoir, prévoir et.....

LE MARQUIS.

Chevalier, en grâce ne m'en parlez pas.

LE CHEVALIER.

Eh bien! voyez combien je suis honnête homme: je ne veux pas agir en Juif avec vous: je vous fais remise du change et je parlerai *au pair* dorénavant; mais ce n'est pas un petit bénéfice que je vous sacrifie là.

LE MARQUIS.

Je le sens bien, et je vous en suis infini-

ment obligé. Pour vous en donner une preuve, d'abord j'abandonne une difficulté qui m'était survenue et que je ne vous ferai point.

LE CHEVALIER

Vos procédés sont dignes de vous. Vous n'êtes jamais en reste de bienfaits avec personne; mais pour me faire connaître toute l'étendue de mes obligations, indiquez-là moi en deux mots, et vous me tiendrez quitte d'y satisfaire.

LE MARQUIS.

Oh! rien.... c'était une bagatelle....

LE CHEVALIER.

Mais au moins......

LE MARQUIS.

Ah! si vous l'exigez absolument, la voici. Vous avez attribué à l'esprit économique, frugal, éloigné de toute espèce de luxe, des nations industrieuses et stériles, la prospérité des manufactures, malgré les vivres plus chers chez elles qu'ils ne le sont communément dans les pays fertiles et agricoles.

LE

LE CHEVALIER.

Je l'ai dit.

LE MARQUIS.

Or je vous avouerai que j'aperçois bien une différence considérable dans le luxe entre les grands seigneurs et même les gens aisés de l'un et de l'autre pays. Mais dans le bas peuple, dans les artisans, les marchands de boutique, les fabriquans, je n'aperçois point chez nous un plus grand luxe; au contraire, si on examinait bien de près, je crois qu'on trouverait que cette classe est plus sujette chez nous à tirer, comme on dit, le diable par la queue. Ainsi je ne vois pas ce que le luxe peut faire de différence en cela.

LE CHEVALIER.

Vous avez donc oublié tous les synonimes du luxe?

LE MARQUIS.

Ah! cela est vrai; je m'en souviens à présent, j'ai tort; je suis honteux de vous avoir voulu faire remise d'un effet sans valeur.

LE CHEVALIER.

Ma reconnaissance n'en est pas moins grande. Enfin, je venais de vous indiquer un synonime du luxe si étrange et auquel vous étiez si peu accoutumé, qu'il n'est point extraordinaire que vous l'ayez oublié.

LE MARQUIS.

Ce sourire ironique qui vous échappe, fait un peu de tort à votre générosité; mais je suis bien aise de vous dire que ces marécages de la Hollande ne me conviennent point du tout; plus j'y reste, plus cela va mal..... voudriez-vous m'en tirer?

LE CHEVALIER.

Comme il vous plaira.

LE MARQUIS.

Que j'en suis aise! Nous irons enfin en France.

LE CHEVALIER.

En droiture?

LE MARQUIS.

Pourquoi non ?

LE CHEVLALIER.

Il faudrait nous embarquer ; je crains la mer ; prenons le chemin de terre.

LE MARQUIS.

Pourvu que nous partions.

LE CHEVALIER.

Nous passerons par la Flandre ; il serait bon de nous y arrêter un peu.

LE MARQUIS.

Mais quelle rage avez-vous de me promener ainsi de pays en pays sans me faire jamais arriver à Paris ? Voulez-vous que je vous dise vrai ? Je soupçonne en cela un peu de pusillanimité. Vous craignez la France et vous voulez éviter d'en parler.

LE CHEVALIER.

Craindre ! et quoi ?

LE MARQUIS.

Que sais-je ? Je vois que vous me promenez de république en république, pour parler avec liberté.....

LE CHEVALIER.

Combien vous êtes dans l'erreur. Je ne serais rassuré sur la jouissance de la liberté, que lorsque je serai en France. Les républiques accordent ce qu'elles appellent liberté aux étrangers par un bas motif d'intérêt : elles veulent se peupler ; mais au fond elles ont l'esprit mesquin, concentré, soupçonneux, hargneux ; et si la corruption y pénètre une fois, elles sont persécutrices. Mais les grands empires ont un repos naturel, fondé sur la grandeur de leurs forces et la majesté du mépris. Cela est bien autrement rassurant.

LE MARQUIS.

Pourquoi donc rester en Flandre?

LE CHEVALIER.

Parce que j'y ai affaire. Il faut voir à présent un pays agricole, fertile, qui produise

du blé pour lui et pour les autres ; et même, si vous le trouvez bon, nous n'examinerons point la Flandre, et nous prendrons pour sujet de notre examen un pays tel que la Sardaigne ou la Sicile, c'est-à-dire, un pays purement cultivateur. Il y a trop de manufactures en Flandre ; elles troubleraient nos recherches.

LE MARQUIS.

Cela serait fort bon, j'en conviens ; mais je commence à m'impatienter. Je suis vif et je veux aller au fait.

LE CHEVALIER.

Monsieur le marquis, vous m'avez soupçonné d'une malice que je n'avais pas, et vous ne vous doutez pas de celle que peut-être j'ai. Vous êtes comme un jeune homme qui, ayant commandé une montre à un horloger, va tous les jours presser l'ouvrage. Il le trouve occupé tantôt à dresser une roue, tantôt à polir un ressort, et s'impatiente ; il ne s'aperçoit pas qu'il fait la montre. Les pièces une fois faites, on n'a qu'à la monter, et l'ouvrage se trouve achevé.

LE MARQUIS.

Diantre! vous êtes si fin que cela? m'auriez-vous parlé de la France, sans que j'y eusse pris garde?

LE CHEVALIER.

Je n'en sais rien: c'est à vous à vous en apercevoir; je vais toujours mon train.

LE MARQUIS.

Sans m'en avertir?

LE CHEVALIER.

Sans vous en avertir.

LE MARQUIS.

Cela est, ma foi, trop méchant. Comment voulez-vous que je me ressouvienne de tout ce que vous m'avez dit?

LE CHEVALIER.

Allons, tranquilisez-vous? Lorsque nous monterons les pièces, je vous en ferai ressouvenir.

LE MARQUIS.

Vous serez charmant ; en revanche, je ne serai plus impatient. Parlez-moi de la Flandre, parlez-moi de la Sicile, parlez-moi de la Laponie, si vous voulez ; je vous écouterai d'autant plus volontiers, qu'en m'entretenant des pays agricoles je vois d'abord que vous vous rapprochez de nous, et puis j'espère que vous en viendrez enfin à ce que j'attends avec tant d'impatience.

LE CHEVALIER.

Qu'est-ce donc ?

LE MARQUIS.

L'exportation. Vous m'avez parlé jusqu'à présent des villes sans territoire et des pays stériles, où il ne peut y avoir d'exportation proprement dite. La sortie des blés n'y est qu'un transport d'un lieu d'entrepôt à sa destination, ou n'est tout au plus qu'un superflu qu'on renvoie ; et à vous dire vrai, puisqu'il faut tout vous dire, je crains que vous ne l'ayez fait exprès.

LE CHEVALIER.

Vous me soupçonnez toujours de malice, et je vous ai assuré que je n'en avais point avec vous. Qu'est-ce donc que j'ai fait exprès?

LE MARQUIS.

Évité de parler de la grande loi de l'exportation que nous avons faite en mil sept cent soixante-quatre, et qui est aujourd'hui l'Hélène de notre Troye, le sujet de notre dispute; c'est là-dessus que je voudrais vous entendre.

LE CHEVALIER.

Ce n'est que cela?

LE MARQUIS.

Et oui! cela me tient à cœur. En deux mots, la trouvez-vous bonne ou mauvaise cette loi?

LE CHEVALIER.

Que ne parliez-vous plutôt? Toutes affaires cessantes, je vous en aurai dit mon sentiment.

LE MARQUIS.

Ah! vous me délivrerez d'un grand poids.... et puis nous causerons à notre aise de tout ce que vous voudrez.

LE CHEVALIER.

Comptez sur le désir que j'ai de vous plaire. Mais, à propos, marquis, qu'avez-vous fait de ce superbe habit brodé en paillettes que vous aviez ?

LE MARQUIS.

Je vois ce que c'est. Vous n'avez sûrement pas envie de m'impatienter, ainsi entendons-nous. Si vous avez des difficultés à vous expliquer sur la loi de l'exportation et que vous trouviez ma demande indiscrète, laissons ce discours et parlons de toute autre chose.

LE CHEVALIER.

Des difficultés! et pourquoi en aurais-je?

LE MARQUIS.

Peut-être des égards.... des considérations... Vous comptez beaucoup des gens en place

au nombre de vos amis.... Au reste, vous auriez tort de craindre : nous sommes entre nous : vous pouvez tout dire. Vous êtes ici en sûreté.

LE CHEVALIER.

Ici et par-tout. On ne pourra jamais me persuader qu'il ne soit pas permis de dire qu'une loi est mauvaise, dans un pays où on a envie d'en faire de bonnes. Si cette envie n'existait pas, je ne dirai rien sur celle qu'on va faire, et je trouverais bonnes toutes celles qu'on a faites, parce qu'elles sont faites. Mais sous un gouvernement doux, auprès de magistrats qui veulent le bien, qui le cherchent et l'adoptent, je crois que tout homme peut, je dis même, que tout homme doit parler. Et vos écrivains n'ont-ils pas dit que les vieilles lois étaient mauvaises? est-ce qu'elles n'étaient pas émanées de la puissance souveraine? Otez de votre tête toute idée d'incertitude; je vous dirai assurément tout ce que je pense. Mais votre habit qu'est-il devenu? Il était superbe; un peu trop jeune pour vous, mais de bon goût.

LE MARQUIS.

Ce n'est donc qu'une simple envie de me faire enrager? Mon habit, je le garde.

LE CHEVALIER.

Je croyais que vous l'aviez ou vendu ou donné.

LE MARQUIS.

Je ne vends point mes habits; et je n'ai point donné celui-ci : je ne l'ai mis que quatre fois tout au plus.

LE CHEVALIER.

Mais il ne vous sert de rien; nous avons un deuil de cour.

LE MARQUIS.

Quel diable de propos! Le deuil va finir, et je compte m'en faire honneur au premier jour de l'an dans mes visites.

LE CHEVALIER.

Vous ne regardez donc pas comme superflu quelque chose dont vous comptez vous servir.

LE MARQUIS.

Non assurément.

LE CHEVALIER.

Mais voyez combien vous êtes mauvais calculateur, vous qui voulez apprendre l'économie politique : il fallait le veudre au commencement du deuil, vous servir de l'argent et ensuite en acheter un autre.

LE MARQUIS.

Je ne fais pas de ces marchés-là ; quand on veut les vendre, on n'en retire rien...... mais rien, vous dis-je.

LE CHEVALIER.

Les fripiers sont donc bien usuriers ?

LE MARQUIS.

Quarante fois plus Juifs que les Juifs. C'est une ligue entre eux ; il n'y a pas moyen de s'en tirer. Le premier y met un prix ; vous en appelleriez cent ensuite, qu'ils mettraient tous au rabais. C'est au moins ce que mes gens m'ont dit.

LE CHEVALIER.

Je sais cela. Mais vous ne faites donç jamais de réforme dans votre garde-robe ?

LE MARQUIS.

Chevalier, plaisanterie à part, avez-vous entrepris d'écrire les chroniques de ma garde-robe ?

LE CHEVALIER.

A-peu-près.

LE MARQUIS.

Écrivez donc que je donne quelquefois de mes habits à mes valets-de-chambre.

LE CHEVALIER.

Des habits neufs ?

LE MARQUIS.

Je ne suis pas si magnifique. Je leur laisse ceux dont je ne compte plus me servir.

LE CHEVALIER.

Parce qu'ils sont fort usés.

LE MARQUIS.

Parce que..... Parce que.....: Parcequ'ils me sont inutiles ; ils en font ce qu'ils veulent, et ils savent en tirer parti.

LE CHEVALIER.

Et si les vers s'y mettent avant qu'ils soient usés ?

LE MARQUIS.

Oh ! pour ceux-là, je vous avoue que je les donne bien à regret.

LE CHEVALIER.

Eh pourquoi ?

LE MARQUIS.

Ceci est une affaire de politique relative à mes principes ; parce qu'il me paraît que c'est récompenser leur fainéantise et leur négligence ; car c'est leur faute si les vers s'y sont mis : s'ils en avaient eu soin, cela ne serait pas arrivé ; ma garde-robe est bien construite, elle est exposée au nord ; il n'y a ni poële ni cheminée qui en approche ; aussi je

les gronde, mais je les gronde très-fort : je menace de les renvoyer, ce que je n'ai cependant jamais fait.

LE CHEVALIER.

Et enfin vous leur donnez ces habits ?

LE MARQUIS.

Eh ! sans doute, que voulez-vous faire ?...... Ah ça, êtes-vous satisfait ?

LE CHEVALIER.

Avez-vous beaucoup d'habits ?

LE MARQUIS.

Oui, j'en ai plus qu'il ne m'en faut. J'aime à en changer souvent. C'est un goût de jeunesse, me direz-vous ; mais je vous avouerai que je vieillis à regret.

LE CHEVALIER.

Vous n'êtes pas le seul. Ainsi nous le verrons cet habit brodé.

LE MARQUIS.

En avez-vous encore pour long-tems de ce chien d'interrogatoire qui me désespère ?

LE CHEVALIER.

Oh non, cela est fini. J'ai sû tout ce que je voulais savoir.

LE MARQUIS.

Dieu soit loué! C'est donc à mon tour à présent d'interroger.

LE CHEVALIER.

Oui.

LE MARQUIS.

Cet édit de mil sept cent soixante-quatre sur la libre exportation, le trouvez-vous bon ou mauvais?

LE CHEVALIER.

Je suis en tout de votre avis.

LE MARQUIS.

Autre espèce de torture. Mais si je n'ai aucun avis? Si je n'y ai jamais réfléchi?

LE CHEVALIER.

Pardonnez-moi, vous venez de nous le dire.

LE

LE MARQUIS.

Moi ?

LE CHEVALIER.

Vous nous avez dit que vous ne regardiez pas comme superflu ce qui pouvait vous servir encore... que vous ne regardiez comme tel, que ce qui ne devait pas vous être nécessaire selon le cours régulier des probabilités humaines. Vous nous avez dit que c'était un très-mauvais marché que de vendre un effet inutile pour l'instant, et de le racheter un peu de tems après; qu'il fallait se garder des gens qui n'achètent que pour revendre, et qui ne vendent que pour acheter; qu'il y avait une ligue entre eux, pour acheter toujours au plus bas prix et vendre toujours au plus haut prix possible; qu'il valait mieux garder ses effets; que si l'on vous disait que l'effet en question n'est pas de garde, qu'il se gâte, que les vers s'y mettent, vous attribueriez ce déchet à la négligence et au défaut de soin des gardiens plutôt qu'à la nature, sur-tout ayant pris les précautions nécessaires dans la construction de l'édifice destiné à la conservation de ces

effets, et que vous ne voudriez pas récompenser cette négligence et l'encourager; que vous voudriez même la punir, quoique à la fin il fallait bien se résoudre à tirer d'un effet un profit quelconque, plutôt que de le laisser gâter entièrement. Vous avez dit en outre que vous aimiez à jouir d'une sorte d'abondance plutôt que de vous réduire au plus précis nécessaire; que c'est un goût en vous qui tient à la magnificence sans approcher de la folie, et que c'est une espèce d'habitude qui pourtant vous fait plaisir et que vous quitteriez à regret. Vous avez donc tout dit, et il ne me reste qu'à souscrire à vos sages décisions. Voyez si la loi de 64 s'accorde avec vous, ou si elle y est diamétralement opposée.... et jugez.

LE MARQUIS.

Ah le traître! se cacher dans ma garde-robe! C'est un guet-à-pend.... un guet-à-pend dans les formes. Se glisser tout doucement chez moi sous prétexte de voir mes habits; et puis, sans que je m'en aperçoive, faire ensorte que ce soit moi qui ait critiqué une loi dont je n'ai jamais voulu parler! A-t-on jamais vu une pareille perfidie?

LE CHEVALIER

C'est votre faute : vous m'avez inspiré des frayeurs, des égards, des considérations que je n'avais pas. J'ai cherché à avoir des complices. A présent si on m'accuse d'avoir blâmé la loi, je dirai que c'est vous.

LE MARQUIS.

Moi ? Je n'ai rien dit. C'est vous qui me l'avez fait dire.

LE CHEVALIER.

N'importe, vous n'en serez pas moins coupable.

LE MARQUIS.

Tout ceci est une plaisanterie. Mais sérieusement, monsieur le chevalier, je suis au désespoir. Je croyais l'édit de 64 bon, excellent. Toutes les brochures qui l'ont précédé et suivi m'en avaient persuadé ; mon cœur était gai et mon esprit en repos. Je ne sais pas trop dans toute cette histoire de friperie et dans cette surprise inattendue où vous m'avez jeté, ce que vous avez dit, ou ce que

vous m'avez fait dire ; je ne l'ai pas encore discuté, approfondi : mais j'entrevois, oui, j'entrevois, à mon grand regret, que la loi pourrait ne pas être bonne, ou être du moins imparfaite. Si cela est, nous sommes perdus. En vérité, j'en ai le cœur serré de chagrin.

LE CHEVALIER.

Vous vous désespérez trop tôt. Perdus? et pourquoi ?

LE MARQUIS.

Parce que nous n'en aurons jamais d'autres. Vous ne connaissez pas les Français. C'est une nation vive, impatiente, capable des choses les plus difficiles, les plus hardies, les plus grandes, les plus fortes ; mais incapable de s'ennuyer. Avec eux il faut rencontrer juste du premier coup ou ne plus y songer. La révolution est faite à présent ; on en a parlé tant et tant. En reprendre le discours serait une chose insupportable. Qui voulez-vous qui lise la moindre brochure sur un sujet épuisé ?

LE CHEVALIER.

Et qui n'est pas encore effleuré.

LE MARQUIS.

Cela peut être; mais on en a déjà tant parlé. L'ennui...... l'ennui. L'idée seule d'être obligé à recommencer effraye : ainsi voilà qui est fait; je n'y songe plus.

LE CHEVALIER.

J'avais raison de dire que vous désespériez trop tôt. Monsieur le marquis, y pensez-vous? Manger du pain ou ne pas en manger n'est pas une affaire de goût, de caprice, ni de luxe; c'est une nécessité de tous les siècles et de tous les âges. De deux choses l'une; la loi est bonne, ou elle est mauvaise. Si elle est bonne, on n'en parlera pas; tant mieux, preuve qu'elle produit de bons effets : les hommes, lorsqu'ils se trouvent bien, deviennent taciturnes. Si elle est mauvaise, elle produira de mauvais effets; la dispute recommencera avec la plus grande vivacité, et chacun y prendra intérêt, n'en doutez pas. Croyez-vous que de manger de bon pain et à bon marché soit une chose qui puisse passer de mode? Je vais plus loin, et je soutiens qu'à la longue tous les pays prennent, en fait de

blé, la législation qui leur convient le mieux. Il est vrai, comme je vous l'ai déjà dit, en parlant de Rome, que l'homme est timide, paresseux, habitudinaire : il se plaît à continuer sur les anciens erremens, sans regarder si l'état des choses est changé. Le bien que le vrai philosophe, le sage peut faire, est d'accélérer le tems des correctious. Il peut épargner à une nation bien des essais, et bien des épreuves qu'elle aurait faites à ses dépens, et aurait souvent payées bien cher. Il voit, il calcule le bien, l'utile, l'à-propos, et il l'indique. Peut-être la nature seule abandonnée à ses propres forces, les différens essais, les erreurs commises, le mal qui en résulterait, apprendraient autant que les sages; mais cette connaissance arriverait peut-être trop tard. Le vrai philosophe politique n'est en substance que le médecin d'un état. Les bons médecins ne guérissent pas, mais ils hâtent la guérison; ils aident la nature.

LE MARQUIS.

Tout cela est bel et bon..... vous voulez me rendre le courage; mais je suis abattu. Vous ne savez donc pas combien il en coûte à la nature humaine pour se rétracter?

LE CHEVALIER.

Je vous parle franchement. La loi de 64 telle qu'elle est, est une des plus glorieuses choses que l'on ait jamais faite : elle mérite de faire époque dans notre siècle. C'est une de ces lois rares que la seule vue du bien public a dictée entre le souverain et le peuple, un acte de confiance réciproque qui n'a pas d'exemple. On a voulu le bien et on l'a voulu avec cette force, ce courage, ce zèle qui est si rare. Les écrivains l'ont indiqué ; on les a crus experts, parce qu'ils en avaient le maintien et l'assurance, et que d'ailleurs ils étaient universellement reconnus honnêtes gens et voulant le bien. On a fait ce qu'ils ont dit. Un désir si vif du bien public n'a pu certainement s'allumer que dans des cœurs honnêtes ; et ceux qui ont eu le courage de faire la loi, ont à coup sûr l'âme ferme, sage et vertueuse. Or je pars de-là ; s'ils sont sages et vertueux, ils sont bons philosophes ; et la bonne philosophie commence par douter et ne finit jamais par s'obstiner.

LE MARQUIS.

Je veux voir jusqu'où peut aller la magie de votre discours pour changer le blanc en noir. Comment diable voulez-vous qu'on rétracte une loi faite avec examen, discussion, revêtue de toutes les formalités et reçue avec applaudissement de tous les corps les plus respectables de l'état, sans compter les deux mille brochures, qui nous ont assommés de son apologie?

LE CHEVALIER.

Ce n'est que cela qui vous tient? Eh bien, je vous promets que le jour où quelqu'un qui entendra la matière, aura démontré les défauts de la loi, vous entendrez dire primo aux écrivains, que ce que l'on a fait n'est point du tout ce qu'ils avaient proposé.

LE MARQUIS.

Ceci pourra bien être, je l'avoue; ils le disent déjà. Ils s'écrient dans leurs dernières brochures qu'on n'a rien fait de ce qu'ils voulaient.

LE CHEVALIER.

Secundo. Ceux qui ont fait la loi diront qu'ils ont cédé à l'importunité publique. La pureté de leur intention est incontestable; ainsi leur honneur est à l'abri. Les corps respectables qui y ont applaudi diront qu'ils ont rendu témoignage d'un succès; d'ailleurs qu'ils n'ont parlé que des heureux effets de la libre circulation : et comme il y a une différence immense entre la libre circulation et l'exportation, quoiqu'on les ait toujours confondues, on n'aura rien en effet à leur reprocher; ainsi voilà tout le monde d'accord.

LE MARQUIS.

Avez-vous tout dit?

LE CHEVALIER.

Oui.

LE MARQUIS.

Eh bien! je ne suis pas encore persuadé. Je vous dis qu'on n'en fera pas d'autre.

LE CHEVALIER.

Cela peut être. Mais savez-vous pourquoi

on n'en fera pas d'autre? Ce n'est par aucune de vos raisons; mais c'est que pour faire changer une loi qu'on démontre mauvaise, il faut dire et montrer en même-tems quelle est la bonne. Voilà ce qu'il faut faire.

LE MARQUIS.

A merveille, monsieur le chevalier, je vous entends. Vous voudriez à présent me dire la loi qu'il fallait faire, et moi je n'ai plus d'envie de vous écouter sur cette matière.

LE CHEVALIER.

Il le faut. Jusqu'à présent j'ai parlé malgré moi, parce que vous avez voulu m'entendre; à présent vous devez m'écouter parce que je veux parler. Mon honneur est compromis. Il ne m'est pas permis de dire qu'une loi est défectueuse, si je ne le prouve; et je ne dois point blâmer une loi, si je n'en indique une meilleure. Quiconque ne sait que médire et critiquer est un sot; il est le plus misérable des hommes: car rien n'est parfait dans ce monde, et tout est bon, jusqu'à ce que l'on connaisse le mieux. Ainsi, monsieur le marquis, reprenez courage et patience, et je vous donne rendez-vous à huitaine.

LE MARQUIS.

J'y viendrai sans faute........ mais nous parlerons d'autre chose.

LE CHEVALIER.

C'est à savoir.

CINQUIEME DIALOGUE.

M. LE MARQUIS DE ROQUEMAURE

ET

M. LE CHEVALIER DE ZANOBI

ENSUITE

M. LE PRÉSIDENT DE *** P. DU P. DE B.

Le 2 décembre avant le dîner.

LE CHEVALIER.

Eh bien, mon cher marquis, avez-vous repris courage?

LE MARQUIS.

J'ai fait ce que j'ai pu : mais s'il faut vous avouer le vrai, je n'y ai pas réussi. J'ai relu mes brochures ; j'ai causé ; j'ai réfléchi ; le tout pour exciter ma curiosité et pouvoir vous écouter avec intérêt.....

LE CHEVALIER.

Eh bien?

LE MARQUIS.

Eh bien.... je suis resté dans le vide du désespoir; ce que j'ai fait de mieux pour vous plaire, c'est de vous procurer un nouvel auditeur. J'ai rencontré dans une maison le président de..... Vous le connaissez un peu, à ce que je crois. C'est un jeune magistrat, mais du plus grand mérite, une bonne tête sans opiniâtreté, sans préjugés, un cœur excellent. Il aime à s'instruire, il parle peu; mais il sait écouter. Je lui ai rendu compte de tout ce que vous m'avez dit, autant que je pouvais m'en souvenir; en un mot, je lui ai inspiré le plus grand désir de vous entendre. Je lui ai donné rendez-vous ici : il ne tardera pas à venir et je vous mettrai aux prises avec lui. Quant à moi, j'écouterai volontiers, et cela voudra peut-être mieux.

LE CHEVALIER.

Comment? Vous voudriez presque me faire croire que j'avais trop d'avantage sur vous?

LE MARQUIS.

Il y a long-tems que vous le savez ; mais voici le président.

LE CHEVALIER.

Monsieur le marquis vient de m'instruire, monsieur, du motif qui vous amène; il est si flatteur pour moi, que vous me permettrez de vous en faire mes remercîmens.

L'E MARQUIS *au Président.*

Monsieur, je lui ai tout dit. Il sait que vous prendrez ma place, et il verra qu'il a à faire à forte partie. En vérité il avait trop beau jeu avec moi.

LE PRÉSIDENT.

Il ne l'aura pas moins. Mon âge, mon peu d'expérience, mes occupations, les devoirs de mon état me rendent encore bien novice dans la grande science de l'administration ; et le peu que j'ai lu sur cette matière n'a servi jusqu'à présent qu'à m'apprendre, que les ouvrages qui en iustruirout les hommes sont encore à faire.

LE CHEVALIER.

Comme je ne lis que très-peu ou point du tout, je ne saurais vous dire au juste ce qu'il y a de bien fait. J'avoue que j'ai lu la *Théorie de l'impôt*, qui m'a paru un excellent ouvrage: il m'a beaucoup appris, et je sens que ce que vous dites, monsieur, doit être vrai; car ce livre n'a pas eu un grand succès. Peu de gens l'ont entendu; personne n'en a profité.

LE MARQUIS.

Vous faites donc cas de la *Théorie de l'impôt*? Il m'a paru si obsur, que je n'y ai presque rien compris.

LE CHEVALIER.

Je n'en adopte pas toutes les idées; mais il y en a de bien vraies et de bien profondes.

LE MARQUIS.

Mais savez-vous que l'auteur est ami de ces écrivains dont vous dites tant de mal?

LE CHEVALIER.

Cela se peut. Je crois vous avoir dit que

je n'ai lu aucune des brochures qu'on a publiées sur la question du commerce des blés. J'étais absent lorsqu'elles ont paru ; et vous savez qu'à Paris les nouveaux livres sont comme les oiseaux de passage, il faut les prendre dans leur saison : un mois plus tard on ne les voit plus dans les champs. Vous savez que je n'en ai parlé que d'après vous ; mais je connais plusieurs de leurs auteurs, et je défie qu'on puisse trouver de plus honnêtes gens ; et si l'auteur de la *Théorie de l'impôt* les a choisis pour amis, il ne pouvait mieux faire : cela est très-naturel ; les honnêtes gens se cherchent.

LE PRÉSIDENT.

Vous lisez donc bien peu, monsieur le chevalier ?

LE CHEVALIER.

Presque point.

LE PRÉSIDENT.

Mais lorsque vous lisez, quelle est votre lecture favorite ?

LE CHEVALIER.

L'almanach royal.

LE MARQUIS, *à part.*

Toujours le même! Il ne cessera jamais de plaisanter.

LE CHEVALIER.

C'est le livre le plus rempli de faits et de vérités. Tous ceux qui sont de ce genre me font plaisir : en prose tout le reste me paraît superflu; j'aime mieux réfléchir : je dis en prose, car les vers sur toute espèce de matière me font plaisir, et je ne suis pas difficile. Je ne condamne pas les poëtes à rimer et à raisonner en même-tems. *Nemo duplici pœna puniendus est.....* vous le savez, monsieur le président.

LE PRÉSIDENT.

C'est un axiome du droit Romain : on ne l'observe plus à la rigueur, ni au palais ni au Parnasse. Les poëtes aujourd'hui se condamnent eux-mêmes à raisonner.

LE CHEVALIER.

Il faudrait, par une bonne sentence, les en relever; le public et eux y gagneraient beaucoup.

LE PRÉSIDENT, *au Chevalier.*

Mais il me semble qu'aimant si fort à méditer, les ouvrages de philosophie, ou d'un penseur profond sur quelque matière que ce soit, devraient vous faire plaisir, ne fût-ce que pour vous exciter à réfléchir.

LE CHEVALIER.

Ils me causent un double travail. D'après des faits connus, une vérité est bientôt trouvée : mais si je lis un penseur qui se trompe, il faut que je cherche et que je découvre l'endroit précis où il s'est égaré.... le *gîte* du paralogisme. C'est une pénible chasse au moins. Je suis encore plus cruel avec moi-même; car, ne pouvant jamais me persuader qu'un homme se trompe sans qu'il y ait quelque cause qui l'induise en erreur, je vais recherchant cette cause (recherche instructive mais fatiguante); j'ai quelquefois le bonheur de la

trouver, et même, j'ose le dire, à force d'exercice je suis devenu assez adroit à cette chasse: je connais, pour ainsi dire, toutes les tanières d'où sortent les erreurs, car elles ne sont pas en grand nombre.

LE PRÉSIDENT.

Je vous prie de m'en indiquer quelques-unes.

LE CHEVALIER.

Ce sont toujours ou les mœurs ou les idées du siècle dans lequel a vécu l'auteur, le ton dominant des beaux esprits d'alors, quelque écrivain célèbre qui aura maîtrisé son siècle, etc. Mais la grande source des erreurs, celle dans laquelle tous les hommes tombent plus ou moins, celle dont on ne se garantit point, c'est l'habitude de généraliser une idée particulière. On s'en aperçoit d'autant moins que c'est une faute à demi. L'idée est vrai dans quelque cas ou dans quelques circonstances particulières; le seul tort est de la généraliser. Montesquieu, le grand Montesquieu n'a fait que des fautes de ce genre: heureux à découvrir les idées les plus fines, les rap-

ports les plus délicats, il a bien vu ce qu'il a vu dans un objet particulier dont il était fortement affecté en le méditant; mais ensuite il l'a généralisé.

LE MARQUIS.

Monsieur le chevalier, quelle opinion avez-vous de l'*Esprit des loix*? quel cas en faites-vous?

LE CHEVALIER.

Il me paraît le meilleur livre que nous ayons dans son genre.

LE MARQUIS.

Dans son genre! comment dans son genre?

LE CHEVALIER.

Parce qu'un homme pourrait dire qu'il aime mieux un bon pâté du Périgueux que tout le livre de Montesquieu, et il aurait peut-être raison: du moins ce serait son goût, et ce goût ne ferait aucun tort à l'Esprit des lois. La comparaison doit être entre choses de même genre et comparables entre elles.

LE MARQUIS.

Oui, j'entends bien ; mais, raillerie à part, est-ce qu'un homme pourrait sérieusement mépriser l'*Esprit des loix ?*

LE CHEVALIER.

Oui, très-assurément.

LE MARQUIS.

Je n'entends pas cela.

LE PRÉSIDENT.

Ni moi non plus.

LE CHEVALIER.

Cela est pourtant très-aisé à comprendre. Examinez le genre d'études de Montesquieu et de ceux de sa classe, que vous me permettrez d'appeler métaphysiciens, quoique ce nom soit peut-être impropre, mais il est adopté. Leur travail est un vrai travail de marqueterie, ou, si voulez, une mosaïque. Il consiste à rassembler une infinité de petits morceaux détachés qu'ils ne doivent avoir ni fabriqués ni altérés, mais qui sont existans,

vrais, tels enfin que la nature les donne. De ces parties artistement collées, arrangées, nuancées, il en résulte un grand tableau et un spectacle nouveau, quoique fait en entier de pièces qui étaient éparpillées. La peine de la recherche des matériaux, leur vérité naturelle, la grandeur de l'ouvrage, l'ensemble, la symétrie, l'ordre, l'effet, l'exactitude des jonctions, la beauté des nuances et des dégradations, font tout le mérite et tout le prix de ce travail; et parmi les ouvrages que nous avons de ce genre, il n'en est point de plus vaste et où l'on ait fait entrer plus de matériaux que dans celui que Montesquieu a osé entreprendre. Or il est presqu'impossible que ce genre d'ouvrage soit applaudi des poëtes.

LE MARQUIS.

Pourquoi?

LE CHEVALIER.

Parce que le travail du poëte est dans un genre diamétralement opposé. Le poëte est un fondeur de statues; il crée, il invente; son ouvrage n'a de mérite qu'autant qu'il est d'un seul jet et moulé d'une seule fonte; point de

morceaux collés, appliqués, soudés : un certain désordre dans la composition, un peu de négligence dans le poli, loin de lui faire tort, l'embellissent. Ainsi le poëte ne trouve rien à admirer dans le métaphysicien, ni le métaphysicien dans le poëte. Le poëte lui dira toujours, vous n'avez rien imaginé..... et l'autre lui répondra, vous ne m'avez rien prouvé.

LE MARQUIS.

Mais s'il y avait un métaphysicien qui fût poëte en même-tems, qu'en diriez-vous ?

LE CHEVALIER.

Qu'on ne manquera pas de croire qu'il se contredit souvent.

LE MARQUIS.

Qu'il se contredit ?

LE CHEVALIER.

Oui, on le dira : et je ne l'estimerai pas moins. Ces contradictions apparentes ne doivent pas lui faire plus de tort que les phases à la lune. Cet astre est toujours le même malgré

les divers aspects qu'il nous présente. Pour contenter tout le monde, le métaphysicien poëte devrait imprimer l'almanach des jours où il était poëte, et celui des jours où il était métaphysicien: mais plaisanterie à part, j'admirerai toujours celui en qui la nature voulant se jouer et nous étaler toute l'étendue de ses forces, a réuni deux êtres très-rares et très-précieux, pour en faire un de la dernière rareté.

LE MARQUIS.

Ah! pour cette fois il faut que je vous embrasse, malgré les chagrins que vous m'avez causés; il le faut, vous le méritez.

LE CHEVALIER.

Eh! vous m'étouffez.

LE MARQUIS.

N'importe: vous ne savez pas le plaisir que vous m'avez fait. Si vous saviez ce que vous avez dit?

LE CHEVALIER.

Qu'est-ce que j'ai dit?

LE MARQUIS.

Ah, si vous le saviez! vous sauriez que vous avez dit bien des choses. Mais laissons-cela. Le président est ici pour vous entendre parler de pain.

LE CHEVALIER.

Toujours du pain! *Non in solo pane vivit homo.*

LE MARQUIS.

Il est mon second. Je lui ai conté l'aventure de ma garde-robe; il l'a trouvée indigne, et vous devez lui en faire raison.

LE CHEVALIER.

Je suis prêt. Monsieur, nous étions, le marquis et moi, compagnons de voyage; nous nous promenions dans l'Europe, examinant en curieux les différentes administrations convenables à chaque pays en fait de blé. Nous étions arrivés en Flandre et nous avions le projet de faire un tour en Sicile. Brusquement il s'en dégoute, revient en France, et là sans sujet, sans autre préambule, il se met à déchirer à belles dents l'édit de 64.

LE MARQUIS.

Qui, moi ?

LE CHEVALIER.

Laissez-moi achever. Il en dit tout le mal possible. J'ai beau l'avertir, lui faire signe ; marquis, prenez garde, vous avez des amis à ménager.... rien ne l'arrête. Enfin, après s'être bien déchaîné, il s'est mis à soutenir, sans trop savoir pourquoi, qu'encore que cette loi fût imparfaite, on n'en ferait jamais d'autre. Il est vrai que sur ce point je l'ai fait un peu revenir.

LE MARQUIS.

Ah, le monstre! Je me repens de l'avoir embrassé. Monsieur, de tout ce qu'il vient de dire, il n'y a pas un mot de vrai. Personne de nous n'a dit du mal de l'édit; mais je me suis aperçu qu'il en dirait, et lui ne s'en est pas tenu à dire que la loi était imparfaite, mais il s'est engagé à le prouver.

LE PRÉSIDENT.

Au lieu d'être ici pour écouter, je vois qu'il

me faudra reprendre mes fonctions de juge. Voilà deux propositions bien discordantes. Comment découvrir la vérité ?

LE MARQUIS, *en indiquant le Chevalier.*

Donnez-lui la question.

LE PRÉSIDENT.

Elle n'est plus de mode ; les beaux génies la détestent. D'ailleurs, comment savoir lequel des deux il faudrait y appliquer?

LE CHEVALIER.

Tous les deux, c'est le plus sûr.

LE PRÉSIDENT.

Soit, je suivrai votre conseil. Vous aurez mes questions pour torture. La vôtre, marquis, sera de nous écouter sans nous interrompre. Mais je ne puis vous cacher que la loi de la libre exportation, faite en 64, m'a constamment paru une loi aussi sage qu'utile. Le bien qu'en doivent ressentir l'agriculture, le commerce, les manufactures même, m'a paru aussi grand qu'évident. Monsieur le marquis m'a raconté comment vous

lui aviez fait entrevoir, par une espèce d'apologue très-ingénieux à la vérité, que vous alliez être d'un avis contraire. Serait-il possible que l'ancien système, la méthode depuis long-tems adoptée dans l'administration des blés vous parûssent.....

LE CHEVALIER.

Pardonnez-moi si je vous interromps. Cette impolitesse est peut-être moins grande que n'eût été celle de ne pas vous répondre, si je vous avais laissé achever, et c'est là mon excuse. Mais je dois vous prévenir qu'il y a quelques jours que le marquis obstiné voulut me faire parler sur l'administration des blés. Je commencerai d'abord par lui faire remarquer combien l'esprit de cette législation doit varier selon les différentes constitutions des pays. Nous avions observé les pays industrieux qui ont un sol stérile, et nous devions parler des pays agricoles et fertiles. Des considérations sur la nature, le caractère et les différens rapports de cette espèce de pays, sont absolument nécessaires, et je dois m'y arrêter avant de répondre à votre question. Le marquis toujours impatient interrompit le

discours; il faut le reprendre. Peut-être je vais vous dire des choses très-communes: si j'avais lu les livres qui ont paru, je saurais si d'autres ont parlé de ce que je crois important de vous dire, et vous en épargnerais la répétition inutile; mais je l'ignore. Vous me ferez la grace de m'en avertir, et alors je glisserai sur ce qui vous sera connu.

LE PRÉSIDENT.

Comptez que nous vous écouterons avec plaisir, même quand vous diriez ce que d'autres ont dit. La France, quoique aujourd'hui remplie de manufactures de toutes espèces, est, par sa nature, un pays agricole.

LE CHEVALIER.

Cela est vrai.

LE PRÉSIDENT.

Ainsi cet examen me paraît de la plus grande importance. Vous pouvez le commencer.

LE CHEVALIER.

Dites-moi, monsieur le président, avez-

vous jamais examiné de près ce que c'est qu'un peuple agricole ?

LE PRÉSIDENT.

Je ne sais trop.

LE CHEVALIER.

Eh bien ! je vais vous le dire; et ne vous étonnez pas. C'est une nation de joueurs.

LE PRÉSIDENT.

Une nation de joueurs ? Ce peu de mots excite une telle foule d'idées dans ma tête, que je ne saurais vous répondre ni oui, ni non. Il faut y réfléchir.

LE MARQUIS.

Ah ! monsieur le président, ne vous y fiez pas. C'est la malice ordinaire du chevalier. Il a comme cela des idées toutes neuves, fort étranges, inouies, par lesquelles il surprend et attaque son homme : il a, pour ainsi dire, des lanternes sourdes sous son manteau; il les découvre subitement, il vous les tourne aux yeux, il vous éblouit, et pendant que vous êtes occupé à vous reconnaî-

tre, il gagne bien du chemin, il avance proposition sur proposition; théorême sur théorême, et vous vous trouvez enveloppé avant que de vous en être aperçu.

LE CHEVALIER.

Marquis, vous ne deviez pas parler.

LE MARQUIS.

Cela est vrai; mais il n'a jamais été défendu à quelqu'un qui est à la question de révéler un secret utile à son juge.

LE CHEVALIER.

Pour cette fois vous avez raison; mais, puisque vous vous défiez si fort de moi, je vous ôterai tout soupçon de surprise; je vous laisserai tout le tems d'examiner si ma comparaison est juste. Avez-vous connu des joueurs dans votre vie?

LE MARQUIS.

Belle demande! Et dans ma jeunesse?..... et à l'armée?.... Si je vous disais que j'ai été joueur moi-même, mais si malheureux, si malheureux!.... j'en suis corrigé, je ne joue plus à présent.

LE CHEVALIER.

Eh bien, vous conviendrez avec moi qu'un gros joueur a un caractère qui est le résultat de la vie qu'il mène. Comme il y a une disproportion énorme entre son revenu certain et ce que le jeu peut lui rapporter dans une seule soirée, sa vie n'est qu'un tissu d'espérance et d'incertitude; il ne saurait ni accuser ni calculer quel est son revenu; et quoiqu'il sache très-bien que le jeu a des vicissitudes, il aime à n'en rien croire. Il se plaît à espérer que le gain du lendemain égalera et surpassera même celui du jour ou de la veille. Il prévoit un mois, une année entière de bonheur; il qualifie son espérance de pressentiment; il voit des monts d'or devant lui: cette opinion donne le ton à toute sa conduite; il aime le luxe, le faste et il a les vertus de cet état; il est généreux, honorable, courageux. Arrive-t-il un revers? il emprunte à gros intérêts; engage ses bijoux; il paye comme il peut et n'est point occupé du choix des moyens. Il ne se refuse jamais rien, hormis le nécessaire: sa maison annonce d'un côté la richesse, de l'autre le défaut d'argent, et

en

en tout le désordre. S'il a du bonheur, il commence par satisfaire ses caprices; et le dernier de ses soins est de dégager ses effets, parce qu'il compte qu'une autre soirée de bonheur lui en fournira les moyens. Il est souvent gai, jamais content; il est vivement paresseux, c'est-à-dire, qu'il a toujours de vastes projets qu'il n'achève pas, soit faute de tems, soit faute de moyens, ou peut-être parce qu'il n'est jamais dans une assiette tranquille.

LE MARQUIS.

Ce portrait est ressemblant, je l'avoue.

LE CHEVALIER.

Il n'est pas achevé. Un joueur veut paraître esprit fort; il l'est même quelquefois sur certains points; mais quoiqu'il fasse, un penchant invincible l'entraîne à croire à ce que vous appelez guignon. Il parvient même quelquefois à être ridicule sur ce point.

LE PRÉSIDENT.

Cela est très-vrai; mais en trouvez-vous la raison?

LE CHEVALIER.

Elle est aisée à trouver. La science, les forces, les moyens de l'esprit humain ne suffisent pas pour nous mettre à l'abri du sort. Un joueur est exposé au hazard, il n'en voit ni les lois, ni la marche; ainsi lorsque tout son savoir est épuisé et qu'il a tout mis en œuvre, il faut encore qu'il attende d'un cœur incertain et palpitant le sort de l'événement. Dans cet état d'hésitation, son ame est fortement occupée, et son esprit n'a rien à faire. Il ne saurait penser à autre chose, et il ne lui reste plus rien à penser sur celle qui l'occupe. Alors son ame se promène dans le vide, rencontre des combinaisons fortuites, les remarque, s'y fixe et croit y trouver une liaison constante; et comme l'objet dont il est occupé est important, il ne veut rien négliger. Il n'y croit pas trop; mais, malgré cela, il le fait pour s'épargner des regrets. Imaginer des rapports entre deux choses qui n'en ont aucun, est la définition de la crédulité, et du guignon. C'est le genre et l'espèce.

LE MARQUIS.

Cela est, ma foi, très-beau et très-juste; le croiriez-vous, chevalier ? j'ai eu long-tems la manie de croire que ma tabatière sur la table me faisait perdre au quinze; je savais que c'était une folie; mais pour rien au monde je ne l'aurais pas tirée de ma poche.

LE CHEVALIER.

Voyons à présent quelle est la fin d'un joueur ?

LE MARQUIS.

Oh! je le sais, à l'hôpital les trois quarts.

LE CHEVALIER.

Pas tous. Ceux qui, au milieu de la passion du jeu, conservent assez de sang-froid et de prévoyance pour se souvenir que rien n'est moins capricieux que le hazard ni moins fortuit que la fortune, qu'elle a une marche et un retour constant, ne règlent pas leur dépense sur le gain d'une soirée. Ils épargnent, placent leur profit, augmentent leur revenu fixe, en destinent une somme réservée

pour les revers du jeu. Ils évitent sur-tout d'emprunter, ou de vendre pour payer, et à mesure qu'ils ont assurés en bonnes rentes le profit d'un moment heureux, ils diminuent leur jeu. Ceux-ci font quelquefois une fortune brillante et solide.

LE MARQUIS.

Il y en a bien peu.

LE CHEVALIER.

J'en conviens. La plupart des joueurs suivent la route contraire; leur début est souvent heureux ou du moins balancé, et rien ne paraît annoncer la catastrophe qui les attend. Mais, comme dans le gain ils dépensent follement, dans la perte ils empruntent encore plus follement. A la longue ils sont ruinés; ils croyent avoir été malheureux et avoir plus souvent perdu que gagné; mais le vice et l'inégalité qu'ils attribuent à la marche irrégulière des hazards et des combinaisons sont tout entiers dans l'emploi qu'ils ont fait de leur argent. Enfin, réduits à la misère, incapables d'aucun métier, ayant vécus trop noblement et avec des idées trop vastes pour s'assujettir à

la peine d'un gain modique et sûr, ils vont ensevelir les restes d'une vie languissante dans l'oubli d'une province, laissant leurs enfans en proie à la servitude et à la pauvreté.

LE MARQUIS.

J'ai vu les enfans d'un joueur servir chez l'intendant de feu leur père; aiusi voilà qui est bien, chevalier; vous avez peint les joueurs à merveille, mais à quel propos?

LE CHEVALIER.

A propos de notre discours. Trouvez-vous ma peiuture ressemblante à celle d'une nation purement agricole?

LE MARQUIS.

Point du tout.

LE CHEVALIER.

Et vous, monsieur le président?

LE PRÉSIDENT.

Je n'ai pas vu de mes yeux de pays purement agricoles; mais, s'il faut vous avouer la vérité, d'après les principes sur l'importance

de l'agriculture que plusieurs écrivains ont bien établis, le tableau que je m'en faisais est fort différent du vôtre. Je croyais qu'un pays agricole était un pays heureux, que la paresse, l'oisiveté, le luxe en étaient bannis; qu'une grande frugalité y entretenait l'égalité des conditions; que les mœurs y étaient plus pures, la vertu plus solide; que la terre, mère tendre et reconnaissante, répondant aux vœux et aux travaux des cultivateurs, augmentait leur richesse réelle, favorisait la population, satisfaisait aux besoins, se refusait aux caprices et amenait en conséquence la paix, la gaieté, la santé, l'abondance.

LE CHEVALIER

Votre description m'a fait plaisir; elle me rajeunit. La poésie est la passion de la jeunesse. Mais écoutez le vieillard à présent qui va effacer la belle et douce illusion, le coloris frais et riant du roman, et peindre la triste et presque toujours vilaine vérité. Vous n'avez pas vu de pays agricoles; vos écrivains n'en ont pas vu non plus, et votre description ne ressemble pas plus à la vérité que les bergers enrubanés, Hylas et Philène ne res-

semblent à nos sales gardiens de moutons. Moi j'ai vu ces pays ; que dis-je vu ? Malheureusement j'y suis né, et je n'ai, dans mes vieux ans, d'autre consolation que d'espérer dans la vertu nos souverains que le ciel vient d'accorder à l'Italie, qu'ils changeront enfin sa qualité actuelle de pays agricole, et lui feront reprendre son ancien état de pays manufacturier. Vous conviendrez d'abord qu'un agriculteur est un vrai joueur, et un gros joueur. Je lui vois prendre des rouleaux de louis, prix de la semence, du labour, du travail, et les jeter sur un champ de terre contre les élémens et les saisons qui tiennent la banque. L'homme est toujours le même; ses vertus, ses vices, ses passions tiennent à son physique ; il serait impossible, après cela, qu'un agriculteur ne ressemblât pas à un joueur.

LE PRÉSIDENT.

Cela ne me paraît pas si évident.

LE CHEVALIER.

Prenez garde que ce jeu est long. Il n'y a qu'une chance de hazard par année. En le comparant à un jeu de pharaon, la taille

ne finirait qu'en vingt-six ans, et vous savez qu'une ou deux tailles ne décident pas du sort de la soirée. Aussi il est très-vrai que vous ne remarquerez pas dans un pays agricole tous les effets que je vous indique au bout de trente ou quarante ans; mais prenez-le au bout de trois siècles, et vous verrez ce qu'il est devenu. Voulez vous que j'en fasse l'histoire et le tableau ? les voici. Les commencemens d'un peuple agricole sont assez heureux; nouvellement établi dans un pays inculte et par conséquent très-fécond, il prospère; sa population augmente; les secours mutuels cimentés d'une amitié cordiale entre les colonistes multiplient les ressources; les mœurs simples et austères, l'endurcissement au travail, une férocité guerrière conservent la liberté, quelque forme que puisse avoir son gouvernement. Voilà la première époque du joueur; mais le caractère mâle et belliqueux des peuples enfante des guerres, soit intestines soit étrangères. La guerre est le luxe des nations. L'état commence alors à décliner; la jeunesse robuste une fois élaguée par la guerre, la culture dégénère, la disette paraît; alors il faut avoir recours à ses voisins. Le commerce com-

mence, mais un commerce en perte; l'argent sort, l'état s'épuise; la dette nationale prend sa naissance. Aucune manufacture (puisque la nation ne s'y est pas adonnée) ne saurait payer l'achat de la subsistance dans ces années de disette; il faut donc acheter à crédit et payer l'intérêt de ce crédit; ainsi l'ordre et l'harmonie de tout le corps commencent à s'altérer. Les droits essentiels de la souveraineté sont engagés, aliénés, usurpés; l'inégalité des conditions s'établit; voilà la seconde époque du joueur endetté; mais l'espérance luit encore; une suite de bonnes récoltes paraît pouvoir relever l'état, une mauvaise le replonge dans de nouveaux embarras. A cette époque le commerce ayant ouvert les portes à l'étranger industrieux, il vient par de nouveaux objets tenter la cupidité naturelle à l'homme. Il fait naître de nouveaux besoins, de nouveaux désirs, il corrompt les mœurs de l'agricole avant que de les avoir adoucies. Le goût des fêtes et de la magnificence germe alors, pour la première fois, dans le cœur des plus puissans; ils veulent avoir du luxe chez eux avant que d'y avoir établi les arts; ils oppriment le faible pour se satisfaire. Ne

connaissant pas le prix des ouvrages des arts qui leur sont inconnus, tout leur paraît merveilleux, précieux; ils payent les manufactures étrangères à un prix exorbitant. L'étranger en profite, il trompe les grands sur les ventes, et fraude les petits sur les prêts à usure. L'argent se resserre et disparaît; la culture en souffre, les impôts augmentent et le revenu national diminue. L'état touche à sa perte; enfin le mal est au comble. Le peuple, grand connaisseur des effets et mauvais juge des causes, attribue sa misère à l'abus du pouvoir des grands, et appelle le despotisme à son secours. Voilà la dernière époque; réduit à ce point le peuple agricole, conserve encore les vertus de son caractère primitif; il est bon, généreux, hospitalier, brave, franc, sensible à l'honneur, mais il est engourdi par le malheur, et paresseux par incertitude ou par défaut de moyens. L'argent sans mouvement est resserré, ou dans les mains-mortes, ou dans les mains des seigneurs, ou dans celles d'un petit nombre de commerçans; ceux-ci y sont haïs et méprisés; mais ils prêtent l'argent à gros intérêts et cela les console. Vous les verrez toujours étrangers, souvent même d'une

autre religion, juifs, arméniens, grecs, hérétiques, etc. Ils forment une société et une nation à part, objet de haine pour le peuple et de persécution pour les seigneurs; ce sont des sangsues dont on ne retire le sang qu'en les hachant par morceaux. C'est par ces cruautés que, chez des peuples d'ailleurs vertueux et bons, la politique croit rétablir la circulation de l'argent. Les manufactures, l'industrie et toute espèce de gain petit et certain, inconnue au peuple agricole, est par lui regardée comme ignoble. L'agriculteur se croit noble, aime la guerre, la chasse, la galanterie, le faste extérieur, la sobriété domestique, mais jamais la propreté, jamais d'ordre ni d'ensemble. Dépourvu d'argent, il cultive mal, vend avec précipitation, et ne retire pas d'une heureuse récolte le profit qu'il en pourrait tirer. On voit chez ces peuples des entreprises d'édifices très-vastes rarement achevés, et tout à côté des objets de misère; rien de soigné, rien d'aligné, point d'ordre; les bâtimens de luxe y sont préférés aux plus utiles. Le gouvernement se trouve à la fin monté sur le ton de la nature du pays; les pertes continuelles, l'endettement de l'état,

ont produit d'abord l'épuisement de l'argent. On a voulu payer en nature, on a aliéné tout le domaine; je n'entends point par domaine des terres et des châteaux; j'entends le droit précieux et inaliénable de gouverner les hommes, de les commander en tems de guerre, de les juger en tems de paix, et d'en retirer des impôts. Voilà l'origine des fiefs, des droits domaniaux, des dîmes ecclésiastiques et seigneuriales ; voilà la naissance, ou de l'anarchie que vous pourrez autrement appeler le gouvernement féodal, ou du despotisme. Ce dernier ne s'accommode que de l'agriculteur ; car l'agriculteur est collé à sa terre ; il ne peut pas l'emporter avec lui, et s'il s'en va, n'ayant connaissance d'aucun métier, il ne lui reste aucun moyen pour vivre, ainsi il faut qu'il demeure et qu'il souffre. Le manufacturier ne se laisse pas fouler; il s'en va et emporte avec lui ses mains qui sont sa terre et son trésor. La superstition enfin s'engendre chez un peuple qui vit toujours dans l'incertitude d'un succès de récoltes, au-dessus de tous les efforts de l'homme ; la crainte et l'espérance forment le sol naturel de cette plante qu'on voit faner à l'instant qu'elle est

à l'abri de l'incertitude et des malheurs. Vous n'avez vu aucune époque dans l'histoire de diminution de la superstition qui ne fût en même-tems celle de la perfection des arts; et si vous exceptez le peuple Romain qui a été en tout une exception de toutes les règles, vous n'aurez aucun exemple de pays libres où les manufactures n'aient été florissantes.

LE PRÉSIDENT.

Mais cela peut venir de différentes causes.

LE CHEVALIER.

Prenez garde de ne pas confondre les effets et les causes; c'est l'erreur de tous les hommes, et pour l'éviter, croyez que tout ce que vous rencontrerez toujours ensemble est lié par une chaîne nécessaire et que l'un est cause et effet en même-tems de l'autre. Enfin pour achever le tableau, un peuple purement agricole est le plus malheureux des peuples; livré à la servitude, à la superstition et à l'indigence, il cultive d'autant plus mal, que la culture est sa seule occupation, et il souffre d'autant plus les horreurs de la disette, qu'il

n'a que des productions de la terre pour tout bien. Telle est la Turquie, la Pologne et bien d'autres pays de l'Europe qu'il n'est pas nécessaire de vous nommer. Telle a été et serait encore la France, si le grand génie de Colbert n'avait ramené votre nation de la fainéante indigence de l'état agricole et de la féroce anarchie de la chevalerie à la tranquillité de la soumission, au calme de l'aisance et au luxe de l'industrie. C'est lui qui a rendu les Français moins caracolans à la vérité dans les tournois, moins adroits à rompre des lances, mais plus navigateurs sur l'Océan et plus adroits dans les ouvrages des arts et du savoir.

LE PRÉSIDENT.

Les exemples et les faits sont en votre faveur, je l'avoue; mais permettez-moi de vous dire que je ne saurais me résoudre à attribuer la totalité de ces effets fâcheux à l'abandon des arts et des manufactures chez un peuple agricole. Il est vrai que la culture est exposée aux hazards des saisons, et je conviens qu'en cela elle diffère essentiellement des manufactures dont le rapport et le pro-

duit peuvent se regarder comme certains et réglés. Mais il me paraît que, lorsqu'on doit s'attendre aux vicissitudes des saisons, on peut se prémunir et s'assurer du produit constant de ce que nous appelons années communes, avoir par conséquent un fonds destiné à la reproduction, et se mettre par ce moyen à l'abri du sort.

LE CHEVALIER.

Et cela vous paraît simple et aisé à faire?

LE PRÉSIDENT.

Il me le semble.

LE CHEVALIER.

Et cela n'est pas. Rien ne paraît plus simple que de dire que l'homme doit être sage, prévoyant, instruit par son exemple ou par celui des autres, et au fait rien n'est si difficile et si rare à rencontrer. C'est le cas des joueurs sages, et le marquis qui s'y connait, dit qu'il y en a fort peu; il convient que, s'il y en a, ils feront une grande fortune; mais cela même prouve combien ils sont rares, car ils ne feraient pas une grande for-

tune, s'il y en avait beaucoup. Parlez, marquis, ne l'avez-vous pas dit?

LE MARQUIS.

Je ne sais pas à quel propos vous venez m'interpeller. On m'a interdit de parler.

LE CHEVALIER.

Vous avez pu révéler des secrets au juge; vous pourriez rendre témoignage aux parties.

LE MARQUIS.

Et si je voulais me taire?

LE CHEVALIER.

Tout comme il vous plaira; j'en charge votre conscience.

LE MARQUIS.

Oh! puisque la conscience s'en mêle, je parlerai. Président, je ne voulais pas le dire; je vous en ai averti et cela n'a servi de rien; mais en vérité vous êtes pris, le chevalier a raison; oui ma foi il a raison. Au commencement de son discours j'étais de votre avis; ensuite il en a tant dit, qu'il m'a fait faire des

des réflexions et je trouve qu'il a raison. J'ai un fermier dans une de mes terres en Picardie dont la femme et les filles ont une manufacture de toiles; ce fermier me paie toujours bien; il n'y a ni bonnes ni mauvaises années pour lui; le commerce des toiles aide sa ferme; il a toujours quelque argent d'avance; il n'est jamais pressé de vendre, et tout va bien. J'en ai un en Beauce où il n'y a point de manufacture, et en vérité, je ne sais plus comment m'y prendre pour me faire payer. Mon fermier, bon homme au fond, franc et loyal est le plus indolent paresseux et mauvais calculateur qui existe; tous les ans il m'écrit en février que la récolte donne les plus belles espérances; et tous les ans en juin il me mande qu'elle a manquée; il envoye des cierges à une Notre-Dame du voisinage, voilà toutes ses prévoyances; il espère, il est frustré et cela ne lui manque jamais. J'ai beau l'attendre, lui faire des remises, quelquefois des avances, je ne sais comment il s'y prend, mais il se laisse toujours arriérer; mille espèces de contrats, d'engagemens tous ruineux pour lui, lui font perdre le profit d'une bonne récolte. Il vend en herbe, il fait enharrer ses

blés ; il emprunte à gros intérêts, et quand il est le plus proche de sa ruine, il va mettre à l'enchère sur une autre ferme et faire la guerre à son voisin : le chevalier avait raison. La guerre est son luxe ; moins il a de moyens, plus il a d'idées vastes ; il finit par plaider : vous devinez le reste. Ainsi, mon cher président, mettez bas les armes. Il ne faut pas s'attendre à la sagesse d'une multitude d'hommes. Un particulier, un individu peut en avoir ; quant au total, je crois que si le produit régulier et constant d'une manufacture ou de quelques rentes solides ne soutient l'agriculture, il faut à la fin qu'elle culbute. Un agriculteur ressemble alors à un joueur qui doit vivre uniquement du produit du jeu ; il est impossible qu'il s'en tire.

LE CHEVALIER.

Dieu vous le rende, mon cher marquis ; votre vertu m'édifie au dernier point. Je vous ai fait enrager quelquefois et j'en demande pardon à Dieu et à Justice. Vous me rendez à présent le bien pour le mal ; achevez votre ouvrage, et ajoutez à ce que vous venez de dire, qu'on n'a jamais vu et qu'on ne verra

jamais une ville manufacturière dont les environs ne soient parfaitement cultivés, même sur un sol stérile. Un Hollandais me disait que la Hollande est un seigneur dont la mer est le fief et la terre est le jardin. Il emploie le revenu de son fief pour avoir un parc superbe et un très-beau jardin. Vous voyez à Paris M. le D. de B. dont le jardin est un prodige de culture ; ce n'est pas parce que son jardin est bien cultivé qu'il est riche, c'est parce qu'il est riche que son jardin est bien entretenu.

LE PRÉSIDENT.

Je croyais que la cause de l'excellente culture des environs des villes manufacturières était la population même des villes, qui augmente la consommation.

LE CHEVALIER.

Vous n'êtes pas le seul à le croire. Il n'y a presque personne qui ne soit dans cette erreur, mais c'en est une.

LE PRÉSIDENT.

Comment ?

LE CHEVALIER.

Deux exemples frappans vont vous en convaincre, Rome et Madrid. Voilà deux villes de cent soixante mille habitans chacune, deux capitales, deux grandes cours, habitées par de riches personnages. Dans ces deux villes une masse prodigieuse d'argent roule de toutes parts et les campagnes des environs sont de vrais déserts.

LE PRÉSIDENT.

Cela est bien étonnant. Et pourquoi ?

LE CHEVALIER.

Parce qu'il n'y a pas une seule manufacture établie dans ces villes ; mais je dis pas une.

LE PRÉSIDENT.

De grace, expliquez-moi cela plus clairement.

LE CHEVALIER.

Une manufacture peut être exercée par la femme, les filles, les frères, les cousins d'un

fermier; ainsi l'argent qu'elle rapporte reste dans la famille et soutient la culture de sa terre, il sert à faire les avances, à éviter les ventes précipitées en perte; sans emprunter, le fermier se tire d'affaire; mais si l'argent n'est que dans les mains d'un riche consommateur, il est encore trop loin du fermier qui ne saurait ni l'emprunter, ni en faire aucune circulation. Qu'importe aux riches seigneurs d'où ils tireront les agrémens du luxe de la vie, pourvu qu'ils en jouissent? Qu'importe à un cardinal ou à un grand d'Espagne de savoir d'où viennent les bons fruits dont il veut que sa table soit garnie? L'un les tirera de Toscane, de Malthe, de Naples; l'autre de Valence. Le plus ou moins de dépense ne les arrêtera pas. Ainsi l'argent qui s'écoule et tombe des mains du consommateur fait un bond et va encourager un agriculteur; mais Dieu sait où. Vous pouvez donc avoir de grands seigneurs consommateurs, très-riches au milieu d'un peuple pauvre et d'un pays inculte; et si ces exemples ne vous persuadent point, en voici de plus proches, Compiègne et Fontainebleau. Tous les ans la cour y fait dépenser dix millions par les consommateurs les plus

riches de l'Europe. Cela dure depuis des siècles, et je connais peu de pays aussi pauvres et aussi mal cultivés. Il n'y a pas en France de petite ville manufacturière qui ne soit beaucoup plus florissante que ces deux résidences des rois très-chevelus et des rois très-chrétiens; car elles jouissent de cet honneur depuis la première race. Vous voyez donc que cent mille écus qu'une fabrique quelconque ferait entrer dans un pays, y font plus de bien que cinq millions qu'on ferait semblant d'y dépenser; je dis qu'on ferait semblant, car on n'y fait qu'en donner les reçus. Le profit est allé bien loin, et Dieu sait où il s'est arrêté.

LE MARQUIS.

Cela est clair.

LE PRÉSIDENT.

Mais......

LE MARQUIS.

Mon cher président, vous pourriez enfiler des mais et des objections à l'infini, je vous conseille pourtant de vous rendre. Le chevalier est trop fort sur cette thèse.

LE PRÉSIDENT.

Pardonnez-moi, je ne voulais pas faire d'objections, je voulais seulement savoir quelle conséquence monsieur le chevalier voulait tirer de ce qu'il vient de nous prouver.

LE CHEVALIER.

Vous faire sentir l'importance des manufactures, et quel précieux trésor vous avez à garder, puisque le grand Colbert les a données à la France. C'est des manufactures seules que vous pouvez espérer une circulation prompte et égale des richesses, l'extinction des usures et des contrats onéreux pour l'emprunteur, l'égalité du produit total de l'état au milieu de toutes les vicissitudes, l'égalité par conséquent du produit des impôts d'où dérive la force de l'état : toute force qui n'est pas réglée et durable, qui vient par secousses et par boutades, n'est bonne à rien. Ce n'est pas un vent, c'est un ouragan qui met en pièces le moulin et ne le fait pas tourner. De l'industrie des manufactures vous devez attendre la guérison des deux grands maux de l'humanité, la superstition et l'esclavage. Et ces mêmes ma-

nufactures, si importantes à conserver, sont néanmoins très-délicates à manier, car le manufacturier peut s'en aller pendant que l'agriculteur doit rester.

LE PRÉSIDENT.

Ainsi donc, monsieur, vous croyez que tout le bruit qu'on a fait depuis quelque tems sur l'agriculture, vient d'un échauffement de têtes sans fondement.

LE CHEVALIER.

Point du tout. J'ignore en quel état est la France.... Mais, s'il était vrai que l'agriculteur y fût malheureux et opprimé, on a bien fait et très-bien fait de crier.

LE MARQUIS.

Pourquoi?

LE CHEVALIER.

Parce qu'il ne faut opprimer personne.

LE PRÉSIDENT.

Mais faut-il les encourager?

LE CHEVALIER.

Si vous entendez par encourager le tirer de l'oppression, sans doute il le faut; car, encore une fois, il ne faut jamais opprimer. Si vous entendez autre chose, je vous dirai que je voudrais encourager les manufactures, et je laisserai aux manufactures florissantes le soin d'achever leur ouvrage, c'est-à-dire, d'augmenter la culture des terres en France, puisque c'est à elle qu'on doit l'état au-dessus du médiocre où elle se trouve déjà.

LE PRÉSIDENT.

Et si on encourageait l'une et l'autre?

LE CHEVALIER.

Qui encourage tout, n'encourage rien. Encourager veut dire distinguer; je parle selon la précision des mots; car, pour ce qui est de ne rien écraser, nous nous sommes entendus..... il ne faut écraser personne.

LE PRÉSIDENT.

Mais nos manufactures vont assez bien, à ce qu'il me semble.

LE CHEVALIER.

Dieu le veuille! Vos manufactures sont trop chères et beaucoup trop chères. Les Anglais même fabriquent une infinité de quincailleries à meilleur prix qu'on ne pourrait le faire en France.

LE PRÉSIDENT.

Ainsi donc?

LE CHEVALIER.

Ainsi donc voici ma conclusion. Ceux qui ont dit, ou qui diront que l'enchérissement des vivres et l'enchérissement de la main-d'œuvre ne faisaient aucun tort aux manufactures, et que, quand ils en feraient aux manufactures, il n'y aurait rien à craindre pour l'état, ont dit une grande sottise.

LE PRÉSIDENT.

Pardonnez, monsieur le chevalier, si je vous fais encore une question; ce sera la dernière. Pourquoi attribuer la mauvaise culture des campagnes de Rome et de Madrid au défaut de manufactures? Ne pourrait-on pas en trouver

d'autres causes, et ne serait-ce pas plutôt le vice du gouvernement qui......

LE CHEVALIER.

Bologne appartient au Pape : une même main gouverne Rome et Bologne. La cour ne réside jamais à Bologne ; la daterie n'y est pas : mais en revanche il y a beaucoup de manufactures dans la ville, et son territoire est le mieux cultivé de l'Italie. A Valence et en Catalogne on a établi, depuis quelques années, des fabriques et des manufactures, et ces deux provinces ont déjà une culture étonnante. En les parcourant vous croiriez voir les jardins d'Armide. Enfin, c'est certainement la même main qui gouverne Compiègne et Fontainebleau, et qui gouverne tant de villes florissantes en France. Ces deux endroits ont même l'avantage de la différence toujours très-sensible qu'opère l'éloignement ou la présence du maître, et cet avantage est infructueux. Concluez vous-même.

LE PRÉSIDENT.

Je me sens de plus en plus resserré par la force de vos raisons ; mais je ne vois pas

encore clairement comment il se peut qu'un grand nombre de consommateurs riches ne favorisent pas l'agriculture.

LE CHEVALIER.

Je vois que j'ai été trop laconique. Je vous ai cependant tout dit, et vous le verrez en méditant un peu mon discours. Les manufactures enrichissent une classe du peuple qui est limitrophe et alliée à celle des agriculteurs. Une famille est par moitié, tantôt laboureurs, tantôt fabriquans : toute l'année n'est pas employée à moissonner, ou aux grands travaux de la campagne. Le profit sûr, quoique modique, des manufactures, est le seul qui puisse rétablir la balance dans l'inégalité des effets des saisons; et les mauvaises saisons sont la seule cause de la ruine des agriculteurs. Si elles étaient toutes bonnes, rien au monde ne pourrait se mettre en comparaison du profit que le sol donnerait. Au reste, lorsque vous faites un si grand cas du bien que la consommation peut produire, vous ne faites pas attention que, s'il n'y a point d'arts ni d'industrie dans un pays, il n'y restera que l'argent des consommations de nourriture;

mais l'habillement, le mobilier et tout ce qui n'est pas nourriture ira ailleurs, et cette somme est infiniment plus considérable que l'autre: ainsi voici une première déduction à faire. En second lieu il n'y a que la nourriture fraîche, et très-fraîche, qu'il est nécessaire de tirer de l'endroit qu'on habite; tout ce qui peut se garder peut venir d'ailleurs : ainsi il n'y a que des œufs frais, du lait, quelques salades et quelques choux dont la valeur reste à Compiègne et à Fontainebleau, et voilà à quoi se réduisent ces dix millions que la cour paraît y répandre et y faire circuler. Tout est venu d'ailleurs.

LE MARQUIS.

Cela est frappant, président; je vous le répète, rendez-vous. Nous perdons du tems, et ce discours nous éloigne trop de notre but; car nous en sommes encore bien loin.

LE CHEVALIER.

Pas trop, je le vois déjà et j'y touche presque.

LE MARQUIS.

Où ?

LE CHEVALIER.

Ne voyez-vous pas que madame arrive et que nous allons jouer.

LE MARQUIS.

Et c'est-là votre but ?

LE CHEVALIER.

Sans doute ! peut-on en avoir d'autre ?

LE MARQUIS.

En vérité, vous êtes impatientant...... Comment pouvez-vous dire des choses aussi intéressantes avec si peu d'intérêt ?

LE CHEVALIER.

Par une raison bien simple ; c'est que je crois qu'on perd tout aussi bien son tems à dire des choses intéressantes, qu'à en dire de frivoles.

LE MARQUIS.

Taisez-vous; ce que vous dites-là est abominable..... allons nous débarrasser du jeu pour reprendre ensuite notre discours.

Après le jeu, il était tard, et la conversation fut renvoyée à huitaine.

SIXIEME DIALOGUE.

LES MÊMES INTERLOCUTEURS,

Le 10 décembre.

LE MARQUIS, *au Chevalier.*

En dînant il m'a passé par la tête de vous faire une question; mais j'ai peur qu'elle ne soit une digression et qu'elle ne nous écarte trop.

LE CHEVALIER.

En ce cas faites-la : j'aime les digressions à la folie.

LE MARQUIS.

Je le sais bien; mais monsieur le président m'en donne-t-il la permission?

LE PRÉSIDENT.

Je suis ici pour écouter et pour m'instruire; tout me fera plaisir.

LE MARQUIS, *au Chevalier.*

Je voulais vous demander duquel vous faites le plus de cas, de Sully ou de Colbert?

LE CHEVALIER.

Vous avez lu leurs éloges.

LE MARQUIS.

Oui; mais ils ne m'ont pas dit ce que vous en pensez!

LE CHEVALIER.

Faut-il que ce soit moi qui vous le dise?

LE MARQUIS.

Si vous voulez.

LE CHEVALIER.

Sully était un homme vertueux. Colbert un habile homme. Ce que Sully a fait partait principalement du cœur. L'ouvrage de Colbert était celui du génie. Sully guérit la France, Colbert l'enrichit. La vertu de Sully opposa une digue aux pilleries du trésor royal, à la tyrannie des grands, à la mutinerie des factions,

au désordre et à l'impunité. Colbert ouvrit les portes à l'industrie ; chacun des deux vint à propos pour son siècle et pour son maître. L'un convenait à un prince nouvellement assis sur son trône, que chacun voulait piller et rançonner impudemment, et qui trouvait tout en friche. L'autre convenait à un souverain devant qui tout se prosternait, et qui faisait, pour ainsi dire, fleurir l'herbe sous ses pas. Une vertu dure, impénétrable, austère devait être la qualité essentielle du ministre d'un grand roi, qui n'avait d'autre faiblesse que sa bonté. Un génie créateur, éclairé, était essentiel au ministre d'un autre grand roi, dont la faiblesse était sa majesté même. Ainsi j'estime le cœur de Sully et la tête de Colbert.

LE MARQUIS.

Votre parallèle est bien différent de ceux qu'on nous en a faits ; j'en suis cependant assez content. Mais vous n'esquiverez pas ma question : il s'agit de savoir à présent si vous faites plus de cas des qualités du cœur que de celles de la tête.

LE CHEVALIER.

Faut-il que je vous réponde aussi sur cela?

LE MARQUIS.

Sans doute.

LE CHEVALIER.

Vous êtes bien pressant. Avez-vous lu la Gazette de France?

LE MARQUIS.

Quel diable d'homme! il s'échappe comme une anguille...... Oui je l'ai lue.

LE CHEVALIER.

N'avez-vous pas fait attention à l'expérience des limaçons?

LE MARQUIS.

Oui; après.

LE CHEVALIER.

Sans tête il y a des êtres qui peuvent vivre, et la découverte en est faite. Aucun être ne

peut vivre sans cœur, du moins la découverte en est encore à faire.

LE MARQUIS.

Vive la gazette ! vive les limaçons ! Cela me fait plaisir.

LE PRÉSIDENT.

C'est peut-être la plus utile vérité qu'on puisse tirer de cette expérience. Je vois aussi qu'un corps politique, s'il ne prospère, peut au moins vivre et subsister sans avoir des hommes de génie : mais sans vertu tout est perdu.

LE MARQUIS.

Ainsi vous faites plus de cas de Sully?

LE CHEVALIER.

Je n'en sais rien. Je fais grand cas des limaçons frits avec une sausse verte un peu piquante.

LE MARQUIS.

Quel dommage que vous ne puissiez pas être un seul moment sérieux.

LE CHEVALIER.

Est-ce que cela vous amuserait davantage?

LE MARQUIS.

Non, je ne dis pas cela. Mais vous scandalisez le président. Vous parlez de choses très-grandes, très-sérieuses, et en vérité vous en parlez trop légèrement.

LE CHEVALIER.

C'est précisément ce qu'il faut faire, surtout à Paris. Il faut s'appesantir sur les petites choses pour leur donner un relief et une importance qu'elles n'auraient pas. Les matières graves il faut les alléger; sans quoi elles deviendraient d'une pesanteur insoutenable. Mais revenons à notre affaire.

LE PRÉSIDENT.

Je suis toujours plus impatient d'apprendre si vous préférez notre ancienne administration des blés à la loi de 64.

LE CHEVALIER.

Monsieur, avant de vous répondre, j'ai voulu

vous donner une idée juste et précise des pays agricoles ; car je me doutais bien que ce Colbert dont nous venons de parler l'avait fait oublier à tous les Français. J'ai voulu vous bien établir l'importance des manufactures et leur rapport à l'agriculture. Je me souviens d'avoir déjà dit à monsieur le marquis que pour résoudre toute cette question, il suffisait de bien étudier les pays et les hommes dont on veut parler, connaître ensuite le rapport du blé à ces hommes et à ces pays... et puis décider. Nous avons donc vu la France et son état actuel. Il nous reste à examiner à présent ce qu'est le blé, sa nature, ses qualités, ses rapports aux besoins des hommes, au commerce, à l'industrie; après cela tout sera clair.

LE PRÉSIDENT.

Je vous écouterai avec attention.

LE CHEVALIER.

D'abord vous voyez que sous le nom de blé j'entends aussi le riz, le maïs, le méteil, etc., et tout ce qui sert de nourriture commune aux riches aussi bien qu'aux pauvres.

Pour plus de facilité je ne me servirai que du mot blé.

LE PRÉSIDENT.

Cela n'était pas nécessaire à expliquer : toutes ces espèces de grains et de semences sont comprises dans l'édit sur l'exportation ; vous pouvez commencer votre examen.

LE CHEVALIER.

Vous savez que le commerce est l'échange du superflu contre le nécessaire.

LE PRÉSIDENT.

Assurément.

LE CHEVALIER.

Or je vous avoue qu'il faut bien du courage pour appeler le blé un superflu, et pour trouver du nécessaire vis-à-vis de ce superflu. Le blé est, après les élémens, le plus grand, le plus pressant, le plus continu des besoins de l'homme. Et comme les élémens par leur abondance ne sont pas un objet de commerce, le blé devient en conséquence le premier besoin de l'homme. Voilà ce que vous ap-

pelez un superflu, et ce dont vous voulez faire un objet de commerce.

LE PRÉSIDENT.

D'après ces principes il n'y aurait donc jamais de commerce de blé ?

LE CHEVALIER.

Je ne vous nie pas que le blé ne soit un superflu pour un cultivateur, ni qu'il ne doive le vendre pour se procurer toutes les aisances de la vie. Mais une nation entière est composée d'une infinité de classes uniquement consommatrices. Combien croyez-vous qu'il y ait de laboureurs et de cultivateurs de terre à blé en France ?

LE PRÉSIDENT.

Je ne sais pas.

LE CHEVALIER.

Je parierai qu'il n'y en a pas un million et demi, tant hommes que femmes. Le produit des bras de cette petite quantité d'êtres doit fournir le pain à dix-huit millions d'hommes. Après cela, trouver qu'il y a encore du su-

perflu à vendre aux étrangers, me paraît courageux.

LE PRÉSIDENT.

Vous croyez donc qu'il n'y en a pas?

LE CHEVALIER.

Je ne dis pas encore cela. Je conviens qu'il peut en exister, et que, s'il y en a, il faut en faire commerce. Mais je veux uniquement vous faire voir de quelle importance il est d'aller doucement et balance en main dans cette affaire, si l'on ne veut pas se priver étourdiment d'un nécessaire, en croyant vendre un superflu. Pour ne pas s'y tromper, il faut bien établir l'idée de ce qui est superflu. Le marquis m'a appris qu'il regardait comme habits superflus, non pas ceux dont il ne s'habillait pas dans la journée, car personne ne porte toute sa garde-robe sur son dos; mais seulement ceux dont il ne comptait plus absolument faire usage.

LE MARQUIS.

Ah! voilà l'histoire de ma garde-robe qui revient.

LE CHEVALIER.

Assurément, il en sera beaucoup question...

car je ne parlerai que d'après vos lumières et vos décisions.

LE MARQUIS.

J'en suis parbleu ravi ; vous me prendrez pour l'oracle, et vous me ferez dire tout ce qui vous conviendra.

LE CHEVALIER.

Ainsi il n'est question ici ni du superflu d'une famille, ni du superflu d'une province. Il ne faut regarder que le superflu total de tout l'empire Français. Tous les sujets du même maître, tous les enfans de ce bon père ont un droit égal à être assurés de leur nourriture ; c'est le premier devoir d'un père de famille : après cela, s'il reste du blé, l'étranger qui n'est pas de la famille peut en être nourri ; mais cela ne suffit pas encore. Dans un ménage bien réglé, ce n'est pas assez qu'il reste du pain du dîner, il faut s'assurer de celui du souper ; car, pour rien au monde, il ne faut en manquer. Vous voyez donc que dans une année d'abondance extraordinaire, le superflu du blé d'un pays ne suffit pas pour fonder une branche de commerce ; il faut avoir un superflu d'année commune, pour dire que

le pays compte le blé entre les articles et les branches de son commerce actif extérieur. Or, si par hazard on n'avait pas examiné si la France année commune a plus de blé qu'il n'en faut pour son usage, on aurait commis une grande imprudence en demandant à grands cris une loi perpétuelle, générale, qui fût en vigueur dans toutes les années, et qui encourageât l'exportation au plus haut degré. Si je vous prouve que ceux qui ont conseillé et demandé l'exportation ont avoué n'avoir jamais su s'il y avait ou non du superflu à vendre, qu'en penserez-vous ?

LE MARQUIS.

Qu'ils nous auraient exposés à un grand risque, et que nous serions trop heureux d'en être quittes pour la peur.

LE CHEVALIER.

Nous verrons si on a couru ce risque. En attendant, je vous dirai que toute la question de l'exportation est bien simple et bien aisée à résoudre.

LE MARQUIS.

Ah ! si elle est aisée, de grace, faites-là moi décider.

LE CHEVALIER

Très-volontiers. Répondez. Lequel vaut-il mieux, de vendre son blé ou de le jeter à la rivière?

LE MARQUIS.

Le vendre.

LE CHEVALIER.

Bravo! Et si on le vend à égalité de prix, à qui vaut-il mieux le vendre, à son frère ou à son ennemi?

LE MARQUIS.

A son frère.

LE CHEVALIER.

Bravissimo! On ne saurait mieux répondre; vous avez profondément jugé.

LE MARQUIS.

Qu'en dites-vous?....... N'ai-je pas fait des progrès?

LE CHEVALIER.

Etonnaus! Monsieur le président, vous croyez

que nous badinons...... et pourtant le marquis vient de décider une question si grande, si épineuse, si difficile, que, depuis plusieurs siècles, ni la France, ni peut-être aucune autre nation n'a su la résoudre. En France, jusqu'en 1764, on trouvait qu'il valait mieux jeter son blé que le vendre; et depuis quatre ans on a imaginé qu'il valait mieux le vendre à son ennemi qu'à son frère.

LE PRÉSIDENT.

Rien n'égale l'estime que j'ai pour vous, monsieur, et le cas que je fais de ce que vous me dites; mais pour mon instruction je voudrais vous l'entendre prouver.

LE CHEVALIER.

Je compte pouvoir le faire : mais j'ai promis de vous montrer auparavant que personne ne sait si la France a du superflu en blé. Savez-vous comment on fait pour connaître la capacité et le superflu de quelque chose?

LE MARQUIS.

Est-ce quelque problême qui soit encore à ma portée?

LE CHEVALIER.

Oh non; ceci est plus fort que vous. Le voici. Vous avez par exemple une jatte de porcelaine dont vous voulez connaître la capacité, et savoir combien elle tiendra d'eau. Il y a deux méthodes pour y parvenir. La première est d'envoyer votre jatte à un grand mathématicien pour la faire mesurer. Le mathématicien la voit, la tourne de tous les sens, l'examine et trouve que c'est une courbe, dont la rotation sur son axe engendre cette espèce de conoïde renversé, que vous autres profanes appelez une jatte. Il soumet à l'analyse cette courbe, et rencontre une diablesse d'hyperbole du troisième degré, si revêche qu'elle ne se laisserait carrer pour rien au monde. Alors le mathématicien a recours au calcul intégral, et au bout de six mois par un déluge d'x et d'y, de *plus* et de *moins*, il carre par approximation la courbe et le solide qui en est engendré, et vous envoie sur un morceau de papier l'équation finale toute piquée, toute lardée d'x, y et z, que vous pourriez lire à l'académie. Mais je ne vous conseille pas de vous y fier; car si la plume lui est

échappée des mains, et qu'il ait écrit un *plus* pour un *moins*, vous croirez ne pas remplir votre jatte et vous renverserez votre punch. Voilà la première méthode. Il y en a après cela une autre moins exacte et plus simple; c'est d'appeler un manan quelconque et de lui dire, mon ami, mesure-moi combien cette jatte tient d'eau. Cet homme met d'abord le vase bien de niveau; il prend une pinte d'eau et l'y verse; s'il voit qu'elle ne le remplisse pas, il en prend une autre, et va toujours de même, jusqu'à ce que la jatte soit comble, et que l'eau commence à verser par les bords. Alors il vous dit.... Monsieur, votre jatte tient trois pintes moins un poisson, et vous pouvez vous y fier hardiment.

LE MARQUIS.

Chevalier, ceci n'était pas trop fort pour moi; j'en aurais dit tout autant.

LE CHEVALIER.

Je vous en fais mille excuses; je ne l'aurais pas cru : mais poursuivons. Monsieur le président, dans aucun tems a-t-on assez bien rempli la France de blé, pour voir s'il s'en échap-

perait encore quelque quantité par les bords? Vos écrivains l'assurent-ils ?

LE PRÉSIDENT.

J'entends à présent ce que vous voulez me dire, et je vois qu'ils ont fait des dépositions contraires à eux-mêmes : ils ont prouvé, et cela était vrai, que la circulation intérieure des blés en France était interceptée au point qu'une province nageait souvent dans la superfluité, pendant que sa voisine souffrait de la disette; que des permissions particulières, des droits, des péages, des impôts sous différentes dénominations, arrêtaient la circulation et l'approvisionnement égal et général que la nature même aurait opéré, si elle n'avait été gênée, combattue, forcée. Tout le monde est convenu de ces vérités; tous ont senti l'excès et l'abus de certains réglemens qu'on appelait de police, quoique diamétralement opposés au but d'une bonne et sage police; et nous devons savoir le plus grand gré aux intentions patriotiques des écrivains qui ont élevé la voix contre ce vice de l'administration.

LE CHEVALIER.

J'applaudis avec le public à leur patriotisme; mais je prends acte en même-tems de leur aveu. Si de tems immémorial jamais la France n'a eu une libre circulation intérieure de son blé, comment savent-ils, et comment osent-ils assurer qu'on peut en exporter ? Si la jatte n'est pas d'à-plomb et que l'eau se renverse parce qu'elle est penchée, en voyant verser l'eau, vous vous tromperez si vous jugez par-là de sa capacité. Commencez par la mettre de niveau, remplissez-la bien, et puis parlez et prêchez tant qu'il vous plaira. Mais une étourderie est fatale dans ces sortes de matières.

LE PRÉSIDENT.

On n'a pas cru la faire, puisque le relevé des tailles, des vingtièmes, le produit des différentes douanes, péages, etc., les rapports des intendans, les observations, les calculs les plus exacts des gens éclairés et d'observateurs sensés, enfin le bas prix des blés, si bas qu'il rendait déjà la culture plus dispendieuse que lucrative, tant de faits réunis, in-

diquaient non-seulement l'utilité, mais la nécessité de l'exportation.

LE CHEVALIER.

Voilà précisément la première méthode de mesurer, s'en rapporter aux calculs des grands hommes : moyennant cette méthode, après les perquisitions les plus exactes que vous nous avez indiquées, après avoir compulsé tous les registres des annonces municipales, les livres des commerçans en blé, le produit des dîmes ecclésiastiques et seigneuriales, de tout enfin, vous ne pouvez vous tromper que de moitié tout au plus.

LE MARQUIS.

Bagatelle..... Vous ne faites pas plus de cas que cela des calculs politiques ! Et à quoi diable servent-ils donc ?

LE CHEVALIER.

A lire après le dîner, en voiture ou à la campagne, à exercer l'esprit, à l'occuper, à l'amuser, et sur-tout à empêcher les hommes de médire de leur prochain. Les oisifs et les femmes, après une lecture si instructive, ou-

blient de conter les intrigues de leurs voisines.

LE MARQUIS.

Belle avance ! S'ils ne médisent pas de leur prochain, ils médisent du gouvernement...... et c'est bien pis.

LE CHEVALIER.

Ces écrivains ne sont pas accoutumés à regarder le gouvernement comme leur prochain.

LE MARQUIS.

Ils ont tort..... et très-grand tort. Je crois tout aussi blâmable de médire de son prochain que de calomnier le gouvernement. Je crois que tout honnête homme doit penser comme moi.

LE CHEVALIER.

N'oubliez pas de me compter parmi les honnêtes hommes qui sont de votre avis, et permettez que je continue. Vous voyez, monsieur le président, qu'il est fort douteux que la France ait un superflu de blé, puisqu'il

est constant que l'expérience de la bien remplir auparavant ne s'est jamais faite. Mais il est encore plus douteux qu'elle surabonde en blé, en prenant l'année commune sur dix années consécutives. Pour le savoir, il aurait fallu pouvoir garder les blés des années abondantes et les consommer dans les années stériles. Or, dites-moi franchement, a-t-on fait ce qu'il fallait pour cela ? A-t-on encouragé ou permis le magasinage ? A-t-on vu combien on peut garder des masses de blé ? quels en sont les frais ? quelle épargne on y peut faire? A-t-on enfin cherché les moyens d'empêcher que le cultivateur ne fût forcé de vendre son blé, pour fournir aux frais de la culture de l'année suivante ?

LE PRÉSIDENT.

Je vous avouerai qu'en cela vous avez complettement raison. L'art de conserver les blés n'a fait encore aucun progrès. La découverte d'une étuve à blé qui nous est venue d'Italie, l'usage du ventilateur et d'autres moyens utiles, ont été envain annoncés au public par des hommes célèbres : personne ne s'en est servi. Nous n'avons aucun magasin bien construit,

et le magasinage est défendu, ou du moins si gêné par des réglemens, il est si odieux au peuple qui le regarde comme un monopole, que tout le monde en est dégoûté. Mais, si vous avez raison, les promoteurs de l'édit n'ont pas tout-à-fait tort. Premièrement, ils n'ont cessé de recommander l'abolition de toutes les gênes qui s'opposeraient au commerce des blés soit intérieur, soit extérieur. Secondement, ils ont démontré que plus y aurait de liberté, plus la cultivation augmenterait, les terres incultes seraient défrichées, et par conséquent on aurait plus de superflu à exporter. Enfin, ils ont établi que pour remédier aux inconvéniens d'un excès d'exportation, il suffisait d'établir une égale liberté à l'importation; et en ce cas je ne vois pas qu'il soit absolument nécessaire de savoir s'il y a du superflu, et combien il y en a; l'importation libre et aisée corrigera à l'instant les défauts du trop d'exportation.

LE CHEVALIER.

On ne peut, avec plus de clarté et d'énergie, exposer le plan des raisons des instigateurs de l'édit.

LE MARQUIS.

Est-ce que vous allez combattre ces raisons?

LE CHEVALIER.

Vous êtes toujours pressé. Je ne sais pas ce que je ferai : j'aime à tout discuter; mais ce n'est pas le moment. Je me contenterai de répondre très-peu de mots. Au premier point, qu'il y a une grande différence entre recommander et faire; qu'il ne suffisait pas de recommander d'ôter les entraves à la liberté intérieure, mais qu'il fallait le faire.

LE PRÉSIDENT.

Sur cela tous à présent passent condamnation. Tous conviennent qu'on l'a recommandé et qu'on ne l'a pas fait. Il est vrai que les auteurs du système de la liberté d'exporter, contens de l'avoir dit et très-expressément exigé, en rejettent la faute sur les exécuteurs, qui seuls avaient la force en main pour réaliser les désirs.

LE CHEVALIER.

Puisqu'on passe condamnation, je n'ai plus

rien à dire... Il reste à savoir si les promoteurs de l'édit ont raison d'inculper les exécuteurs. Le croyez-vous, monsieur?

LE PRÉSIDENT.

On serait bien tenté de le croire.

LE CHEVALIER.

Et moi, j'espère vous faire voir qu'ils ont tort d'en accuser d'autres qu'eux-mêmes; que le vice et le défaut sont dans le plan de leur système, et que, tant qu'on voudra le suivre, il est impossible d'établir la libre circulation et d'approvisionner la France dans toutes ses parties.

LE PRÉSIDENT.

Je serais bien étonné de vous voir prouver cela.

LE CHEVALIER.

Heureusement vous n'en serez pas fâché, puisque vous tenez à la classe des exécuteurs.

LE PRÉSIDENT.

Cela est vrai.

LE CHEVALIER.

Pour le second article de votre exposé, je ne puis pas trop vous répondre. Je suis étranger, et je ne connais la France que pour l'avoir traversée dans ses grandes routes. Avez-vous beaucoup de terres en friche? car je n'en ai point vu de mes yeux.

LE PRÉSIDENT.

Il faut être sincère. Il y en a beaucoup moins que les écrivains ne l'ont dit; mais il y en a. Il est vrai que toutes les lois qu'on a faites depuis peu, pour encourager le défrichement des terres incultes, n'ont abouti presque à rien. Dans des endroits on a trouvé que les terres qu'on croyait vagues et abandonnées, étaient de communes précieuses aux habitans des villages des environs. Dans d'autres on a trouvé qu'elles étaient des pâturages, et que leur culture aurait fait tort à l'industrie des bêtes à cornes. Souvent on a vu que la terre était inculte, parce qu'elle était ingrate. En général on peut dire qu'il n'y a aucune bonne terre en France qui soit restée sans culture; mais il y en a de médiocres que l'art pourrait

améliorer, et quand il n'y en aurait que très-peu, vous conviendrez qu'il ne faut pas les mépriser.

LE CHEVALIER.

Sans doute, il ne faut pas même perdre un pouce de terre. Toute terre inculte est une tache à l'administration; elle en doit rougir. Mais ce n'est pas là ce que je cherche à présent. Je dis seulement d'après votre aveu que le surplus de ces terres, si elles étaient cultivées, ne donnerait pas un immense produit de plus.

LE PRÉSIDENT.

Non certaiuement.

LE CHEVALIER.

En supposant que la vingtième partie de la France soit encore en friche, et que la moitié de ces terres soit des terres à blé, ce qui est beaucoup supposer, vous n'aurez qu'un quarantième de plus de produit de blé lorsque toute la France sera cultivée.

LE PRÉSIDENT.

Mais c'est un objet bien considérable.

LE CHEVALIER.

Sans doute.... et je vous en tiendrai compte.

LE MARQUIS.

Vous oubliez les landes de Bordeaux.

LE CHEVALIER.

Je ne les oublie pas ; mais elles n'ont rien de commun avec notre discours.

LE MARQUIS.

Et pourquoi?

LE CHEVALIER.

Parce qu'un vice d'organisation particulière ne se guérit pas par des lois générales. Un malade qui aurait une plaie à une jambe ne guérira pas, tant que vous vous contenterez de le traiter par des remèdes uniquement intérieurs, qui corrigent les humeurs, purifient le sang, font couler la bile, atténuent la lymphe, humectent, adoucissent, etc. ; il faut encore appliquer un topique à la partie affectée, si on veut en venir à bout. Je ne connais pas la cause de l'abandon des landes; mais

je sais qu'avec une loi générale d'importation et d'exportation vous pourrez mettre en meilleur état de santé toute la France, mais vous ne guérirez pas un mal local. Il faut porter une attention particulière à cet objet et en rechercher les causes. Si c'est un défaut de population, il faudra y fonder une colonie; si l'air y est mal sain, il en faudra faire écouler les eaux; si le sol est mauvais, il faut chercher quelques plantes ou quelques arbres qu'on puisse y cultiver, et ensuite les y faire planter. Voilà pourquoi je ne compterai pas la culture des landes parmi les bienfaits de l'édit.

LE MARQUIS.

J'entends.

LE CHEVALIER.

Mais je vais prendre ma revanche et vous questionner à mon tour. Il faut que vous vous donniez la peine de juger si la troisième raison des promoteurs de l'édit que monsieur le président vient de nous indiquer est bonne ou mauvaise. Ils disent qu'en établissant à côté d'une libre exportation une libre importation, on n'aura rien à craindre. Je ne suis

qu'un écolier sur cet article, vous y êtes profond et vous l'avez bien étudié; ainsi répondez-lui.

LE MARQUIS.

Je suis prêt; mais j'aurais besoin d'un souffleur qui m'aidât à me faire ressouvenir de mon jugement.

LE CHEVALIER, *au Président.*

Écoutez attentivement notre marquis, vous verrez, monsieur, qu'il va nous dire que c'est un très-mauvais marché de vendre ce que l'on a, pour être obligé de le racheter ensuite. Il prétend que cela ne vaut pas le diable. Je lui avais bonnement proposé de vendre tous ses habits de couleur lorsqu'il y a de longs deuils de cour, et d'en racheter ensuite de nouveaux; mais il s'est trouvé qu'il avait fait un cours de friperie à force d'interroger ses valets-de-chambre, et qu'il en savait long là-dessus. Il a souverainement méprisé mon avis, et il m'a laissé confondu.

LE MARQUIS.

Il est vrai que je l'ai dit, et je ne m'en

dédirai pas ; mais je parlais de mes habits : il y a une grande différence entre des habits neufs et des habits usés. Mais trouvez-vous qu'il y ait du blé neuf et du blé usé ?

LE CHEVALIER.

Oui, mon cher marquis. Le blé usé est celui qu'on veut vendre ; le blé neuf est celui qu'on veut acheter. C'est une loi éternelle, invariable, parce qu'elle tient à la nature même de tout commerce. Il existe toujours une différence sensible entre vouloir vendre et vouloir acheter. En prononçant le mot *je veux vendre*, vous faites baisser le prix d'une chose quelconque, même des lingots d'or, et vous le faites monter, si vous dites *je veux acheter*. La raison en est claire. Le prix n'est que le rapport entre deux volontés ; elles sont en équilibre. Le premier qui parle souffle sur un des bassins de la balance et le fait pencher.

LE MARQUIS.

Président ! je commence à me douter qu'il a raison. Du plus au moins il y a toujours de la perte à se défaire d'un effet qu'on a besoin de racheter ensuite ; car le désir de vendre

vous fait lâcher la main sur le prix, et le besoin d'acheter oblige ensuite d'en passer par le prix qu'on vous demande, et qui sera plus cher à proportion que l'on s'apercevra du besoin que vous aurez d'acheter.

LE PRÉSIDENT.

En général il me paraît aussi que cela est vrai; mais ce qui m'étonne, c'est qu'aucun de ceux qui ont écrit sur cette matière, n'ait entrevu une vérité si commune et si claire. Ainsi je soupçonne que le commerce des blés pourrait être une exception à cette règle générale.

LE CHEVALIER.

Nous le verrons tantôt. A présent je ne cherche qu'à établir des principes qui puissent nous servir de guides. Il est douteux, comme je crois vous l'avoir prouvé, qu'il y ait un superflu actuel de blé en France; et encore plus douteux qu'il y existe année commune. Nous sommes convenus que les terres qu'on pourrait défricher n'en augmenteraient la quantité que d'une somme assez modique, en proportion du produit et de la consommation totale de la France. Ainsi, pour dernière conclusion,

nous ne pouvons pas assurer si cette augmentation de culture qu'on doit faire, ajouterait au superflu qu'on a déjà, si elle produirait un superflu qu'on n'a pas encore, ou si elle ne ferait que remplir le déficit de l'état actuel. Tant que nous ignorerons, s'il y a un superflu d'année commune, nous ne saurons pas davantage, si la France peut avoir un commerce actif de blé constant et considérable. Je n'ai pas encore prouvé avec la dernière évidence, mais je vous ai assez fait entrevoir qu'il n'y a que le vrai superflu qu'on doive laisser exporter; et que d'aller gratuitement porter à l'étranger un blé dont on peut avoir besoin, je ne dis pas dans un cas très-extraordinaire, mais dans une de ces stérilités qui reviennent fort souvent, trois ou quatre fois dans dix ans, c'est un commerce très-désavantageux.

LE MARQUIS.

Malgré toutes les peines que vous vous donnez pour nous faire douter et pour nous inspirer des craintes, je parierais que vous êtes persuadé que nous avons du superflu en blé, et que nous sommes en état d'en faire le commerce.

LE CHEVALIER.

Sur quoi jugez-vous cela ?

LE MARQUIS.

Mais sur votre mine, sur votre manière de raisonner qui est un peu dans le goût de celle de Socrate, et qui paraît toujours appuyer sur le contraire de ce qu'on va conclure ensuite. Enfin, si ce n'est pas tout cela, c'est un pressentiment de joie et du désir de mon cœur. Allons, parlez-nous franchement; croyez-vous que nous ayons du blé à vendre à nos voisins ?

LE CHEVALIER.

Après vous avoir démontré la témérité de ceux qui l'ont assuré sans en avoir aucune preuve solide, voudriez-vous m'en faire commettre une pareille en assurant le contraire? Je n'en sais rien, personne n'en sait rien, et on ne le saura avec certitude, que lorsque la plus complette circulation intérieure sera parfaitement établie depuis plusieurs années.

LE PRÉSIDENT, *au Chevalier.*

Je ne pense pas que le marquis ait voulu vous

vous faire une question captieuse pour s'en prévaloir contre vous. Il vous prie seulement de nous dire à-peu-près, sauf erreur de calcul, ce que vous pensez, ou même ce que vous soupçonnez là-dessus.

LE CHEVALIER.

Puisqu'il est bien convenu que je n'assure rien, je ne cours aucun risque en vous disant qu'à vue de pays et d'après une certaine façon de mesurer et de calculer dont je me sers et dont vous ne me demanderez point la théorie, parce que je ne vous la dirai point, je crois, dis-je.....

LE MARQUIS.

Qu'il y en a?

LE CHEVALIER.

Je crois......

LE MARQUIS.

Qu'il n'y en a point?

LE CHEVALIER.

Quelle impatience! Je crois pouvoir vous

féliciter et me réjouir de tout mon cœur avec vous de ce que la France, dans son état actuel, n'a presque point de blé de superflu dont elle puisse faire le commerce.

LE MARQUIS.

En voici bien d'une autre. Vous nous félicitez ? Chevalier, il ne convient pas de rallier toujours. Ah ça, ne plaisantons point.

LE CHEVALIER.

Je ne raille personne; je ne plaisante point: je le dis tout de bon.

LE PRÉSIDENT.

A votre air sérieux on le voit assez. Mais je vous assure que ma surprise n'est pas moindre que celle de monsieur le marquis. Comment nous féliciter de ce que nous manquons d'un très-grand article de commerce dont le produit devait causer, suivant les écrivains, le bonheur et la richesse de la France? Toutes leurs espérances sont anéanties, si ce superflu de blé n'existe pas; et vous trouvez en cela un sujet de réjouissance?

LE CHEVALIER.

Sans doute, rien n'est si clair. Que veut dire avoir du blé superflu à vendre à l'étranger? Il indique qu'il n'y a pas assez d'hommes dans le pays pour le consommer, que le pays n'est pas peuplé autant qu'il pourrait l'être, etc., je ne vous en dis pas davantage. Vous avez sans doute lu l'*Ami des hommes*, et vous savez que le blé est une bonne chose, parce qu'il sert à l'homme; que l'argent est bon, parce qu'il peut représenter le pain; mais l'homme est la seule richesse..... et je félicitais la France de ce qu'elle a cette véritable richesse de population, si non au plus haut point qu'elle pourrait l'avoir, du moins à un degré fort approchant. Si vous voulez, j'ajouterai encore une félicitation, de ce que parmi cette population c'est le pays le plus rempli d'hommes aimables et de femmes jolies.

LE MARQUIS.

Ce même compliment que vous nous adressez, dont je vous remercie, me donne des soupçons. Votre argument est trop lumineux

pour ne pas cacher quelque piége. Vous auriez trop raison et trop clairement raison.

LE CHEVALIER.

Assurément j'ai raison. Je veux même vous conduire jusqu'à la source de votre erreur, pour achever de vous en persuader. Vous n'avez pas pris garde, que pour avoir du blé il faut deux choses, le sol qui doit être cultivé et les bras des hommes qui le cultiveront. Ce sol est borné par la mer, les rivières, les puissances limitrophes, et vous ne pouvez pas l'élargir : il y a un terme; et lorsqu'il est tout cultivé, de quelque quantité que vous puissiez augmenter les bras, il n'est plus susceptible d'un plus grand produit. Vous avez en France une telle quantité de millions d'arpens de terre bonne à la culture du blé; cette quantité est fixe et invariable. Lorsque cette quantité de terre sera toute en culture, elle donnera une telle quantité de blé, année commune, également fixe et déterminée. Vous ne pouvez jamais l'augmenter, puisque les lois de la nature qui veulent qu'en France le blé rapporte, année commune, sept ou huit fois la semence, sont immuables : donc,

si le pays parvient à avoir une population suffisante pour consommer votre produit de blé, vous ne pouvez pas en avoir à exporter, quelques efforts que vous fassiez.

LE PRÉSIDENT.

Cela est vrai.

LE CHEVALIER.

Et voilà la grande différence entre le commerce des manufactures et le commerce des denrées. Le commerce des manufactures augmente en raison des bras, et celui des denrées diminue en raison des bras. Comme la fin de tout bon gouvernement est d'augmenter la population, il s'ensuit que son vrai but est l'augmentation des manufactures qui croissent en proportion des hommes et qui vont, pour ainsi dire, à l'infini, et qu'il doit se réjouir de la diminution de l'exportation des denrées. On peut même parvenir à l'extinction totale de ce commerce, lorsque la population consommera le produit entier du sol : alors l'agriculture donnera au peuple sa subsistance, mais les seules manufactures amèneront dans l'état l'argent et la richesse. On

peut même dépasser ces limites et faire une population forcée si considérable, que l'on soit obligé d'aller dans les pays dépeuplés acheter avec le produit des manufactures les alimens et la nourriture nécessaires au surplus du peuple que vous aurez à nourrir. Alors l'art du gouvernement aura fait son chef-d'œuvre; car le chef-d'œuvre de l'art est de forcer la nature et de l'obliger à un miracle, tel que celui d'avoir sur un sol limité plus d'hommes que ses forces et ses moyens n'en sauraient nourrir.

LE PRÉSIDENT.

Lorsque vous avez comparé les états agricoles aux états manufacturiers, vous ne nous avez pas fait faire cette réflexion que me paraît victorieuse.

LE CHEVALIER.

Elle n'était pas mûre. J'ai voulu qu'entraînés par les idées et les propos à la mode, et par le ton actuellement dominant qui est, comme j'ai déjà dit, une des tanières de l'erreur, vous eussiez montré vous-même combien vous chérissiez le beau privilége d'être

dépeuplé, et d'avoir des denrées de première nécessité à vendre aux étrangers, en regrettant ce prétendu beau tems de Sully.... ce tems où la France avait été détruite par quarante ans de guerres civiles, les plus meurtières qu'on eût jamais faites.... les tems antérieurs, où aux guerres d'Italie et de Flandre, les plus sanglantes de toutes celles que la France eût jamais éprouvées, succédèrent des guerres où l'on avait perdu tantôt son roi à Pavie, tantôt toute l'armée à Ravenne et à Naples, tantôt la fleur de la noblesse à Saint-Quentin.... les époques où elle fut encore plus dépeuplée par des émigrations immenses, fruits des querelles de religion, et celles où on la vit épuisée par les colonies du nouveau monde où l'appas du gain entraînait toute l'Europe. Alors ce royaume, quoique très-mal cultivé, jouissait du malheureux avantage d'avoir encore du blé de trop dans ses récoltes ordinaires. Oui, on avait alors, à la honte du siècle, un commerce de denrées; vous ne l'avez plus à présent, et n'en soyez pas fâchés: laissez cette gloire à la Turquie, à l'Égypte, aux côtes d'Alger, à Maroc, à la Pologne et à d'autres pays pauvres, dépeuplés et malheu-

reux. Ils vous vendront même du blé avec le tems, si vous en avez besoin. Regardez autour de vous, et voyez si vous rencontrez sur la surface du globe d'autres pays que les pays dépeuplés qui fassent un grand et continuel commerce de blé.

LE PRÉSIDENT.

J'en conviens avec vous en général, et c'est une réflexion que je n'avais jamais faite et dont je sens tout le poids.... mais l'Angleterre?

LE CHÈVALIER.

Nous étions convenus, dans nos entretiens avec le marquis, de ne jamais nommer l'Angleterre par des raisons à lui connues.

LE MARQUIS.

Cela est vrai; mais le président n'a pas fait ce vœu d'abstinence Anglaise, que vous m'avez obligé de faire; vous devriez lui répondre.

LE PRÉSIDENT.

Au contraire; je suis prêt à imiter le mar-

quis, si ma demande doit attirer une digression.

LE CHEVALIER.

C'est à-peu-près cela. Je lui ai promis de traiter à part le chapitre de l'Angleterre; mais pour ne pas vous laisser tout-à-fait sans réponse, je vais vous en dire deux mots.

LE MARQUIS, *au Président.*

D'un mauvais débiteur il faut toujours tirer des à-comptes; car ce discours spécial qu'il nous promet, Dieu sait s'il le fera: ainsi je vous conseille de profiter du moment.

LE CHEVALIER, *au Président.*

Vous citez l'Angleterre; mais qui est-ce qui vous a dit que, lorsqu'elle fit la loi favorable à l'exportation, elle n'était pas dépeuplée par cent années de guerres civiles et d'émigrations? Qui est-ce qui vous a dit qu'à présent même elle ne soit pas encore dépeuplée, quoique déjà obligée de changer sa police des blés, elle qui n'a que neuf millions d'habitans sur une étendue de pays

aussi grande que l'Italie qui en a seize? Qui est-ce qui vous a dit, que cette exportation n'ait pas nui aux progrès des manufactures et de la population, et que ce ne soit pas l'énorme cherté des vivres qui ait fait refluer en Amérique une si grande quantité d'hommes et de manufactures Anglaises, d'où ils regardent déjà d'un œil menaçant leur imprudente métropole? mais je m'éloignerais trop; reprenons notre discours. Le produit des manufactures est illimité, puisqu'il augmente en proportion des hommes. Le produit des denrées est limité et circonscrit par l'étendue du sol.

LE PRÉSIDENT.

Mais sur un même sol une différente culture fait une différence de produit. Nous avons d'ailleurs des terres en friche, quoiqu'en petite quantité.

LE CHEVALIER.

Sans doute et je vous en tiendrai compte. Calculons..... On a dit que depuis l'édit de 64 on avait exporté tout au plus cinqcents mille septiers par année; et je crois l'asser-

tion juste et exacte. C'est précisément la nourriture de deux cents mille hommes et rien de plus. Supposons qu'une meilleure culture puisse rapporter trois fois autant, et c'est beaucoup accorder : voilà la nourriture de six cents mille hommes de plus. Il nous reste des terres en friche : j'en ignore la quantité; mais prenez garde que le blé n'est pas le seul objet de consommation. A ce surplus d'hommes qui pourrait être en France, il faut des espaces de terres pour les pâturages d'une plus grande quantité de bestiaux, qui doivent fournir à leur nourriture, leurs vêtemens, la lumière etc. Il faut du terrain pour le bois de leur chauffage, des vignobles, des vergers pour leur boisson etc; et ainsi du reste. Je donne pour cela les terres en friche. Si vous croyez que je donne trop, prenez encore cinq cents mille septiers du produit de ces terres, cela fait la nourriture de deux cents mille hommes encore, et en tout d'un million : ainsi tout le commerce de blé que fait la France à présent, et qu'elle pourrait faire dans le cas de la meilleure culture possible, pourrait ne tenir qu'à un déficit de huit cents mille ames, ou

d'un million tout au plus dans sa population actuelle. De ces huit cents mille ames, la moitié serait à-peu-près la perte faite dans la dernière guerre; le reste serait ce déficit antérieur qui avait précisément laissé quelques terres en friche, et d'autres faiblement cultivées. Et voilà peut-être la cause de la surabondance de blé dont on se plaignait en 65. Un peu de diminution de population, de grandes armées hors du pays, qui ne laissaient pas que de consommer une bonne partie des blés étrangers, avaient diminué la consommation du pays. Ce superflu accumulé pendant six ans paraissait une montagne; vouz avez vu comme elle s'est fondue en peu de tems. Au reste ce calcul est fait en l'air, et je ne le donne que pour ce qu'il vaut.

LE MARQUIS.

N'ayez pas peur: on ne vous chicanera pas; nous en sommes convenus. Mais, chevalier, qui est-ce qui empêche une nation peuplée et bien nourrie par une excellente culture, d'agrandir son territoire?

LE CHEVALIER.

Je vois votre esprit militaire qui se réveille ; et si vous allez faire la guerre, je vous déclare que je n'en suis pas. Au reste j'allais déjà vous dire qu'il y a deux sortes de pays agricoles. Ceux qui ont un terrain circonscrit, tel que la Sicile, la Sardaigne, la Grande-Bretagne etc. ; et d'autres qui en ont un plus vaste et qu'on pourrait appeler indéfini, tel que la Russie, la Turquie, les colonies de l'Amérique etc. Par cette seule différence, ces deux espèces de pays exigent deux législations différentes. Un peuple qui possède une grande étendue de pays inculte et qui touche à d'autres pays encore plus déserts, peut s'adonner entièrement à l'agriculture, et en faire son objet principal: il a une grande marge devant lui, et il ne craint pas que la terre lui manque. Il faut des siècles avant que tout soit plein d'hommes, et enfin il peut conquérir les pays déserts qui l'environnent et s'agrandir encore. Voilà la véritable raison qui fit augmenter la république Romaine en population et en force pendant six siècles par la seule agri-

culture, sans avoir besoin de recourir aux manufactures : elle avait toute l'Europe occidentale à conquérir et à défricher. Mais si un pays est resserré, lorsqu'il parvient à un certain degré de population et de culture, le produit du sol rencontre sa borne ; il est absorbé par la consommation intérieure, et le pays ne peut s'enrichir sans la ressource des manufactures : la France est dans ce cas. Elle pourrait faire des conquêtes ; mais les pays qui l'environnent sont déjà aussi peuplés qu'elle, et peut-être plus. Il n'y a point de terres incultes ; ainsi votre guerre ne servirait qu'à ravager les deux pays, et la cultivation resterait toujours au point où elle est. Les bords du Rhin ne sont plus ceux qui virent les victoires de Germanicus sur le Cacique, ou si vous voulez, sur le Nabab Arminius. La Germanie a bien changé de face. Il ne resterait donc d'autre moyen pour s'agrandir, que de multiplier des colonies dans les vastes contrées de l'Amérique ou de l'Afrique : mais ceci, à proprement parler, n'est pas s'agrandir, c'est se démembrer. L'agrandissement utile est de proche en proche. Il est vrai que la perfection de

la navigation réunit aujourd'hui des pays, que la nature avait séparés *Oceano dissociabili.* Je m'arrête sur ce discours. Les colonies dans les pays éloignés ont leurs avantages et leurs désavantages. C'est une matière longue à discuter et étrangère à notre question. En attendant vous m'accorderez que l'acquisition de quelques provinces limitrophes de la France, à moins que la guerre ne l'eût dépeuplée, n'augmenterait pas les denrées d'exportation, puisqu'à présent elles ont à peine assez de blé pour leur propre consommation, tant leur population est considérable.

LE PRÉSIDENT.

Pour moi, je suis entièrement satisfait là-dessus; mais il m'est resté un doute sur ce que vouz avez dit, que les manufactures augmentent en raison des bras; et peuvent aller à l'infini.

LE CHEVALIER.

Ne vous attachez pas à la rigueur des termes. Sans doute, sur cette misérable terre que nous avons l'honneur d'habiter, rien n'est infini, puisqu'elle même n'a que la gueuserie de trois mille lieues de diamètre,

et que Jupiter et Saturne joueraient à la paume avec notre globe : j'ai voulu marquer la disproportion des deux commerces. L'explosion des manufactures, si j'ose me servir de ce mot, va infiniment plus loin que celle des denrées. Toutes les manufactures passent la Ligne sans rien craindre, pendant que presqu'aucun blé ni aucune farine n'osent en affronter impunément les chaleurs. Vous savez qu'il y a plusieurs personnes à Paris qui font broder, qui font même faire leurs habits à la Chine. Un tailleur de Canton a donc des pratiques dans la rue Vivienne; trouvez-moi un boulanger de Canton qui ait des pratiques à la halle. Arlequin est le seul qui ait proposé un commerce d'œufs frais des Indes. Je sais que vous pourriez me dire aussi, que dans toutes les manufactures il faut employer une matière première que donne le sol; mais il n'est pas nécessaire que ce soit le vôtre. N'ayez aucun souci là-dessus : il y aura toujours assez de peuples paresseux, c'est-à-dire mal gouvernés, qui vous vendront leur aine, leur coton, leur soie, leur lin, leur chanvre brut, et qui le racheteront de vous, lorsqu'il

qu'il sera travaillé. Craindre que ces pays manquent, c'est avoir peur de bien loin.

LE PRÉSIDENT.

Mes doutes sont dissipés; et je vois bien clairement le désavantage du commerce des denrées de consommation, comparé à celui des manufactures.

LE MARQUIS.

Chevalier, si je ne me trompe, vous voilà proche de la fin de nos interrogations et de vos peines. Pour moi, je vous avoue que depuis que vous avez prouvé qu'il est fort douteux qu'il y ait un superflu de blé en France, et que, s'il y est, c'est une mauvaise marque; qu'il ne faut pas s'en réjouir; que les manufactures florissantes doivent être l'objet chéri de tout bon gouvernement et non pas le commerce des blés, il ne m'en faut pas davantage. J'ai conclu et décidé dans ma tête; et je vous fais grâce de tout le reste.

LE CHEVALIER.

Et qu'avez-vous conclu?

LE MARQUIS.

Qu'il faut prendre l'edit, le jeter au feu, et retourner à l'état où nous étions.

LE CHEVALIER.

Comme vous y allez! vous seriez un excellent inquisiteur.

LE MARQUIS.

Mon Dieu! c'est une façon de parler. Nous causons ici familièrement; je sais le respect que l'on doit à une loi du Souverain : je veux dire qu'il faut la rétracter, nous remettre sur l'ancien pied, et ne plus y songer.

LE CHEVALIER.

Est-ce-là votre conclusion?

LE MARQUIS.

Sans doute.

LE CHEVALIER

Je parie que non. Voulez-vous parier?

LE MARQUIS.

Je ne le puis pas en conscience. Pouvez-vous savoir mieux que moi ce que je pense ?

LE CHEVALIER.

Cela ne fait rien ; je veux parier, et je vous en conjure.

LE MARQUIS.

Parions-donc, mais une bagatelle.

LE CHEVALIER.

Quoi ?

LE MARQUIS.

Une discrétion.

LE CHEVALIER.

C'est trop peu... il faut parier une indiscrétion.

LE MARQUIS.

Une indiscrétion, soit.

LE CHEVALIER.

Le pari va.

LE MARQUIS.

Oui.

LE CHEVALIER.

Monsieur le président, vous en êtes témoin.

LE PRÉSIDENT.

Cela est entendu.

LE CHEVALIER.

Ah ça, mon cher marquis! il faut m'avouer sincèrement si vous n'avez jamais été cocu.

LE MARQUIS.

Je n'ai pas entendu jouer si gros jeu. L'indiscrétion serait trop forte. Ce n'est pourtant pas que je refusasse de l'avouer, si cela était. Mais qu'est-ce que cela a de commun avec notre discours?

LE CHEVALIER.

Ne vous embarrassez pas... allez toujours; il faut nous dire cela.

LE MARQUIS.

Eh bien, en vérité d'homme d'honneur, je ne le crois pas.

LE CHEVALIER.

Et auriez-vous été bien aise de l'être?

LE MARQUIS.

Non, j'en aurais eu de la peine: il est vrai cependant, qu'au fond cela ne fait pas grand-chose; mais....

LE CHEVALIER.

J'entends. En vous mariant vous avez donc eu pour objet de faire ensorte que votre femme vous gardât fidélité?

LE MARQUIS.

Tout honnête homme pense de même.

LE CHEVALIER.

Cela est très-vrai. Ainsi, par conséquent, vous avez été très-jaloux de votre femme; vous l'avez fait suivre, observer, espionner; vous la laissiez rarement sortir?...

LE MARQUIS.

Oh pour cela non! Il n'y a jamais eu d'homme moins jaloux que moi. Je me suis contenté d'aimer ma femme, de la bien traiter, et je lui ai toujours laissé une entière liberté.

LE CHEVALIER.

Mais cette conduite était contraire à votre but; elle vous exposait à ce que vous ne vouliez pas être.

LE MARQUIS.

Oh que non. J'avais assez d'usage du monde, lorsque je me suis marié, pour savoir qu'il n'y a pas de meilleur moyen pour être trompé, que de s'aviser d'être jaloux.

LE CHEVALIER.

Ainsi vous avez cru que la liberté valait mieux que la gêne, pour remplir votre objet?

LE MARQUIS.

Sans doute.

LE CHEVALIER.

Et le croyez-vous encore à présent ?

LE MARQUIS.

Plus que jamais.

LE CHEVALIER.

Payez donc, vous avez perdu. L'objet d'un bon gouvernement doit être, que le blé de France garde fidélité aux Français ; qu'il soit à eux ; qu'il n'aille pas à l'étranger. Mais pour parvenir à ce même objet, il vaut mieux, selon vous, lui laisser toute liberté que de le gêner, le contraindre, en être jaloux... et c'est là votre véritable avis.

LE MARQUIS.

Oh pour le coup, j'ai été un étourdi, et je me suis laissé attraper. J'aurais dû dire tout le contraire.

LE CHEVALIER.

Mais vous n'auriez pas été sincère.

LE MARQUIS.

Cela est encore vrai.

LE PRÉSIDENT, *au Chevalier.*

Il y a une grande finesse et une grande justesse de vue dans votre distinction entre le but et les moyens. Je vois à présent que très-souvent les hommes y sont trompés. Je vois aussi que d'ordinaire les moyens qui conduisent le plus sûrement et le plus promptement au but, paraissent s'en éloigner, et qu'au contraire, ceux qui semblent y conduire, s'en éloignent. La défense d'exporter que nous voyons de tout temps établie chez toutes les nations, me paraît une faute de ce genre. Ainsi les écrivains, qui se sont élevés contre cette vieille erreur, sont toujours louables.

LE CHEVALIER.

Je ne les ai pas lus. Mais s'ils ont confondu le but avec les moyens ; si pour prouver qu'il fallait accorder la liberté des blés, ils ont soutenu que l'exportation des denrées devait être le grand objet de l'administration, ils ont mal raisonné, et en conséquence, quand même ils auraient rencontré une vérité, je n'en ferais aucun cas. Je me

souviens d'avoir dit au marquis qu'un faux syllogisme n'en devient ni meilleur ni plus estimable, si la conséquence est vraie. Une vérité, que le pur hazard fait naître comme un champignon dans un pré, n'est bonne à rien. On ne la sait pas employer, si on ne sait d'où elle vient, comment et de quelle chaîne de raisonnemens elle dérive. Une vérité hors de sa ligne est aussi nuisible que l'erreur.

LE MARQUIS.

En cela vous avez peut-être raison. Mais convenez enfin que vous êtes pour la libre exportation.

LE CHEVALIER.

Moi! c'est bien vous qui êtes de cet avis, malgré le pari que je vous ai gagné.

LE MARQUIS.

Et vous?

LE CHEVALIER.

Je n'ai rien dit encore.

LE MARQUIS.

Quoi donc! est-ce que cette comparaison, avec laquelle vous m'avez convaincu, n'est pas bonne?

LE CHEVALIER.

Ah, ah! il y a bien des choses à dire là-dessus.

LE MARQUIS.

M'auriez-vous fait la peur de me faire perdre un pari que j'avais gagné?

LE CHEVALIER.

Nous verrons cela. Je suis prêt à vous rendre votre argent, si le jeu n'est pas bon.

LE MARQUIS.

En vérité, chevalier, j'aimerais autant être berné comme l'immortel Sancho-Pança, que de rester comme je fais à vous écouter. Une incertitude éternelle... Tantôt haut, tantôt bas... Vous êtes favorable à l'exportation; puis vous ne l'êtes plus... Vous aimez la li-

berté ; vous ne l'aimez plus... Vous vous rapprochez des écrivains ; vous vous en éloignez... Convenez, monsieur le président, qu'il n'y a rien au monde de si impatientant.

LE PRÉSIDENT.

Je suis bien loin de m'impatienter. J'admire, au contraire, comment monsieur le chevalier avance dans son raisonnement petit à petit et pas à pas ; comme il enchaîne ses idées ; comme il serre et rapproche insensiblement les résultats.

LE MARQUIS.

Eh bien ! cela vous enchante, et moi je vous prédis qu'il gagnera la bataille. Quand on voit le général ennemi avancer lentement, occupant des postes, les soutenant l'un par l'autre, et ne laissant entre eux aucune ouverture, mauvais appareil... tenez-vous pour battu.

LE PRÉSIDENT.

Il me battra, mais j'aurai appris.

LE MARQUIS.

Comme le Czar Pierre disait de Charles XII Mais, chevalier, de cette chienne d'exportation qu'en ferons-nous ?

LE CHEVALIER.

Nous la laisserons dormir quelques jours, et puis nous la reprendrons. Il est trop tard à présent.

LE MARQUIS.

Et vous nous direz votre avis ? Oui, ou non ?

LE CHEVALIER.

Oui, sans faute, et je débuterai par là.

LE MARQUIS.

Écoutez, chevalier; il me vient une bonne idée dans la tête. Dans cette maison nous courons risque d'être interrompus. Venez-vous-en chez moi l'après-dîner : vous y trouverez bon feu, et nous aurons tout le temps que nous voudrons, pour causer jusqu'à l'heure du souper.

LE CHEVALIER.

C'est à merveille. Je m'y engage.

SEPTIEME DIALOGUE.

LES MÊMES INTERLOCUTEURS.

Le 12 Décembre.

LE MARQUIS.

Voici enfin le jour où vous nous allez dire votre avis sur l'édit.

LE CHEVALIER.

On le dit.

LE MARQUIS.

Comment on le dit! Est-ce que cela n'est pas sûr?

LE CHEVALIER.

Il faut toujours l'espérer.

LE MARQUIS.

Ah! vous voulez m'impatienter, et je le suis déjà. Je voulais me faire acheter l'édit de 64, et comme un étourdi je l'ai oublié.

LE CHEVALIER.

Il n'y a pas grand mal à cela ; nous en savons le contenu.

LE MARQUIS.

En attendant que le président arrive, je vous prie de me tirer de l'incertitude mortelle où vous m'avez laissé. Ai-je, au vrai, gagné le pari?

LE CHEVALIER.

Qu'en pensez-vous vous-même?

LE MARQUIS.

Sincèrement... je crois l'avoir perdu. La comparaison m'a paru frappante. Je vois que dans un ménage l'honnête liberté, la confiance réciproque, l'amour, la douceur, la franchise réussissent mieux que la jalousie, la contrainte et la gêne. Je crois de même que dans un gouvernement, qui n'est en substance autre chose qu'un grand ménage, la liberté, sur-tout en fait de commerce, doit réussir mieux que les défenses.

LE CHEVALIER.

Puis que vous le croyez, je puis en toute conscience dire que j'ai gagné.

LE MARQUIS.

Oui : mais vous m'avez laissé en doute sur votre véritable avis. Ne m'auriez-vous point joué ?

LE CHEVALIER.

C'était à vous, à vous en apercevoir.

LE MARQUIS.

J'en conviens. Aussi, si nous eussions joué de l'argent, même cent mille écus, j'aurais commencé par vous payer. Mais sans prétendre à aucune restitution, de grâce répondez-moi... me serais je trompé ? C'est pour mon instruction que je veux le savoir.

LE CHEVALIER.

Puisque vous en agissez si honnêtement, je vous dirai qu'un apologue, qu'une comparaison, qu'une fable n'est jamais une raison ; quelque belle, quelque lumineuse,

quelqu'applicable qu'elle paraisse être, il faut toujours s'en méfier. Il faut tirer la raison de l'inspection intrinsèque de la nature des choses, et n'y jamais employer d'autre voie. La comparaison sert ensuite à embellir le discours, à le convertir en éloquence, ou en poésie : elle est le vernis du tableau: mais elle n'en est pas la peinture. Si dans toutes les sciences on avait eu cette méfiance, nous aurions bien moins de livres et bien moins d'erreurs. Les médecins surtout qui n'ont qu'un langage allégorique et emprunté, ne diraient pas qu'une femme a les nerfs agacés, les nerfs effarouchés, parce que les nerfs ne sont ni chiens ni chats. Mais la dame qui a des Épagneuls et des Angolas, et qui les aime, croit que son médecin dit une grande et belle chose, et qu'il a deviné son mal; elle se plaît à se le persuader, parce qu'elle ne peut ni ne veut guérir, et que cependant elle veut consulter son docteur.

LE MARQUIS.

Je vous entends.

LE

LE CHEVALIER.

Voulez-vous voir combien une comparaison est douteuse ? Si j'avais voulu vous faire convenir du contraire, j'aurais pu à l'instant vous attraper par une autre comparaison. J'aurais supposé que vous aviez chez vous un serein d'un grand prix renfermé dans une cage. Un ami vient vous voir, et vous dit, pourquoi, vous qui aimez si fort ce charmant petit oiseau, le tenez-vous impitoyablement enfermé ? Ouvrez sa prison et ne craignez-rien. Il trouve chez vous l'abri, la nourriture, l'eau, des caresses, du plaisir...., il restera sans doute; et s'il sort un instant, il rentrera d'abord. A ce discours auriez-vous ouvert la cage ?

LE MARQUIS.

Non ma foi ! car le serein aurait disparu.

LE CHEVALIER.

Cette comparaison est pourtant presqu'aussi belle que l'autre ; elle prouve l'utilité de la défense, comme l'autre prouvait les avantages de la liberté. A laquelle vous en tien-

drez-vous ? Pour prendre un parti, il faudrait savoir d'abord si le blé ressemble à une femme où à un serein; pouvez-vous décider cette question?

LE MARQUIS.

Non en vérité. Le blé ne ressemble pas plus à l'un qu'à l'autre : mais voici notre président.

LE PRÉSIDENT.

Messieurs, me suis-je fait attendre ? Avez-vous commencé ?

LE CHEVALIER.

Pas absolument. Le marquis m'a cherché chicane sur le pari qu'il a perdu. J'aime à jouer noblement, et à l'instant, sans disputer, je lui ai rendu son argent. Croyez-vous qu'il ait eu raison de me le redemander? Ne l'avais-je pas convaincu?

LE PRÉSIDENT.

Votre comparaison de la jalousie et de la liberté est très-fine et on ne peut pas plus agréable. La surprise du marquis a été très-

plaisante : mais en y réfléchissant davantage, on y trouverait bien quelque chose à dire.

LE MARQUIS.

Quoi ?

LE PRÉSIDENT.

La sagesse de madame votre femme, l'attachement qu'elle a pour vous l'ont rendu digne de la liberté que vous lui avez accordée, et vous vous en êtes bien trouvé. Je ne sais pas si autant de vertus, de mœurs, de modération doit se supposer dans une seule de peuple. Des cultivateurs indigens, toujours prêts à courir au premier appas du gain, des marchands avides et rusés pourraient peut-être abuser de la liberté. Je ne décide rien ; mais je sens qu'il faut plus de discussion.

LE CHEVALIER.

Monsieur le président paraît croire que le peuple est un animal non apprivoisé ; ainsi il ressemblerait à un serein. Mais ne décidons rien sur des allégories ; et vous, marquis, ne brûlez pas l'édit. Vous avez in-

terrompu un discours qui nous menait à la raison intrinsèque de notre question, c'est celui-là qu'il faut reprendre. Nous avons vu qu'il est douteux qu'il y ait un vrai superflu de blé en France, et je vous ai démontré que ce superflu, s'il existe, est l'effet d'un *déficit* de population. Une population ne se rétablit pas si vîte qu'on le pense, et l'on ne fait pas des enfans à coups de plume, comme en faisait le père Pétau. Il faut des générations multipliées pour réparer une perte. Ainsi, s'il était vrai qu'il y eût à présent trop de blé en France, qu'en fera-t-on jusqu'à la naissance des consommateurs? Le jetterons-nous à la rivière? Vous avez décidé que non: il faut donc en faire le commerce. Voyons quels avantages ou quels désavantages a ce commerce; une fois que cela sera bien connu, nous déciderons ce qu'il faut faire du blé.

LE PRÉSIDENT.

Vous m'avez déjà fait apercevoir combien est moindre l'avantage du commerce des blés, relativement à celui des manufactures; et depuis je n'ai cessé de m'étonner de la légè-

reté avec laquelle on nous a fait concevoir les plus flatteuses espérances de ce commerce, qui devait produire des miracles, à ce qu'assuraient tous les écrivains.

LE CHEVALIER.

Vous n'avez vu qu'en gros cette différence. Voyons-en les détails; écoutez-moi bien, et commencez à compter. Primo: le plus grand avantage d'une matière qu'on destine au commerce, est d'avoir le plus de prix sous le moindre volume. L'or et les pierreries occupent en conséquence le premier rang; vous en voyez la raison. Plus le volume est petit, plus on épargne les frais et les risques du transport, qui nuisent également au vendeur et à l'acheteur, puisqu'il faut toujours les prélever. Or, de toutes les matières dont on puisse faire commerce, le blé est absolument ce qui vaut le moins en proportion du poids et de la place qu'il occupe. Non-seulement toutes les manufactures, mais toutes les autres denrées, telles que le vin, l'huile, les viandes, les poissons salés, ont en cela un très-grand avantage sur le blé. Un tonneau de vin vaut dix

fois plus qu'un tonneau pareil de blé, et il pèse moins. Voyez donc combien le transport absorbera de profit. Le nolis d'un vaisseau ou d'une charrette est le même, soit que vous le chargiez de blé ou de lingots d'or. Secundo: ce même blé si lourd, si volumineux, si embarrassant, est par surcroît de malheur le plus sujet à dépérir. Tout le gâte: la chaleur le fait germer; l'humidité le pourrit; mille animaux le mangent, oiseaux, insectes, rats, etc. Nous avons l'avidité de la nature entière à combattre pour sauver notre blé: ainsi, par cette seconde raison, il devient moins commode au commerce que les pierres, le charbon, les douves, le bois à brûler ou de construction, les seules choses pesantes qui soient à meilleur marché que le blé. Tertio: du moins lorsqu'il est en repos, après les voyages, s'il voulait nous laisser tranquilles il serait favorable au commerce; mais, au contraire, il est également gênant dans les magasins; il dépérit, il se gâte, il faut le remuer, et cette opération est coûteuse: ainsi, plus on le garde, plus il donne de déchet, soit dans la quantité, soit dans le prix. Rien n'est plus

contraire au commerce. Cette science si compliquée, si sublime, sur laquelle ont si bien écrit ceux qui ne l'ont jamais exercée, se réduit à une définition très-courte.

LE MARQUIS.

Si elle est courte, elle est bonne pour moi; je la retiendrai.

LE CHEVALIER.

La voici. Vendre à son aise, acheter sans presse, voilà toute la science; voilà toute la différence entre le fripier et vos valets de chambre. Le fripier achète vos habits, parce que vos valets de chambre veulent les vendre, et il les revend à ceux qui ont désir d'acheter. Pouvoir garder, avoir où garder, voilà la loi et les prophètes: celà n'est pas plus sublime. Le blé est la chose qui se peut le moins garder, qui prend le plus de place, qui coûte le plus à garder; donc elle est la moins favorable au commerce. Quarto: autre inconvénient. Le blé s'avise de venir au monde au beau milieu de l'été; avant qu'il soit battu et remis dans la grange, on a gagné la moitié de l'automne;

ainsi son commerce dure depuis l'équinoxe d'automne jusqu'à celui du printemps : après ce temps, les apparences de la nouvelle récolte ont déjà à-peu-près décidé de son sort, et les demandes ou l'envie de vendre cessent. Vous avez donc pour votre commerce la saison la plus contraire ; la mer orageuse, les rivières ou prises par les glaces ou débordées, les chemins impraticables par les neiges ou par les boues, les jours les plus courts, le temps le plus vilain.

LE MARQUIS.

Voilà une réflexion bien neuve.

LE CHEVALIER.

Pour vous peut-être, ou pour vos écrivains ; mais les rouliers, les boulangers, les commerçaus la savent à merveille.

LE MARQUIS.

Est-ce qu'on ne les a pas consultés ?

LE CHEVALIER.

Je n'en sais rien : mais souvenez-vous que même le plus grand sot peut répondre, si

on le consultait.... mais il n'y a que le grand homme qui sache interroger. Cette contrariété de saison dans laquelle on est forcé de faire le commerce des blés, ne se rencontre, ni dans celui des manufactures qui peuvent choisir toujours le temps le plus favorable pour voyager, ni dans le commerce des autres denrées, tel que le vin, les huiles etc. dont la récolte, faite à la fin de l'automne ou dans l'hiver, laisse le printemps et l'été pour en faire le commerce. Quinto : voici l'inconvénient peut-être le plus considérable. Le blé vient par tout; aucun royaume de l'Europe n'en est privé. Or la base de tout commerce est le *non omnis fert omnia tellus.* Ainsi le blé, à proprement parler, n'est le trésor d'aucune terre. J'appelle trésor une production particulière dont tous les hommes ont besoin, et qui ne se trouve pas dans tous les pays. Les métaux, les fruits des climats chauds sont de ce genre. Leur commerce en devient sûr, constant, réglé. La Provence vendra toujours ses huiles à la Normandie, parce que la Normandie n'en a point de son crû. Ainsi ce commerce sera constamment actif d'un côté,

passif de l'autre ; tous les ans on en fera la demande d'un côté, et le débit de l'autre : cela ne saurait changer. D'après ce principe, vous voyez que les vrais trésors de la France, en fait de productions du sol, sont les vins et les huiles. Tout le Nord en a besoin, et tout le Nord n'en produit point. Alors le commerce s'établit, creuse son canal, cesse d'être une spéculation et devient routine ; et les hommes même d'un esprit très-borné qui ne savent jamais marcher que par routine, peuvent réussir à faire ce commerce. Supposez, par exemple, celui des vins de France avec Stockolm. Il est sûr que Stockolm a besoin de vins de France, et que son sol n'en produit point. Ainsi un marchand de Paris établit son correspondant à Stockolm et dort tranquille. Tous les ans l'un demandera, l'autre expédiera. Le Français ne court aucun risque, s'il fait des provisions d'avance, ou s'il en fait une plus grande quantité qu'à l'ordinaire. Le débouché est sûr. S'il envoie trop en une seule expédition à son correspondant, il en est quitte pour retarder un peu les expéditions de l'année suivante, et en peu de temps ce vin se trouve débité

à Stockolm, et jamais en perte. Il prend le temps le plus favorable et le plus commode pour lui, soit pour acheter, soit pour expédier. Il ne craint point que son vin arrive après la nouvelle récolte, puisque la Suède n'en fait point. Comparez à présent ce commerce avec celui des blés. Le Français ne sait pas d'abord si, pour les blés, il faut avoir ou non un correspondant à Stockolm. Dans des années on lui en demandera, dans d'autres on lui en offrira; et le plus souvent on n'en voudra ni vendre ni acheter. Lorsqu'il en demande, peut-être le Français n'en a pas assez bon marché pour en envoyer. Lorsqu'on en offre, peut-être il arrivera qu'on n'en a aucun besoin. C'est un miracle si le besoin et le superflu se rencontrent juste. Le Français négligera donc d'avoir un correspondant très-souvent inutile, et dans l'occasion il lui fait faute de ne le pas avoir. Si la Suède est dans le besoin, les demandes lui arrivent toujours conçues dans ces termes: achetez à quelque prix que ce soit, mais envoyez au plus vîte et sur-tout avant la fin du printemps, car après cette époque l'envoi est inutile. Cette limitation

d'époque gâte tout ; elle oblige le négociant Français à se presser ; si on devine son empressement, le prix des marchés augmente, lés transports, les nolis doublent et ils absorbent tout le profit ; et si par hazard le malheur veut qu'une navigation lente, un radoub, une voie d'eau, des vents contraires aient retardé le vaisseau, et qu'il n'arrive qu'après l'époque, on est sûr de vendre à perte et d'être ruiné. Appeler cela un commerce, c'est abuser des mots : ce n'est pas un commerce ; c'est un pillage où il ne faut que savoir être des premiers, se presser et risquer. C'est pourtant-là toute la science du commerce des blés ; elle est diamétralement contraire à l'esprit du commerce qui exige qu'on ne se presse ni pour vendre ni pour acheter, et qui est plus utile à proportion qu'on risque moins. Comme le produit des blés est par-tout, et que le besoin peut être par-tout, il faudrait donc avoir des correspondans par-tout : comment les avoir ? Quelle immense dépense en lettres très-souvent inutiles ? Comment s'assurer de la probité de tant de monde, établir la confiance, l'amitié ? On ne peut donc, en ces occasions,

qu'avoir recours aux plus fameux banquiers, dont la richesse ait rendu le nom connu dans toute l'Europe. Ceux-ci sont les seuls qui ayant déjà des correspondans ou une réputation établie par tout, quoique pour d'autres objets de commerce, peuvent et veulent se charger aussi de l'achat des blés : mais leurs correspondans se trouvent souvent novices et inexperts dans ce commerce; les fautes et par conséquent les pertes se multiplient. Il faut alors s'assurer d'un grand profit pour les compenser. Voilà pourquoi toutes les fois qu'il s'agit de blé on entend parler de monopole, et qu'on n'en a jamais entendu parler sur les toiles, les cuirs, les sucres, les vins etc. Le marchand de vin dont nous parlions tantôt, s'il est petit et faible en moyens, fera un petit commerce avec Stokolm; mais il le fera : son petit commerce ne nuit point à un plus grand, ni n'en reçoit aucun échec. Deux maître-d'hôtel de deux seigneurs, l'un Français, l'autre Suédois, sont en état de le faire : il est même plus lucratif s'il est fait en petit. L'économie, la probité le font prospérer; il s'agrandit et donne de quoi vivre aux deux commerçans.

Mais pour le commerce des blés, il faut chercher les mains les plus puissantes et les bras les plus longs dans tout le corps des commerçans. Il n'y a qu'eux qui puissent avoir les plus fraîches nouvelles d'une mauvaise récolte dans tel ou tel royaume, et par conséquent être les premiers et prévenir. Ainsi, en faisant seul ce commerce, ce n'est pas qu'ils s'en emparent, c'est qu'on le leur laisse. Souvent même on les prie à genoux de vouloir s'en mêler. Le petit marchand est sûr d'y perdre. Le grand négociant risque, mais il peut gagner; et soyez sûr que ce commerce n'est jamais fait par de petits marchands; et si vous en voyez qui s'en mêlent, croyez qu'ils ne sont que commissionnaires de plus grands: ils ne sont pas assez sots d'en courir les risques pour leur compte et se réduire d'un seul coup à la mendicité. Si le risque est grand, tous les profits sont en proportion des risques. Comme la vue du risque fait élaguer la foule, on reste seul, et voilà le monopoleur. C'est la nature de la chose qui le crée, ce n'est pas la malice des hommes; mais les hommes veulent se croire plus de malice qu'ils n'en ont: ils sa-

crifient volontiers l'opinion de leur probité à la vanité d'une astuce qu'ils n'ont pas. Voilà en général les embarras et les difficultés du commerce extérieur des blés. Voyons ceux de l'intérieur. Sexto : toute la France produit du blé. Il est vrai qu'il y a des provinces plus ou moins fertiles, mais il n'y en a aucune qui, dans une bonne récolte, n'en ait assez du sien, et aucune qui, dans une mauvaise, n'ait besoin de celui des autres. Voyez en cela la différence immense qui se trouve entre le blé et le vin. Deux ou trois provinces donnent les plus célèbres, quelques autres le moins bon; le reste se consomme dans le pays qui le produit. Dans ces vins il y a des degrés de qualité : Pontac, le clos de Vougeau, la Romanée, voilà les vins cardinaux de ce sacré collége. Trouvez-vous qu'en blé il y ait quelque canton sur la terre qui produise constamment le pain que doivent manger à leur table tous les potentats de la terre, un blé qu'on vous demande avec instance et qu'on paye dix fois, vingt fois plus qu'un autre blé. Le blé a presque par-tout le même goût; semblable en cela aux élémens, il est toujours un besoin, jamais une recherche

nécessaire à l'homme. Ingrat au commerce, il n'est ni le trésor, ni la richesse d'aucun pays; il en est le soutien. Vous faites le commerce des vins dès que vous avez un ami en Bourgogne. Vous faites celui des huiles ayant un ami en Provence: ce commerce est connu; il a une route connue; tout le monde s'y entend. Les détails les plus minutieux sont nécessaires pour obtenir quelque épargne, et c'est cette épargne qui donne le profit. Croiriez-vous qu'il y a une grande différence à avoir un bon ou un mauvais charretier?

LE MARQUIS.

Je croyais que les bons étaient ceux qui juraient le moins.

LE CHEVALIER.

Et qui savaient le mieux garantir leurs marchandises.... et ce détail qui paraît très-aisé coûte l'expérience de la vie entière à apprendre, non pas à un Newton, mais à un charretier. Et les Newtons, quand la nature en produit, ne font pas le métier de charretier. Ainsi donc lorsqu'un commerce a une source constante et des canaux par lesquels il s'écoule,

coule, il est aisé de le régir. Mais s'il n'a pas une source fixe et connue, et qu'on ne sache ni d'où on le tirera, ni où on l'adressera, comment pourrait-on l'exploiter? Où placerez-vous vos correspondans en blé? Vous avez, à la vérité, quelques provinces plus abondantes, telles que la Brie, la Picardie, la Beauce, le Soissonnais; mais ces pays eux-mêmes peuvent manquer de blé et en demander à des provinces en général plus stériles. Cette impossibilité d'avoir tant de correspondans sûrs, intelligens, affidés, fait qu'on abandonne cette spéculation intérieure aux rouliers, aux meuniers et aux boulangers, qui la font très-en-petit, par eux-mêmes et pour leur compte. Ainsi, comme le commerce extérieur de l'achat des blés est trop vaste, tellement grand, tellement risquable et difficile, qu'il engendre par sa nature même le monopole, le commerce intérieur fait de proche en proche est au contraire trop petit; et administré par des mains avides, par des hommes indigens et rusés, il doit engendrer les friponneries. Etes-vous las de compter les inconvéniens du blé?

LE PRÉSIDENT.

Non pas moi.... je vous écoute avec attention, et nous en sommes à l'article sixième.

LE MARQUIS.

Je n'en dirai pas autant. Je commence à me dégoûter tellement du blé, que je crois que j'en reviendrai aux glands, illustre et fort-amère nourriture de nos premiers pères.

LE CHEVALIER.

En attendant de vous voir réinstallé dans l'âge d'or, monsieur le président continuera de compter. Septimo.... Voyons comment il faut s'y prendre pour faire ce commerce actif des blés de France à l'étranger, taut désiré et taut prôné. Il s'agit d'enlever le superflu des blés de toute la France, sans en ôter le nécessaire. L'idée seule de la délicatesse de cette opération effraye. Il s'agit, pour ainsi dire, d'enlever l'épiderme de toute la France sans toucher à la peau qui est sensible et qui fait crier.... cela est-il possible? Et n'est-ce pas-là la véritable cause des éternelles criailleries du peuple, dès que l'on touche un peu au commerce des blés? Le

peuple n'est pas absurde et imbécille, comme les écrivains toujours prodigues en louanges lui font l'honneur de le lui dire à tout instant: mais il est sensible, et lors qu'on touche à son nécessaire, il crie. Il n'y a pas non plus tant de méchans qu'on le pense. Ces monopoleurs, ces usuriers, ces monstres qui font des enlèvemens de blé, qui le resserrent, qui affament une province sans pitié, sans miséricorde, par pure avidité de gain, ne sont pas si communs. Mais lorsque l'opération est en elle-même difficile, délicate, scabreuse, il est impossible de ne pas faire du mal. Si l'on rapportait toujours aux lois de la nature les positions où l'on a la bonté d'accabler les autres d'injures, l'on se tromperait bien moins dans ses jugemens. En effet, comment s'y prendre pour n'acheter que le seul superflu ? La méthode la moins mauvaise serait d'acheter une partie des blés que les gros fermiers ont remis dans leurs granges, et c'est précisément la méthode défendue. Il faut, selon les ordonnances, acheter tout au marché.

LE MARQUIS.

Ces lois sont absurdes, et il faut les abroger.

LE CHEVALIER.

Tout doucement. Ces lois, ces ordonnances tiennent au système entier de la législation des blés de nos ancêtres. Ils envisageaient le blé comme un objet d'administration; nous en voulons faire un objet de commerce. Il est certain que ce qui est sage et utile sous un point de vue, devient absurde et nuisible sous un autre: mais comme l'ancienne police est encore en vigueur, parlons de l'état actuel. Il est certain qu'à présent on ne peut acheter le blé qu'au marché, et qu'on met en prison ceux qui l'enarrhent, l'accaparent et l'achètent des fermiers de la main à la main. Dans ce marché, c'est un point capital de laisser ignorer qu'il y aura un nouvel acheteur chargé d'une forte commission. Si cela transpirait, à l'instant les vendeurs augmenteraient le prix, et l'achat ne serait plus avantageux à faire. Or qu'arrive-t-il dans tous les marchés qui se tiennent périodiquement toutes les semaines ou tous les quinze jours dans les bourgs ou les villages des différentes provinces? Les fermiers, qui y envoyent leur blé, savent d'avance avec la plus in-

croyable précision, la quantité qu'on en apportera et celle qui s'y vendra. Une longue habitude le leur a appris. Comme la quantité des consommateurs est presque toujours la même, et qu'on sait quels sont les villages qui viennent régulièrement s'y pourvoir, le débit ne varie point. Les vendeurs ne veulent pas avoir l'incommodité de remporter des blés chez eux. Ainsi ils prennent leurs mesures justes et si justes, qu'à peine reste-t-il trois ou quatre sacs de non vendus sur deux cents dans un jour de marché. Ainsi supposons qu'on ait porté à un marché trois cents sacs de blé selon l'estimation du débit ordinaire : le commissionnaire arrive ; il fait agir trois ou quatre personnes pour mieux cacher son jeu, offre quelque chose de plus et s'empare de cent sacs de blé. Voilà le tiers des manans du village dans un terrible embarras : ils n'ont laissé que deux ou trois jours de provision dans leur famille ; ils étaient venus dans l'intention de s'approvisionner pour la quinzaine. Attendre le marché suivant, est une chose impossible. Que faire? Ils crient, ils jurent contre le magistrat municipal, qui oubliant les soins de sa munici-

palité, a laissé acheter l'étranger avant le citoyen. Le magistrat fâché, embarrassé, promet gravement et non sans peur une plus grande vigilance à l'avenir. Il informe, verbalise et mande à l'intendant que son marché a manqué dans la semaine. L'intendant en écrit en cour; mais personne ne dit qu'il n'a manqué que d'une centaine de sacs tout au plus... cela ne s'est jamais écrit. La grande nouvelle qu'un tel marché a manqué de blé arrive donc sèchement à la cour, et le ministère y fait attention. En attendant les paysans, restés sans blé, ont faim: ils courent promptement dans les autres marchés d'alentour; ils y arrivent contre toute attente, les affament, et les font manquer à leur tour. La nouvelle répandue, qu'un marché a manqué, court cependant de bouche en bouche et de marché en marché. Elle cause un haussement de prix subit, et donne aux paysans la double peine d'aller dans plus d'un marché s'approvisionner, ou de courir aux plus éloignés. Le contre coup du besoin se communique à la ronde, s'étend et s'élargit. D'un autre côté les vendeurs qui ont vu que dans une semaine le blé a manqué au marché,

et que le peu qu'on y avait apporté a été à l'instant acheté, en apportent plus qu'à l'ordinaire la semaine suivante. Mais la commission est faite ; personne, autre que les pratiques ordinaires, n'achète : nouveaux cris... il faut remporter le blé ou en baisser le prix et le vendre à perte. D'autres ordonnances de police empêchent de le remporter, même de le garder, quand il a été une fois exposé au marché, et voilà les vendeurs ruinés. Que des cas pareils arrivent dans trois ou quatre marchés, vous verrez la cherté, l'allarme, la désolation se répandre sur une province entière. Ainsi que vous voyez quatre à cinq gouttes de pluie qui tombent sur un bassin d'eau dormante, y engendrer des cercles dont les petites vagues allant jusqu'au bord, revenant et se croisant, mettent en mouvement et agitent la surface entière de l'eau ; de même un achat de cinq ou six cents sacs de blé extraordinaire, s'il tombe inopinément sur différens marchés, suffit pour troubler toute une province pendant un temps considérable.

LE MARQUIS.

Mais c'est pour une bagatelle.

LE CHEVALIER.

Une bagatelle! Croyez-vous que ce soit une bagatelle pour une famille de rester cinq ou six jours sans pain? Vous ne prenez pas garde que le pain est un trop grand besoin de l'homme. Ce besoin général, continu, pressant, est précisément ce qui rend le blé le moins propre au commerce. J'entends souvent dire à des gens qui se croyent de l'esprit, qu'il ne faut pas plus s'embarrasser du blé que des cuirs dont on fait les souliers; qu'aucune ordonnance de police n'a veillé sur les souliers, et que pourtant on n'est jamais allé nuds pieds.

LE MARQUIS.

Cela est vrai, et cette raison m'a toujours paru bonne. Est-ce que vous ne la trouvez pas de même?

LE CHEVALIER.

Non assurément.

LE MARQUIS.

Et pourquoi? Les souliers ne sont-ils pas presqu'aussi nécessaires que le pain?

LE CHEVALIER.

Je veux vous accorder cela : mais quand le besoin de l'un et de l'autre serait également grand, celui des souliers n'est pas aussi pressant. Voilà où gît la cause de l'équivoque. Vous avez très-grand besoin de souliers, je l'avoue ; mais si vous êtes accoutumé à jeter ceux que vous croyez usés, vous les ferez encore traîner vingt jours et plus, si par un hazard, votre cordonnier manquant de cuir, ne peut pas vous en fournir de neufs. Pouvez-vous faire traîner de même une livre de pain vingt jours entiers dans votre maison ? Non certainement... Le pain est une chose qui ne s'use pas, mais qui se consomme. Il se consomme à l'instant, et le besoin s'en renouvelle deux fois par jour dans les corps les plus faibles, et trois ou quatre fois dans les corps plus robustes. Voilà ce qui excite la cupidité, et ce qui empêche le commerce honnête et louable, le seul bon et utile dans un état. Les hommes tournent toute leur malice, épuisent leur astuce sur un objet si pressant, et sûrs d'en tirer un immense profit, ils tâchent d'exciter le

trouble par des idées de cherté, de discute. Ils n'employent point autant d'astuce sur le commerce des cuirs, car ils en seraient les dupes. Ainsi tout autre commerce va de soi-même, parce que dans tous on a quelque espace de temps, et cet intervalle suffit pour remettre l'équilibre. Mais l'approvisionnement du pain est pressant: il faut y veiller; l'équilibre arriverait trop tard et lorsque le peuple serait déjà mort de faim.

LE PRÉSIDENT.

Monsieur, ce que vous dites est bien juste; mais je ne puis pas comprendre comment un si petit objet, tel que l'achat d'une centaine de sacs, peut-être regardé comme un grand mal?

LE CHEVALIER.

Ah monsieur! je vois bien que vous ne savez pas encore ce que c'est qu'une famine. Vous la croyez un mal universel; détrompez-vous: elle n'est que l'affliction universelle du mal que souffrent quelques particuliers. Dans la famine, les riches, les gens aisés ne souffrent point. Les vendeurs gagnent mê-

me; mais tous frémissent à la vue du spectacle le plus affreux. On voit des gens mourir de faim; on voit errans, dans les rues, des spectres, des squelettes hideux au teint livide et bruni, aux yeux luisans de larmes, aux cheveux hérissés, couverts de haillons et de vermine; d'un pas chancelant vous les voyez venir à vous, et d'une voix éteinte allonger avec peine une main tremblante et vous demander du pain; et quelquefois au moment où vous vous disposez à les secourir, vous les voyez tomber à vos pieds et expirer sur-le-champ. C'est-là ce que j'ai vu; c'est-là ce qu'on appelle une famine. Reprenons un instant notre comparaison du pain avec les souliers. Si le cuir venait à manquer, il serait bien gênant de se servir de sabots; mais on s'en servirait... et ce spectacle finirait par être moins touchant que risible. Je vois d'ici vos jolies femmes en sabots....

LE MARQUIS.

Elles en seraient ma foi plus piquantes.... Mais oui! on finirait par en rire.

LE CHEVALIER.

Je vous dirais la même chose de toute disette qui causerait une tragi-comédie. Si les étoffes manquaient et qu'on s'habillât de serge, on se plaindrait; mais croyez-moi, l'on n'en conterait pas moins fleurette aux plus belles dames vêtues en sœurs-grises.

LE MARQUIS.

Ah, dans ma jeunesse, cela aurait été une raison de plus... Une sœur-grise! vous bâdinez... Il n'y a rien de si appétissant.... Je me souviens qu'une fois dans un hôpital à l'armée....

LE CHEVALIER.

Oui, vous avez vu dans les hôpitaux des sœurs-grises charmantes; mais vous y avez vu aussi les cruelles maladies que cause la mauvaise nourriture. Ainsi récapitulons le discours. Le mal réel de la famine tombe sur un petit nombre; mais le sentiment de la compassion pénètre tous les cœurs; les âmes les plus dures en sont émues. Un seul mourant de faim dans une rue, attriste et

jette dans la désolation une ville entière qui aura dîné.

LE MARQUIS.

Mais ne pourrait-on pas substituer une autre nourriture au pain?

LE CHEVALIER.

Des croutes de pâtés, n'est-ce pas ?

LE MARQUIS.

Vous voulez toujours persifler... Mais la viande, les herbes, les laitages, ne peuvent-ils pas alimenter le peuple au moins pendant quelque-temps? Les gens du bas peuple ont un estomac de bronze ; ils digèrent tout.

LE CHEVALIER.

Ils digèrent tout, mais avec du pain. La force de cette habitude est si grande, si étonnante, qu'on ne saurait la concevoir. J'ai eu le malheur d'en être témoin. Sans pain, on ne peut plus rien manger; et si la faim fait manger, on ne peut rien digérer. Une fièvre épidémique et mortelle attend quiconque ose imaginer d'échapper à la fa-

mine autrement qu'en se procurant du pain; et cette mort est encore plus effrayante que la première; elle devient contagion.

LE PRÉSIDENT.

Monsieur, plus je réfléchis sur ce que vous venez de dire, plus je vois que, selon vous, le trouble, l'alarme, la disette ne seront causés dans une province que par les achats faits, pour ainsi dire, à la dépourvue dans les marchés. Si l'on permettait les enarrhemens ou les achats en gros dans les granges des fermiers, il n'arriverait aucun trouble, et les marchés ne manqueraient point. Un fermier qui a mille septiers de blé de sa récolte n'en envoye qu'une vingtaine à débiter à chaque marché: s'il en vendait en gros cinq cents à un marchand étranger, cela ne l'empêcherait pas d'envoyer toujours au marché les petites quantités ordinaires: ainsi il ne ferait que se débarrasser du superflu.

LE CHEVALIER.

Cela est vrai.

LE PRÉSIDENT.

L'ancienne loi de ne pouvoir vendre qu'au marché est donc bien mauvaise?

LE CHEVALIER.

Vous voulez dire bien bonne. Ce qui répond à l'objet auquel on l'a destiné est toujours bon. Nos ancêtres ont fait une loi pour empêcher que le blé ne fût une affaire de commerce. Cette loi remplit parfaitement son objet; elle est donc bonne? Elle le remplit si bien que tant que l'on y tiendra la main et qu'on la fera exécuter, soyez sûr qu'il est impossible, absolument impossible, qu'il se fasse aucun commerce de blé en gros... et cela est si vrai que dans tout ce qui s'est fait de commerce d'exportation dans ces dernières années, tout le blé, sans exception, a été acheté en contravention de cette règle et hors des marchés. Il est plaisant qu'on se soit donné des peines infinies pour rechercher ce qu'on appelle abus, monopole, enarrhement, pendant qu'il est démontré qu'il est impossible de faire autrement aucun achat pour le commerce. Malheur à ceux qui auraient voulu en faire selon les règles!

LE PRÉSIDENT.

Rien n'est plus certain. Il vient d'arriver

dans plusieurs provinces des aventures qui le prouvent. Des mal-adroits commissionnaires qui ont voulu acheter dans les marchés de très-petites quantités de blé pour l'étranger, ou même pour l'approvisionnement de la capitale, ont pensé être lapidés par le peuple ameuté.

LE MARQUIS.

Mais chevalier, c'est bien par ironie que vous dites que cette ordonnance est bonne : c'est comme vous diriez qu'un poignard est bon, si la lame en était de Turquie.

LE CHEVALIER

Et je dirais bien.

LE MARQUIS.

Sans doute ; mais l'intention serait mauvaise, si, avec ce bon couteau, on avait égorgé du monde.

LE CHEVALIER.

N'appelez pas ironie le dessein de parler avec précision. La loi est toujours bonne, puisqu'elle a rempli l'objet.

LE

LE MARQUIS.

Bonne tant qu'il vous plaira ; mais l'objet est détestable. Vouloir détruire et couper dès la racine tout le grand commerce des blés?... Et vous trouvez cela bon?

LE CHEVALIER.

Je ne dis rien encore. Notre discours était sur les avantages et les désavantages du commerce des blés. Je vous ai prouvé que, dans l'état actuel, les achats sont impraticables ; et qu'en général l'entreprise d'ôter le seul superflu et de laisser le juste nécessaire d'une denrée qui vient par-tout, dont on a besoin par-tout, dont le produit est peut-être inégal par-tout, est une entreprise d'une extrême difficulté. Je conviendrai avec vous que nos ancêtres ont voulu éteindre tout commerce de blé. S'ils ont eu raison ou tort, c'est une autre affaire que nous examinerons bientôt : mais rendons-leur la justice d'avouer qu'ils avaient imaginé l'ordonnance la plus efficace pour cet objet; et permettez-moi de vous observer qu'il serait bien extraordinaire qu'ils eussent fait une si grosse méprise,

et manqué à tel point d'esprit qu'on le dit, en se décidant contre le commerce des blés, pendant qu'ils ont vu avec tant de justesse les moyens qu'il fallait y employer. Mais il me reste à dire encore quelque chose sur la nature du commerce des blés.

LE MARQUIS.

Encore? vous ne finirez donc plus?

LE CHEVALIER.

Nous avons vu les difficultés de l'achat; voyons les difficultés du débit. Il'est de règle, dans la théorie du commerce, que le plus avantageux et le plus lucratif est toujours celui qui se détaille le moins, et qui fait le plus promptement passer une grosse somme de la main du consommateur à celle du vendeur. Le profit du commerce ne se réalise que dans le dernier passage de la main du dernier vendeur au consommateur. L'opération ne finit que lorsque le consommateur achète. Le reste n'est que passage, vente et revente d'une main intermédiaire à l'autre: plus il y en a, plus elles sont nuisibles. Elles absorbent le profit du produc-

teur et augmentent la dépense du consommateur. D'après ce principe, les pierreries sont à cet égard de même qu'à plusieurs autres la matière la plus profitable au commerce. Dans une matinée, un bijoutier vend un diamant de trente mille livres. Voilà en un instant trente mille livres de rentré dans sa caisse. Ainsi une douzaine de marchands de pierreries suffit au luxe entier du plus grand royaume Examinons à présent la vente du pain: il n'est point de débit d'un plus minutieux détail. Tout le monde veut le manger frais: on n'en achète que la consommation de quatre jours au plus; elle est égale dans le riche et dans le pauvre: ainsi des milliers d'hommes sont obligés de perdre toute la journée à détailler et à gagner sou à sou la valeur d'une fournée de pain. Lorsque vous faites un habit, le marchand de draps d'un seul coup vous en vend pour dix louis d'or... Le marchand de dentelles vous en fournira dans une seule matinée pour cent louis, qui rentrent dans sa caisse et qui ne font qu'un seul article sur son livre. Mais, dans cette même matinée, vous n'aurez acheté que pour quinze ou vingt sous

de pain, et il ne vous en fallait pas davantage. Méditez un peu sur cette énorme disproportion, vous verrez quelle quantité d'hommes doivent consacrer leur vie entière à ce débit minutieux. Il faut qu'ils en retirent leur nourriture; et n'étant pas les producteurs, ils ne sont pas les êtres les plus chers à l'état: ils ne sauraient être une source de richesses, puisque la richesse n'est que dans la production. Ils ne sont qu'un poids nécessaire et un défaut incurable à la constitution humaine. Ainsi, à cet égard, le pain le cède non-seulement à toutes les manufactures, mais encore à la plupart des autres denrées. Grands, petits, riches, pauvres, tous achètent le pain en détail. Il faut la rencontre d'un terrible repas de noces, ou quelqu'autre calamité pareille, pour qu'un maître d'hôtel se voye obligé d'acheter pour cent francs de pain dans un seul jour. Si l'on faisait des provisions de pain comme on en fait de vin, le détail ne serait pas si grand: mais je parierais qu'à cet instant il y a pour plus de quatre mille francs de vin dans votre cave, et qu'il n'y a 'pas pour plus de quinze francs de pain dans votre office.

LE MARQUIS.

Je ne parierais pas, car j'aurais perdu.

LE CHEVALIER.

Ainsi la vente du pain en détail ne peut se comparer qu'à celle des viandes fraîches; encore la viande a-t-elle une incommodité de moins. C'est une marchandise qui marche toute seule sur ses pieds; ainsi le transport d'un bœuf vivant ne coûte presque rien, et celui de quatre quintaux de farine coûte beaucoup. De plus, tous ceux qui font usage de viande mangent aussi du pain, tandis qu'une immense quantité de peuple, surtout dans les campagnes, consomment tous les jours du pain et ne flairent pas de la viande six fois dans toute l'année. Mais ce n'est pas tout.

LE MARQUIS.

Quoi! Encore un autre inconvénient de débit?

LE CHEVALIER.

... Et digne d'une grande réflexion. Tout

le monde achète le pain à crédit. Le riche par faste, le pauvre par indigence. Or calculez le temps perdu à tenir registre des tailles, le retard de la rentrée des fonds, les pertes et les déchets. Calculez lés disparitions des pauvres et les interminables tableaux des créanciers de la succession d'un grand seigneur, et plaignez les boulangers. Un homme de bien, plein de zèle et dénué de toute expérience a publié ces jours passés une brochure, la seule que le hazard m'ait fait rencontrer sur une cheminée. J'y ai jeté un coup-d'œil: elle était destinée par l'auteur à avertir les honnêtes gens qu'on devait se révolter.

LE MARQUIS.

Quoi! il excitait les honnêtes gens à la révolte?

LE CHEVALIER.

Il ne disait pas cela; car il ne savait ce qu'il disait, ni ce qu'il voulait dire: mais il voulait nous prouver, par un très-joli calcul appuyé même des essais qu'il en avait faits, qu'on pouvait donner le pain à un tiers de

moins de ce qu'on le vend. La conséquence directe de son livre devait être qu'il faut lapider les boulangers. Mais, par une figure de réthorique qu'on appelle réticence, cette conséquence n'y était pas prononcée. Au reste son calcul était charmant... Il n'avait omis qu'un seul petit article.

LE MARQUIS.

Lequel ?

LE CHEVALIER.

Il avait oublié net tous les frais, les dommages, les déchets des cas fortuits. Il calculait très-bien, par exemple, la dépense de l'entretien ordinaire d'un âne au moulin ; il oubliait que cet âne était sujet à la mort tout aussi bien qu'un homme de lettres, à ce que dit Salomon.... *Similis est interitus hominis et jumentorum.* Il calculait le loyer ou la construction d'un magasin, d'un moulin, d'un four ; il oubliait les réparations ; il oubliait les fraudes de toutes espèces, les faillites, les procès, etc.

LE PRÉSIDENT.

Et comment a-t-il pu oublier cela ?

LE CHEVALIER.

Parce que dans la court espace de temps employé au petit nombre d'expériences et d'essais qu'il a faits, il ne lui est arrivé aucun cas fortuit, et qu'il a cru qu'il n'en existait pas.

LE PRÉSIDENT.

Mais comment aurait-il pu les calculer?

LE CHEVALIER.

Les cas fortuits sont des hazards pour un particulier, et paraissent alors aussi difficiles à prévoir qu'à calculer: mais prenez-les en masse, réunissez tous les cas fortuits qui arrivent dans une année à toute une classe d'hommes, ou à toute une nation; alors le hazard est une quantité constante, réglée, périodique, toujours égale ou dans l'année, ou du moins dans un court espace d'années. Ces hazards influent sur le prix des choses et en font partie; sans cela tous les négocians seraient ruinés, non pas tous dans la même année, mais à leur tour et selon que la chance du malheur leur arriverait. Les

hommes sont parvenus à évaluer la quantité de ce dommage, comme ils ont évalué le prix de toutes les choses. Ils y sont parvenus par une approximation, à force de temps, d'habitude, d'expériences douloureuses, et sur-tout par cette force d'équilibre morale qui consiste à s'entre-pousser et à se renvoyer les pertes de l'un à l'autre, tant qu'on a de force et d'haleine. C'est, pour ainsi dire, la nature et l'instinct qui savent résoudre ces problèmes d'immense complication, contre lesquels tout calculateur échouerait. Cette nature, à la longue, a dit que la masse des hazards sur le blé et sur le pain constituait à-peu-près le tiers en sus des dépenses ordinaires; et voyez comme le *moniteur des hommes de bien* avait rencontré juste, sans s'en apercevoir. Il avait trouvé que le pain, ces mois derniers, ne coûtait de dépense ordinaire que deux sous trois liards la livre, et il avait raison: ajoutez le surplus des hazards, et vous trouverez le prix du marché. On le vend quatre sous.

LE PRÉSIDENT.

Vous faites donc entrer les cas fortuits dans l'évaluation du prix d'une denrée?

LE CHEVALIER.

Sans doute.

LE PRÉSIDENT.

Et même les vices des hommes, à ce qu'il me paraît; car vous parlez de fraudes, de vols, de procès.

LE CHEVALIER.

Vous m'humiliez en me faisant convenir de cela.

LE PRÉSIDENT.

Comment, vous humilier! Ce n'est pas sûrement mon intention.

LE CHEVALIER.

C'est cependant ce que vous faites. Il faut dire les choses comme elles sont. Si l'auteur de la brochure, dont nous venons de parler, et ceux de semblables écrits sont tombés dans l'erreur, la cause en est belle et ne doit point les faire rougir. Un enthousiasme vif et innocent d'amour pour les hommes, une fois entré dans leur cœur honnête et vertueux, a enfanté

dans leur tête un monde idéal. Tout est peint en couleurs riantes dans ce tableau du monde qu'ils ont dans l'imagination ; ils s'y voyent, et ils croyent y voir la nature entière. Les vices, les passions injustes en ont disparu, parce qu'elles ne se trouvent pas dans le petit cercle de leur société. Les rouliers, les menuisiers, les boulangers sont pour eux une classe de héros.

LE MARQUIS.

Pour cette fois l'héroïsme aurait été se loger bien bas.

LE CHEVALIER.

Il ne pourrait avoir de meilleur logement, s'il était aussi commun et aussi répandu qu'ils le croyent. Voyez à qui l'auteur adresse la parole. Aux honnêtes gens qui veulent le bien... Il serait bien honteux du petit nombre de ses auditeurs, s'il les voyait seuls rassemblés au tour de sa chaire. Rendons donc justice à la vérité et à ces écrivains ; c'est leur cœur et non leur expérience qui a tracé les idées de leur imagination. Vous m'humilieriez trop, si vous me soupçonniez d'avoir le cœur moins

bon et l'ame moins honnête qu'eux; et cela parce que vous m'auriez forcé de convenir que l'idée que j'ai des hommes est très-différente de la leur.

LE MARQUIS.

Que dites-vous là? Vous nous faites tort, et vous vous en faites aussi. Vous ne leur cédez pas en sentiment, et vous les surpassez en connaissance des hommes. Si vous voulez même que je vous le dise (car je suis franc) avec toute leur vertu, la bonté de leur ame et la pureté de leurs intentions, des gens comme cela me paraissent très-pernicieux et très-condamnables. Dans une matière aussi délicate, faire des fautes de calcul, se tromper sur la connaissance des hommes, et avec cela écrire, bavarder, semer des propos, exciter des désirs injustes.... cela peut tirer à conséquence; cela est fort-mal à eux. Mais d'où peut venir la rage de parler de choses qu'ils n'entendent point? Et pourquoi se mêler de celles où ils n'ont rien à faire? Que veulent-ils?

LE CHEVALIER.

Le bien des hommes; soyez-en sûr. Aucun

d'eux ne parle de l'administration par cupidité, ni par un vil intérêt : la plupart même renonceraient généreusement aux charges qu'on voudrait leur offrir. Leur zèle est pur; leur enthousiasme est innocent; leurs erreurs sont involontaires.

LE PRÉSIDENT.

Mais permettez que je vous interroge à mon tour. Trouvez-vous la raison d'un enthousiasme si noble et si déplacé ?

LE CHEVALIER.

Ne la connaissez-vous pas dans la bonté du gouvernement même? Comme dans la belle saison vous voyez éclore dans les champs bien cultivés, au souffle du zéphire, à la tiédeur d'un air pur et serein, mille fleurs printanières, qui, sans être semées ni attendues, émaillent pourtant les prés de toute part par leurs brillantes couleurs; de même sous un gouvernement doux et tranquille, dont le souffle pour ainsi dire féconde, fertilise et échauffe tous les esprits, les hommes abandonnent les disputes épineuses et acariâtres qui servaient de prétexte à la persécution et à l'intrigue,

et tournent leur imagination vers le bonheur commun. Chacun parle comme il sait et s'aide comme il peut. Le gouvernement indulgent laisse tout dire, et pardonne en faveur de l'intention. Cette bigarrure étrange et diversifiée de plantes de toute espèce, paraît devoir faire tort aux épis; il ne faut pas le craindre. Elles se fannent à l'instant, passent vîte, et rien n'en reste. Le spectacle éphémère de leurs fleurs a fait la pompe et l'orgueil du printems et des plus beaux jours d'une monarchie. C'est assez: il ne faut compter sur aucun produit de leur moisson. Elles ont réjoui la vue, parfumé l'air, annoncé l'été, et passé. Mais ce discours nous a écarté de notre sujet; j'ai encore quelques considérations à faire sur le blé.

(Le reste au volume suivant.)

FIN.

INDICE

DEL PRESENTE VOLUME.

			ERRORI.	*CORREZIONI.*
P.	42	l. 3	j'en aurai	leggasi: je n'en aurai
,,	62	,, 9	approvisonnement	,, approvisionnement
,,	74	,, 4	avoir fait.	,, avoir fait?
,,	75	,, 4	plaira.	,, plaira:
,,	95	,, 11	s'en suivrait	,, s'ensuivrait
,,	id.	,, ult.	dhénomène	,, phénomène
,,	120	,, 21	chacun à	,, chacun a
,,	239	,, 4	eucore	,, encore
,,	256	,, 24	aine	,, laine
,,	273	,, 7	serein	,, serin
,,	id.	,, 18	serein	,, serin
,,	274	,, 3	serein	,, serin
,,	275	,, 21	serein	,, serin
,,	303	,, 7	bonne?	,, bonne.





